

### 31 janvier

A l'occasion de son cinquième discours sur l'état de l'Union prononcé pendant 53 minutes devant les membres du Congrès et 39 millions de téléspectateurs, le président George W. **BUSH consacre la première moitié des 5 387 mots du *State of the Union Address* à l'évocation de sept thèmes de politique étrangère** ([George W. Bush, President Bush Delivers State of the Union Address, United States Capitol, Washington, D.C., 31 janvier 2006](#)): le rôle des Etats-Unis dans le monde, la promotion de l'agenda pour la liberté et la démocratie, l'Opération *Iraqi Freedom*, la *Global War on Terrorism*, la problématique nucléaire iranienne, le développement économique des pays les moins avancés et la diversification des approvisionnements énergétiques américains.

Premièrement, parce que les Etats-Unis doivent toujours répondre à "l'appel de l'histoire" en faveur de la liberté et de la paix, le président George W. BUSH rejette "le confort illusoire de l'isolationnisme" pour leur assigner de jouer un rôle actif dans les affaires internationales.

Deuxièmement, parce que la sécurité des Etats-Unis est conditionnée par la réduction de la tyrannie (la croyance en la *pax democratica* connecte démocratisation et paix internationale car les démocraties, respectueuses des droits de leurs citoyens et de leurs voisins, sont réputées ne pas se livrer la guerre entre elles), les Etats-Unis continueront de promouvoir en 2006 l'agenda de la liberté et de la démocratie, notamment en Afghanistan et au Moyen-Orient où M. BUSH relève des progrès (Arabie Saoudite, Egypte, Liban et Palestine où il exhorte le *Hamas* à renoncer à la violence, reconnaître l'Etat d'Israël et démanteler les milices). Il situe la principale force d'entrave à la démocratisation dans l'islam radical qu'il définit comme "la perversion par un petit nombre d'une noble foi en une idéologie de terreur et de mort". Enfin, il dresse une liste des principaux régimes non démocratiques: Birmanie, Corée du Nord, Iran, Syrie et Zimbabwe.

Troisièmement, parce que l'objectif des terroristes (dont l'état final recherché est l'imposition d'un "système de contrôle totalitaire à travers le Moyen-Orient") est de s'emparer de l'Irak pour en faire un havre à la fois sanctuaire et pas de tir pour le terrorisme transnational, les Etats-Unis devront y maintenir l'offensive conformément à un triptyque stratégique à la fois sécuritaire (contre-insurrection et formation/entraînement des forces de sécurité irakiennes), politique (formation et consolidation d'un gouvernement inclusif) et économique (continuation de l'effort de reconstruction).

M. BUSH mentionne à 15 reprises l'Irak lors de son discours. Il considère que les troupes américaines mobilisées non seulement sont engagées pour gagner mais encore sont d'ores et déjà en train de remporter la victoire qui, seule, permettra leur démobilisation. C'est la situation sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires qui conditionnera la décision du retrait des troupes tant ce retrait daté et prématuré aurait pour conséquence d'abandonner les Irakiens à la guerre civile, en plaçant MM. Oussama BEN LADEN et Abou Moussab AL-ZARQAWI à la direction d'un califat irakien, et de discréditer la parole américaine.

Quatrièmement, parce que l'OIF reste connectée à la guerre idéologique vraisemblablement générationnelle de la GWOT, "longue guerre contre un ennemi déterminé", remporter cette bataille des idées implique d'offrir une alternative à la "sombre vision" de l'islam radical. La promotion d'une alternative de liberté politique et de changement pacifique nécessitera l'engagement des présidents républicains et démocrates à venir, par conséquent un soutien bipartisan. M. BUSH ne mentionne qu'à deux reprises le 11 Septembre 2001.

Cinquièmement, parce que le régime iranien parraine des terrorismes du Moyen-Orient (palestinien et libanais) et défie ouvertement la communauté internationale, les Etats-Unis ne toléreront pas la réalisation de ses ambitions nucléaires. M. BUSH s'adresse "directement au peuple iranien", qu'il qualifie de nation "tenue en otage par une élite religieuse restreinte qui isole et réprime son peuple", avec lequel il espère nouer des liens plus profonds à la faveur de la démocratisation du régime.

Sixièmement, parce que la conflictualité et le terrorisme sont principalement déterminés par l'insécurité intra-étatique et la violence sociétale, les Etats-Unis continueront à soutenir le

développement économique des pays les moins avancés et à combattre les pandémies (VIH, malaria).

Septièmement, parce que "l'Amérique est très dépendante du pétrole" provenant de zones souvent politiquement "instables", le président BUSH s'engage à développer les sources d'énergie alternatives afin de diversifier l'approvisionnement énergétique des Etats-Unis (remplacer d'ici 2025 les 3/4 du pétrole importé du Moyen-Orient, lequel représente 11% de la consommation américaine) et restaurer sa marge de manoeuvre de politique étrangère à l'égard des régions productrices.

Le président russe Vladimir **POUTINE** annonce que la **Fédération de Russie dispose de nouveaux missiles capables de pénétrer les défenses anti-missiles balistiques** (*Ballistic Missile Defense*) en adoptant à l'approche de la cible une trajectoire en zig-zag réputée déjouer l'interception calculée sur la base d'une trajectoire balistique. Cette contre-mesure pourrait équiper les nouveaux missiles TOPOL-M ou BULAVA.

Alors que l'activité insurgée se maintient pendant les négociations pour la formation d'un gouvernement d'union nationale, la publication du **sondage réalisé les 2-5 janvier 2006 par le Program on International Policy Attitudes de l'Université du Maryland sur les vœux de l'opinion publique irakienne** révèle ([Program on International Policy Attitudes, What the Iraqi Public Wants, 31 janvier 2006, 15 p.](#)):

1. sur la perception des forces américaines mobilisées en Irak:

- 80% des Irakiens (67% des Kurdes, 79% des Chiïtes et 92% des Sunnites) pensent que le gouvernement américain prévoit l'installation de bases militaires permanentes en Irak
- 70% des Irakiens (40% des Kurdes, 71% des Chiïtes et 94% des Sunnites) souhaitent que le nouveau gouvernement irakien demande aux troupes américaines de se retirer d'Irak dans les 6 à 24 prochains mois, tandis que 29% (57%, 29% et 4%) conditionnent ce retrait à l'amélioration de la situation sécuritaire
- 87% des Irakiens (64% des Kurdes, 90% des Chiïtes et 94% des Sunnites) approuvent le principe d'une demande par le nouveau gouvernement irakien d'un retrait daté des troupes américaines d'Irak
- 47% des Irakiens (16% des Kurdes, 41% des Chiïtes et 88% des Sunnites) approuvent les attaques menées contre la *Multi-National Force - Iraq* (MNF-I) mais seulement 7% contre les forces de sécurité irakiennes (armée et police) et 1% contre les civils irakiens
- 73% des Irakiens attendent du retrait des troupes américaines d'Irak dans les six mois une progression de la coopération interpartisane au parlement, 67% une amélioration de la sécurité ainsi que des prestations des services publics (électricité, écoles, etc.), 64% une diminution des attaques violentes ainsi que des crimes, 61% une diminution de la violence interethnique et 56% une moindre présence des combattants étrangers

2. sur la perception de la situation actuelle en Irak:

- 66% des Irakiens (77% des Kurdes, 89% des Chiïtes mais 5% des Sunnites) considèrent que les élections parlementaires du 15 décembre 2005 ont été libres et justes
- 68% des Irakiens (81% des Kurdes, 90% des Chiïtes mais 6% des Sunnites) considèrent que le nouveau gouvernement issu des élections parlementaires est le représentant légitime de la population irakienne
- 64% des Irakiens (76% des Kurdes, 84% des Chiïtes mais 6% des Sunnites) pensent que l'Irak est conduit dans la bonne direction
- 77% des Irakiens (91% des Kurdes, 98% des Chiïtes mais 13% des Sunnites) considèrent que le renversement du régime de Saddam HUSSEIN vaut les difficultés de la phase de stabilisation et de reconstruction post-conflit

### 3. sur la perception de l'assistance internationale:

- 59% des Irakiens (73% des Kurdes, 55% des Chiites et 58% des Sunnites) pensent que l'Irak aura toujours besoin dans six mois d'une assistance à la sécurité étrangère
- 59% des Irakiens (53% des Kurdes, 64% des Chiites et 48% des Sunnites) préféreraient que l'effort de reconstruction soit mené par les Nations Unies plutôt que les Etats-Unis (46% des Sunnites ne souhaitent ni l'une ni l'autre direction)
- enfin, entre 56 et 63% des Sunnites (au lieu de 19 à 26%) soutiendraient l'assistance non-militaire des Etats-Unis si ceux-ci dataient le retrait de leurs troupes d'Irak

Le remplaçant du lieutenant général John R. VINES au commandement de la *Multi-National Force - Iraq* (MNF-I: 150 000 militaires en provenance de 27 pays), le lieutenant général de l'U.S. Army (auparavant commandant de la 1<sup>ère</sup> division de cavalerie à Bagdad) Peter W. **CHIARELLI**, **annonce son objectif à l'Associated Press: mobiliser le soutien de la population locale à l'effort de stabilisation et de reconstruction afin d'isoler puis asphyxier l'insurrection**, et ce grâce au transfert graduel des opérations de contre-insurrection des troupes de la MNF-I à l'armée irakienne tandis que cette dernière transfère concomitamment la mission de sécurité intérieure à la police irakienne (irakisation des missions sécuritaires).

**La conférence sur l'Afghanistan qui se tient à Londres les 31 janvier-1er février 2006** (elle doit relayer le processus des Accords de Bonn du 5 décembre 2001) **regroupe 68 nations et institutions internationales** rassemblées pour entériner le plan quinquennal (*Afghanistan Compact*) fixant les objectifs sécuritaires, politiques et économiques que l'Afghanistan devra satisfaire dans les cinq prochaines années.

En dépit des progrès politiques (élection présidentielle le 9 octobre 2004, élections parlementaires et provinciales le 18 septembre 2005) et sécuritaires (les *Provincial Reconstruction Teams* et la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité de l'OTAN) enregistrés depuis 2001 dans l'Afghanistan post-guerre, cinq défis demeurent:

1. enraciner le développement du gouvernement démocratique
2. améliorer le développement socio-économique (l'IDH afghan reste peu élevé en raison de la pauvreté et de la mortalité)
3. assurer la sécurité (1 600 personnes -- dont 91 militaires américains -- ont été tuées en 2005 -- année record -- par la violence politique tandis que 20 attentats suicides ont été perpétrés depuis octobre 2005), notamment à la frontière afghano-pakistanaise
4. former et entraîner l'Armée Nationale Afghane (27 000 militaires) ainsi que les forces de police (57 000 policiers) tout en les assainissant et en démantelant les milices armées
5. mettre en place des cultures alternatives au pavot pour ancrer une économie de substitution (en se trouvant à la source de 90% de l'opium et de l'héroïne, l'Afghanistan dégénère en "narco-Etat")

Parmi les objectifs fixés se trouvent:

- le démantèlement des groupes armés illégaux d'ici 2007
- le triplement des effectifs de l'ANA d'ici 2010 (de 27 000 à 70 000 militaires)
- la diminution de 3% / an du nombre d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté (1\$ / jour)
- la création d'une nouvelle structure internationale (le Conseil de Coordination et de Contrôle, co-dirigé par un ministre du gouvernement afghan et un représentant unique des Nations Unies, vraisemblablement M. Kofi ANNAN) ayant vocation à se substituer au G8 pour canaliser l'assistance économique et militaire à destination de l'Afghanistan

A l'occasion de cette "conférence des donateurs", le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE qualifie de "partenariat stratégique" la relation américano-afghane et annonce que les Etats-Unis s'engagent ([Condoleezza RICE, Remarks at the Afghanistan Compact Meeting, Londres, Angleterre, 31 janvier 2006](#)):

1. à rester impliqués dans la stabilisation et la reconstruction post-conflit nonobstant la diminution de leurs troupes (de 19 000 à 16 500 militaires à mesure que la FIAS otanienne occupe le sud afghan)
2. à poursuivre leur importante contribution financière à hauteur de 1,1 Md\$ pour l'année fiscale 2006-07 (s'ajoutant aux 6 Md\$ d'ores et déjà procurés depuis 2001; toutefois les 1,1 Md\$ promis pour l'année fiscale 2005-06 -- s'achevant le 30 septembre 2006 -- n'ont pas encore été distribués)

Si Mme RICE considère que l'évolution de l'Afghanistan depuis 2001 est "une réalisation monumentale de notre jeune siècle", elle n'en rappelle pas moins son caractère inachevé et les progrès qui restent à accomplir:

1. achever la montée en puissance des forces de sécurité afghane (armée et police)
2. poursuivre le développement économique tout en éradiquant le narco-trafic
3. et finaliser l'Etat de droit par la garantie d'un système judiciaire efficace pour tous

**Si l'opinion publique américaine perçoit la problématique nucléaire iranienne comme une menace posée à la sécurité des Etats-Unis, elle n'en approuve pas pour autant une intervention militaire contre les installations nucléaires de l'Iran** car cette menace n'est pas perçue comme imminente. Le public américain s'oppose ainsi à la posture interventionniste de certains parlementaires républicains (notamment le sénateur John McCain) pour soutenir la réserve de l'administration BUSH.

- un sondage *Washington Post-ABC News* révèle que les personnes interrogées:
  - soutiennent à 70% la prise de sanctions économiques contre l'Iran ...
  - ... mais seulement à 42% des frappes aériennes contre ses installations nucléaires
- un sondage *Fox News* révèle que les personnes interrogées:
  - considèrent à 80% que la finalité du programme nucléaire iranien est militaire et pas seulement civile ...
  - ... et à 47% que la menace iranienne actuelle est plus grave que celle posée par l'Irak avant le déclenchement de l'OIF (19% considèrent les menaces irakienne ante-OIF et iranienne actuelle comme équivalentes, 25% considèrent la seconde comme moins grave que la première)

### **30 janvier**

S'il loue un processus électoral "libre, juste et sûr", **le Quartette ONU - Etats-Unis - Russie - Union Européenne** (représenté par le SGNU Kofi ANNAN, le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE, le ministre russe des Affaires étrangères Sergei LAVROV et le Haut-représentant de l'UE pour la politique extérieure et de sécurité commune Javier SOLANA) **conditionne son soutien au futur gouvernement palestinien** qu'il exhorte à ([\*Quartet Statement on the Situation in the Middle East, 30 janvier 2006\*](#)):

1. renoncer à la violence
2. reconnaître le droit de l'Etat d'Israël d'exister
3. et accepter les accords antérieurs signés avec Israël, notamment le "feuille de route" (2003)

en:

1. assurant le respect de la loi et le maintien de l'ordre
2. empêchant toute attaque terroriste contre Israël
3. et en démantelant les milices armées ("l'infrastructure de la terreur")

Réunis à Londres pour s'entretenir de la problématique nucléaire iranienne avant la réunion extraordinaire du conseil des 35 gouverneurs de l'AIEA le 2 février 2006, **les cinq membres permanents du CSNU** (Etats-Unis, Chine, France, Grande-Bretagne, Russie) **et l'Allemagne s'accordent finalement pour "rapporter" le dossier nucléaire iranien de l'AIEA au CSNU** (non "référer", ce qui l'aurait inscrit prioritairement/immédiatement à l'agenda du CSNU).

Le compromis obtenu pour vaincre les hésitations des puissances chinoise et russe réside dans le délai du transfert qui n'aura pas lieu avant mars 2006, laissant ainsi à l'Iran six semaines pour se conformer aux exigences de l'AIEA (suspendre les activités de conversion de l'uranium et de R&D en matière nucléaire) et éviter les sanctions.

### **La chaîne satellitaire panarabe *al-Jazeera* diffuse des extraits d'une videocassette du numéro deux d'al-Qaida, Ayman AL-ZAWAHIRI.**

Après le message relativement conciliant d'Oussama BEN LADEN diffusé le 19 janvier 2006, celui de l'idéologue d'origine égyptienne apparaît plus menaçant: M. ZAWAHIRI multiplie effectivement les imprécations contre les Etats-Unis et avertit l'opinion publique américaine que son président -- le "boucher de Washington" --, dont la politique irakienne est selon lui un échec, n'apportera que "catastrophes et tragédies".

De qualité professionnelle, cette videocassette a été réalisée après le 13 janvier 2006 puisque M. ZAWAHIRI fait référence:

- d'abord à la frappe aérienne menée par la CIA le 13 janvier 2006 (au moyen d'un drone Predator équipé de missiles Hellfire) contre le village pakistanais de Damadola où il était censé se trouver
- ensuite au message audio de son chef diffusé le 19 janvier 2006

S'il récuse la prétendue mort de quatre membres d'al-Qaida le 13 janvier 2006, le savant égyptien n'en condamne pas moins la coopération du président pakistanais Pervez MOUCHARRAF avec les Etats-Unis -- un "traître" à la tête d'un appareil de sécurité composé des "esclaves des Croisés et des Juifs".

Présent à Londres pour une série de trois rencontres (la réunion des cinq membres permanents du CSNU avec l'Allemagne sur le programme nucléaire iranien le 30 janvier, la réunion du Quartette ONU - UE - Etats-Unis - Russie sur la situation palestinienne le 30 janvier puis la Conférence sur l'Afghanistan les 31 janvier-1er février 2006), le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE confirme les positions américaines sur les dossiers iranien et palestinien** à l'occasion d'une interview sur la chaîne *Al Arabiyah* ([Condoleezza Rice, Interview With Mohamed Chebaro of Al Arabiyah TV, Londres, Angleterre, 30 janvier 2006](#)):

- sur le programme nucléaire iranien: si le transfert du dossier nucléaire iranien au CSNU doit débloquer la situation devant l'AIEA en faisant comprendre à l'Iran son intérêt à ne pas s'isoler de la communauté internationale, négativement (éviter la prise de sanctions) comme positivement (préserver voire améliorer ses relations commerciales et politiques avec l'UE, intégrer l'OMC), Mme RICE n'en rappelle pas moins que les frictions entre l'Iran et la communauté internationale déborde le seul cadre nucléaire (les parrainages du terrorisme -- le soutien aux rejectionnistes palestiniens ainsi qu'au *Hezbollah* libanais -- et de l'insurrection irakienne)
- sur l'élection du *Hamas* aux élections législatives palestiniennes (25 janvier 2006): considérant que gouverner impose des devoirs, le secrétaire d'Etat confirme la double conditionnalité de l'aide financière américaine à l'Autorité Palestinienne (le *Hamas* doit reconnaître le droit d'exister de l'Etat d'Israël -- en modérant sa rhétorique -- et renoncer à la violence armée -- en démantelant ses milices)

A l'occasion d'une réunion de son cabinet, le président George W. **BUSH rappelle ses positions sur les dossiers iranien et palestinien** ([George W. Bush, President Bush Meets with the Cabinet, Cabinet Room, Washington, D.C., 30 janvier 2006](#)):

- sur le programme nucléaire iranien: se prévalant du consensus de la communauté internationale aux prises avec un régime dont la parole apparaît discréditée, le président exhorte l'Iran à renoncer à ses ambitions nucléaires et appelle de ses vœux la démocratisation de la société iranienne

- sur l'élection du *Hamas* aux élections législatives palestiniennes (25 janvier 2006): M. BUSH continue de doublement conditionner le maintien de l'aide financière américaine à destination de l'Autorité Palestinienne (AP): le *Hamas* doit reconnaître le droit de l'Etat d'Israël à exister (*i.e.* modérer sa rhétorique anti-israélienne) et il doit renoncer à la lutte armée (*i.e.* démanteler ses milices et désavouer la méthode terroriste)

Le chroniqueur de l'*International Herald Tribune* William **PFAFF** souligne que les attentats du 11 septembre 2001 n'ont pas rapproché les perceptions divergentes de la menace terroriste de part et d'autre de l'Atlantique ([William Pfaff, "To Europe, Bush is only creating more terrorists", \*International Herald Tribune\*, 30 janvier 2006](#)):

- les Etats-Unis perçoivent la menace terroriste comme une menace extérieure posée par un *ennemi*, le radicalisme terroriste *transnational* de type al-Qaida: ce problème militaire appelle une réponse militaire, de type *contre-terrorisme*, conduite par les autorités politiques et les responsables militaires (*Global War on Terrorism*)
- l'Europe perçoit la menace terroriste comme une menace intérieure posée par un *adversaire*, l'extrémisme islamiste *intra-sociétal*: ce problème policier appelle une réponse policière, de type *anti-terrorisme*, conduite par les autorités judiciaires

Cette différence de perception et de traitement de la menace terroriste (sa politisation d'un côté et sa judiciarisation de l'autre) explique également que l'impact des interventions militaires américaines en Afghanistan (OEF) puis en Irak (OIF) soit différemment interprété:

- les Etats-Unis considèrent que l'OEF et l'OIF réduisent la menace terroriste (dans le pire des cas ne font que la révéler) tout en la confinant loin du territoire national
- l'Europe considère que l'OEF et l'OIF alimentent la menace terroriste (dans le pire des cas ne font que la créer) tout en la fixant sur le continent européen

**Les cinq membres permanents du CSNU** (Etats-Unis, Chine, France, Grande-Bretagne et Russie) se réunissent avec l'Allemagne à Londres pour s'entretenir de la problématique nucléaire iranienne avant la réunion extraordinaire du conseil des 35 gouverneurs de l'AIEA (2 février 2006). L'enjeu de la réunion est double:

1. clarifier les positions chinoise (la Chine dépend du pétrole en provenance d'Iran, 4ème puissance exportatrice mondiale) et russe (la Fédération de Russie -- FR -- possède des intérêts économiques -- notamment la construction du premier réacteur nucléaire -- en Iran) sur la prise de sanctions économiques contre l'Iran lors d'un éventuel transfert du dossier devant le CSNU
2. analyser les tenants et aboutissants de la proposition russe autorisant l'Iran à convertir l'uranium mais externalisant en FR la phase de l'enrichissement

## 29 janvier

A l'occasion de son voyage à Londres pour une réunion des membres permanents du CSNU et de l'Allemagne sur la problématique nucléaire iranienne (30 janvier 2006) puis la Conférence sur l'Afghanistan (31 janvier-1er février 2006), le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** déclare que les Etats-Unis n'aideront pas financièrement un gouvernement palestinien dominé par le *Hamas*, une formation partisane promouvant la destruction d'Israël et la violence armée toujours qualifiée d'"organisation terroriste" par le DoS, à moins qu'elle n'infléchisse sa politique. L'aide financière américaine à destination de l'Autorité Palestinienne (AP) s'est élevée à 403 md\$ en 2005. Mme RICE se prévaut d'un consensus international puisque l'Union européenne, les nations asiatiques et les Nations Unies réviseront également leur politique d'aide à destination de l'AP si le *Hamas* n'infléchit pas sa politique.

Dominé par la problématique du programme nucléaire iranien, le **Forum Economique Mondial de Davos (Suisse) s'achève (25-29 janvier 2006) avec comme opinion dominante une réticence à l'intervention militaire contre les installations nucléaires iraniennes.**

Celle-ci est considérée à la fois coûteuse, notamment en raison des représailles iraniennes (terrorisme, subversion en Irak et insécurisation des voies d'approvisionnement énergétique) et contre-productive (dégradation de l'image de l'Occident dans l'espace arabo-musulman et renforcement du régime iranien).

**Les talk shows dominicains sont dominés par la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes** du 25 janvier 2006. Parce que les Etats-Unis ne sauraient financer une organisation qualifiée de terroriste par le DoS, les sénateurs invités -- républicains (Chuck HAGEL dans "This Week" sur ABC et Bill FRIST dans "Meet the Press" sur NBC) comme démocrates (Barak OBAMA dans "This Week" sur ABC et Howard DEAN dans "Fox News Sunday" sur Fox News) -- endossent la posture présidentielle conditionnant doublement l'aide financière américaine à l'Autorité Palestinienne:

1. au désarmement des milices du parti *Hamas*
2. et à la modération de son discours anti-israélien

Si la diversité sociologique de l'insurrection irakienne a toujours été réfléchi par la diversité des agendas au sein de celle-ci, **les alliances tactiques de circonstances entre groupes insurrectionnels en Irak se corrodent de plus en plus à la faveur du processus politique de démocratisation et de la réticence aux modes opératoires indiscriminés** ([Louise Roug, Richard Boudreaux, "Deadly Rift Grows Among Insurgents", Los Angeles Times, 29 janvier 2006](#)).

Le principal clivage oppose au sein de la nébuleuse insurrectionnelle irakienne les nationalistes d'origine irakienne (chiïtes ou sunnites) d'un côté (30 000 insurgés qualifiés de "rejectionnistes" par l'administration BUSH) aux néo-salafistes d'origine étrangère de l'autre (3 000 insurgés qualifiés de "terroristes" par l'administration BUSH), les premiers (Armée Islamique en Irak, Armée de Ansar Al-Sunnah, 20èmes Brigades de la Révolution) ralliant le jeu politique irakien et ne tolérant plus les modes opératoires indiscriminés des seconds (al-Qaida en Irak).

La divergence des objectifs éclipse depuis les élections parlementaires du 15 décembre 2005 les convergences tactiques et opératives pour se traduire par un cycle d'assassinats-représailles et l'irakisation progressive de l'insurrection. Le Conseil des Moudjahidin qui regroupe six groupes insurgés en Irak -- dont al-Qaida en Irak -- a ainsi préféré comme "émir" l'Irakien Abdallah Rashid AL-BADGDADI au Jordanien Abou Moussab AL-ZARQAWI (23 janvier 2006).

Bien que le fossé séparant les volontaires arabes d'Abou Moussab AL-ZARQAWI des insurgés autochtones ne soit pas synonyme de diminution du volume de l'activité terroriste (notamment contre les troupes américaines mobilisées en Irak), la *Multi-National Force - Iraq* s'efforce de s'engouffrer dans la brèche pour convertir les insurgés irakiens en "partie de la solution".

Mais la tâche reste d'autant plus difficile que les insurgés sunnites d'origine irakienne auraient adopté le modèle d'organisation de l'*Irish Republican Army* faisant coexister un endroit partisan légal intégré au jeu politique et un envers militaire illégal poursuivant la lutte armée.

Le journaliste du *Los Angeles Times* Josh MEYER rapporte que **le drone joue un rôle de surveillance et de combat croissant non seulement dans l'activité de contre-insurrection mais encore dans celle de l'attentat-ciblé contre les leaders d'al-Qaida, organisation terroriste de plus en plus décentralisée** ([Josh Meyer, "CIA Expands Use of Drones in Terror War", Los Angeles Times, 29 janvier 2006](#)).

Principalement exécuté par la *Central Intelligence Agency* (CIA) au moyen de drones *Predator* équipés de missiles *Hellfire*, le programme "*targeted killing*" se dilate fonctionnellement (il étend la gamme des cibles à mesure que l'organisation al-Qaida décentralise et déconcentre ses activités) et géographiquement (il concerne désormais la plupart des Etats plus ou moins "faillis" à la souveraineté négative pouvant servir de havre terroriste: de la Somalie jusqu'au Maroc en passant

par le Pakistan et l'Indonésie, etc.). Il est réputé exercer une fonction dissuasive à l'égard des individus ou entités tentés par l'hébergement de terroristes.

En dépit de protestations internes (certains groupes de défense des droits de l'homme recommandent l'adoption d'un système de contrôle du processus décisionnel des assassinats ciblés) et internationales (certains Etats théâtres des assassinats ciblés protestent contre la violation de leur souveraineté: le Pakistan et le Yémen), le programme de la CIA affiche des "résultats" probants, notamment les assassinats de:

- Mohammed ATEF en novembre 2001 (Afghanistan)
- Qaed Sinan HARITHI en 2002 (Yémen)
- Haitham YEMENI en 2005 (Pakistan)
- Abou Hamza RABIA en décembre 2005 (Afghanistan)

Le chercheur au *Carnegie Endowment for International Peace* et chroniqueur du *Washington Post*, Robert **KAGAN**, **souligne les coûts et les effets contre-productifs d'une frappe aérienne menée contre les installations nucléaires iraniennes pour recommander un changement de politique en Iran** ([Robert Kagan, "It's the Regime, Stupid", \*The Washington Post\*, 29 janvier 2006](#)).

Les coûts et les effets contre-productifs de l'option militaire seraient triple:

- l'impératif d'une invasion: seule l'intervention terrestre garantirait et maximiserait les effets des frappes aériennes
- le renforcement de la solidarité musulmane: le ralliement d'une partie du monde musulman autour de l'Iran et l'accusation d'agression qui serait portée contre les Etats-Unis au CSNU
- et les représailles iraniennes: attaques terroristes, activités subversives en Irak *via* les milices chiites et insécurisation des approvisionnements pétroliers dans le détroit d'Ormuz

C'est pourquoi M. KAGAN préconise l'option non-militaire consistant à réorienter la stratégie américaine sur les intentions -- non les seules capacités -- iraniennes en lui assignant l'objectif d'un "*political change*" libéral et démocratique en Iran. Soutenant que la tolérance occidentale face aux précédents israélien et indien de nucléarisation s'explique principalement par la perception positive de leurs régimes politiques au sein de la communauté internationale, il avance que la libéralisation/démocratisation de l'Iran favoriserait cette tolérance occidentale, laquelle réduirait la crainte iranienne d'une intervention étrangère, partant dissiperait son dilemme de la sécurité et la course aux armements nucléaires subséquente. M. KAGAN suggère d'autant plus l'option d'un "changement de politique" que c'est précisément sur le dossier de l'Iran, selon lui, que s'interpénètrent le plus les valeurs et les intérêts américains.

Il préconise quatre principaux modes d'action pour le changement de politique:

- communiquer avec la population iranienne occidentalisée (canaux: radio, Internet et satellite)
- organiser le soutien de la communauté internationale aux groupes qui s'opposent au régime
- favoriser le soutien couvert aux groupes d'opposants demandeurs
- et prendre des sanctions ciblées contre les avoies des élites dirigeantes

Le président pakistanais Pervez **MOUCHARRAF réitère sa condamnation de la frappe aérienne menée par la CIA le 13 janvier 2006** (au moyen d'un drone Predator) contre un village de l'espace frontalier afghano-pakistanaï, qui, non coordonnée avec les services pakistanais du renseignement, tua 14 civils et 4 militants de l'organisation al-Qaida ("[Q&A: Pervez Musharraf, President of Pakistan](#)", *The Washington Post*, 29 janvier 2006).

Soulignant que la coopération américano-pakistanaïse dans la GWOT est mue par la volonté de défendre les intérêts nationaux de son pays, M. MOUCHARRAF avertit que ni l'arrestation ni l'assassinat ciblé des leaders d'al-Qaida -- MM. Oussama BEN LADEN et Ayman AL-ZAWAHIRI -- ne solutionnera selon lui la problématique terroriste: parce que cette dernière plonge ses racines dans l'extrémisme, le président pakistanais recommande la mise en oeuvre d'une stratégie à la fois militaire (recours à la force armée) et politique (réformer l'enseignement de l'islam en vue d'une "modération éclairée") pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme.



## 28 janvier

L'ambassadeur américain Williams **BURNS exhorte la Fédération de Russie (FR) à saisir l'occasion de l'accueil du sommet du G8 en juillet 2006 à St Petersburg pour convaincre ses membres** (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) de son engagement en faveur:

- des institutions démocratiques modernes, ce qui implique les libertés de la société civile, des medias et des ONG
- et d'une économie de marché moderne, ce qui implique la prévisibilité et la transparence

Cette déclaration de M. BURNS s'inscrit dans le contexte d'une remise en cause de la présidence russe du G8 (2006) par ceux qui dénoncent à la fois:

- la politique intérieure du président Vladimir POUTINE marquée par une crispation autoritaire (outre la restriction des libertés publiques, cette crispation est illustrée par la promulgation d'une loi prévoyant un système d'autorisation préalable pour la création d'ONG)
- et la politique extérieure d'une FR tentée de renouer avec une politique d'influence dans l'espace post-soviétique (tentation illustrée par la "crise du gaz" avec l'Ukraine)

Présent au Forum Economique Mondial à Davos (Suisse), le secrétaire adjoint au Trésor Robert **KIMMIT déclare espérer -- au nom des Etats-Unis -- que le Japon, puissance exclusivement économique du système international, saisira l'opportunité d'une pleine coopération politique sur le dossier du programme nucléaire iranien.**

Au-delà d'une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les chercheurs et co-directeurs de l'*Iran Democracy Project* à la Hoover Institution, **Michael McFAUL et Abbas MILANI, recommandent pour réduire la menace que pose actuellement la république islamique d'Iran de forger des alliances au sein même du régime iranien avec ceux dont les intérêts s'opposent à l'agenda présidentiel du président radical Mahmoud AHMADINEJAD et de ses alliés** (la Garde Révolutionnaire, les forces paramilitaires -- Basijis -- et les fondamentalistes ([Michael McFaul, Abbas Milani, "To Tame Tehran", The Washington Post, 28 janvier 2006](#)).

Dans le camp opposé à celui du président radical Mahmoud AHMADINEJAD et de ses alliés (la Garde Révolutionnaire, les forces paramilitaires et les fondamentalistes religieux) se trouvent non seulement les partisans de la démocratisation du régime mais encore l'ensemble des individus lésés par la remise en cause du statu quo à laquelle se livre M. AHMADINEJAD.

Or, les difficultés économiques persistantes, les restrictions de liberté et les attentes déçues frustrant et aliènent un pan croissant de la population. Fort de cette marge de manoeuvre pour réduire la menace du radicalisme iranien, l'Occident se voit ainsi offrir trois opportunités selon les auteurs:

1. marginaliser le camp présidentiel en le tenant responsable de la crise du nucléaire iranien
2. stimuler un débat interne sur les intérêts sécuritaires du pays dans lequel serait favorisée l'émergence d'une coalition contre la nucléarisation
3. et promouvoir la création d'une organisation de sécurité régionale qui libère l'Iran du dilemme de la sécurité en garantissant son intégrité contre les menaces régionales et extra-régionales

Le chroniqueur de l'*International Herald Tribune* Roger **COHEN considère que l'état de l'Irak s'est améliorée en 2005 sur les plans politique, sécuritaire et économique** ([Roger Cohen, "Insecurity, yes, but Iraq gets a passing grade", International Herald Tribune, 28 janvier 2006](#)).

Certes, la maîtrise de la violence irakienne reste inachevée, les productions de pétrole et d'électricité sont inférieures à l'avant-guerre en raison du volume des sabotages, l'insécurité continue de rendre insignifiant les indicateurs économiques positifs (stabilité monétaire, réserves

financières croissantes, etc.), le ressentiment et la violence ethno-confessionnels perdurent voire se renforcent, la bataille pour le contrôle du ministère irakien de l'Intérieur (dont dépend la formation de la police irakienne) oppose milices chiïtes (Badr Organization) contre sunnites et l'environnement régional irakien se radicalise en Iran (président Mahmoud AHMADINEJAD) comme en Palestine (le *Hamas* accède au pouvoir à la faveur des élections parlementaires du 25 janvier 2006).

Il n'empêche selon M. COHEN: l'armée irakienne en devenir -- quoique "rudimentaire" -- développe un corps d'officier et est désormais capable de mener des opérations de contre-insurrection, les principaux sanctuaires insurgés du nord et de l'ouest irakien ont été nettement réduits, le bloc insurrectionnel se lézarde à la faveur d'un processus politique éloignant les insurgés nationalistes irakiens des insurgés néo-salafistes étrangers et, enfin, la compétence de l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay KHALILZAD, rapproche chiïtes et sunnites dans un projet d'union nationale.

## 27 janvier

Présent au Forum Economique Mondial de Davos (Suisse), le sénateur républicain John **McCain** déclare que les **Etats-Unis devraient considérer le recours à la force armée contre l'Iran comme ultime recours** en cas d'échec de la diplomatie. Promouvant le transfert du dossier nucléaire iranien devant le CSNU, M. McCain n'en recommande pas moins de conserver l'option militaire afin de préserver la puissance de marchandage américaine.

Le président George W. **Bush** annonce dans une interview sur CBS ("The CBS Evening News") que les **Etats-Unis cesseront d'aider financièrement l'Autorité Palestinienne jusqu'à ce que deux conditions soient satisfaites**:

1. le démantèlement du bras armé du *Hamas*
2. la renonciation à l'objectif de destruction de l'Etat d'Israël

L'aide financière des Etats-Unis à l'Autorité Palestinienne prévue pour 2006 s'élève à 150 md\$ au titre de l'aide au développement et 84 md\$ *via* les Nations Unies.

Une proposition de résolution non-liante a auparavant été déposée par le sénateur républicain John THUNE, condamnant le *Hamas* et appelant à la cessation de l'aide financière si le Conseil Législatif Palestinien est dominé par une formation appelant à la destruction de l'Etat d'Israël, tandis que le porte-parole du DoS, Sean McCORMACK, a déclaré que la législation américaine interdit de financer les organisations terroristes sur la liste desquelles le *Hamas* continue d'être inscrit.

Le sous-secrétaire pour les Affaires politiques, Nicholas **BURNS**, expose les objectifs que la diplomatie américaine souhaite voir entérinés lors de la Conférence sur l'Afghanistan qui se tient à Londres les 31 janvier et 1er février 2006 et relaiera le processus des Accords de Bonn du 5 décembre 2001 ([Nicholas Burns, Briefing on London Conference on Afghanistan, 27 janvier 2006](#)).

En dépit des progrès politiques (élection présidentielle le 9 octobre 2004, élections parlementaires et provinciales le 18 septembre 2005) et sécuritaires (les *Provincial Reconstruction Teams* et la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité de l'OTAN) enregistrés depuis 2001 dans l'Afghanistan post-guerre, quatre défis demeurent:

1. enraciner le développement du gouvernement démocratique
2. assurer la sécurité, notamment à la frontière afghano-pakistanaise (OEF)
3. former et entraîner l'Armée Nationale Afghane (27 000 militaires) ainsi que les forces de police (57 000 policiers)
4. et mettre en place des cultures alternatives au pavot pour ancrer une économie de substitution

Plusieurs engagements décisifs seront ainsi pris lors de la Conférence:

- les Etats-Unis annonceront une importante contribution financière pour l'année fiscale 2006-07 (s'ajoutant aux 10 Md\$ d'ores et déjà procurés depuis 2001)
- le gouvernement afghan exposera ses objectifs sécuritaires, politiques et économiques pour les cinq prochaines années
- et une nouvelle structure internationale (le Conseil de Coordination et de Contrôle, co-dirigé par un ministre du gouvernement afghan et un représentant unique des Nations Unies, vraisemblablement M. Kofi ANNAN) sera créée pour canaliser -- en remplacement du G8 -- l'assistance économique et militaire à destination de l'Afghanistan

M. BURNS annonce enfin qu'une délégation du gouvernement afghan entamera à Washington en mars 2006 le nouveau Dialogue Stratégique américano-afghan annoncé par le vice-président Richard B. CHENEY en décembre 2005, lequel vise notamment à faire de l'Afghanistan un partenaire de l'OTAN.

Le journaliste du *Washington Post* Bill GERTZ rapporte que la *Quadrennial Defense Review* qui sera publiée le 6 février 2006 prévoit la création d'un corps expéditionnaire militaire destiné à empêcher le transfert d'armes de destruction massive (ADM) entre Etats proliférants (principalement la Corée du Nord et l'Iran) et organisations terroristes demandeuses ([Bill Gertz, "Strategy targets terror WMDs", The Washington Post, 27 janvier 2006](#)).

Composée de 700 militaires, dotée d'avions et de systèmes d'armes perfectionnés, la *task force* comprendra aussi bien des membres des *Special Operations Forces* que des analystes du renseignement militaire qui traiteront principalement du convoi maritime d'ADM connaissant une évolution accélérée:

- armes à impulsion électro-magnétique
- engins nucléaires portatifs
- ou encore armes chimiques génétiquement renforcées

Le porte-parole des forces armées américaines mobilisées en Irak, le lieutenant colonel Barry JOHNSON, annonce la libération de la moitié des femmes détenues par l'armée américaine en Irak (5 sur 10, dans le cadre de la libération plus large de 419 détenus sur les 14 000 que comptent les centres de détention américains), tout en découplant cette décision de la revendication des ravisseurs de la journaliste américaine Jill CARROLL (demandant la libération de toutes les femmes détenues par les Etats-Unis en Irak).

## 26 janvier

Le porte-parole des forces armées américaines mobilisées en Irak, le lieutenant colonel Barry JOHNSON, annonce la libération de la moitié des femmes détenues par l'armée américaine en Irak (5 sur 10, dans le cadre de la libération plus large de 400 détenus), tout en découplant cette décision de la revendication des ravisseurs de la journaliste américaine Jill CARROLL (demandant la libération de toutes les femmes détenues par les Etats-Unis en Irak).

Lors d'une conférence de presse, le président George W. BUSH déclare que son administration assurera le respect de la loi en sanctionnant les entreprises nord-coréennes suspectées de contrefaçon du dollar américain.

A l'occasion du voyage en Chine du négociateur en chef pour le programme nucléaire iranien, Ali LARIJANI, l'Iran et la République Populaire de Chine manifestent leur intérêt pour la proposition russe autorisant la conversion de l'uranium sur le sol iranien mais externalisant la phase d'enrichissement en Fédération de Russie.

Dans une interview accordée à l'agence de presse Reuters, le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE déclare que les Etats-Unis:

- **se tiennent prêts à reprendre "immédiatement" les *Six-Party Talks*** (regroupant Etats-Unis, Corée du Nord, Corée du Sud, Chine, Japon et Russie, les SPT sont hypothéqués depuis novembre 2005) sur le programme nucléaire nord-coréen si Pyongyang renonce à toute conditionnalité et découple les pourparlers des sanctions américaines prises contre huit entreprises officiellement suspectées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue
- **maintiennent leur volonté de transférer le dossier nucléaire iranien de l'AIEA au CSNU** en dépit du récent intérêt manifesté par l'Iran et la Chine pour une proposition russe autorisant la conversion d'uranium en Iran mais externalisant en Fédération de Russie la phase d'enrichissement

Allié des Etats-Unis dans la GWOT en dépit de la frange islamique radicale de son opinion publique, **le Bangladesh sollicite l'aide américaine dans la réduction de la menace islamiste terroriste** dont l'activité augmente depuis août 2005 (30 tués et 150 blessés).

**Le *Hamas* remporte à la faveur d'un vote protestataire les élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006**, devançant largement le *Fatah* du président Mahmoud ABBAS. Bénéficiant du taux élevé de participation (78% des 1,3 millions d'électeurs inscrits), le parti religieux dont la charte fondatrice appelle à la destruction de l'Etat d'Israël et qui dénonça en 1993 les Accords d'Oslo (créant notamment l'Autorité Palestinienne) remporte 76 des 132 sièges que compte le Conseil Législatif Palestinien (CLP) avec 60,3% des suffrages exprimés, contre 43 sièges pour le parti laïque présidentiel.

En obtenant la majorité des sièges du CLP, la formation qualifiée d'organisation terroriste par les Etats-Unis, Israël et l'Union européenne (responsable de 60 attentats suicides depuis le déclenchement de la seconde *Intifada* en septembre 2000) a le pouvoir de désigner un gouvernement qui remette en cause l'actuelle stratégie présidentielle de recherche d'une paix négociée avec Israël (la Constitution permet au parti majoritaire du CLP d'opposer un veto au choix du premier ministre par le président).

Les réactions internes comme internationales sont immédiates et, pour la plupart, appellent le *Hamas* à renoncer à la violence armée en démantelant ses milices et à accepter l'existence légitime de l'Etat d'Israël:

- le premier ministre Ahmed QURIE remet la démission de son gouvernement principalement composé de membres du *Fatah*
- le président de l'Autorité Palestinienne (AP) Mahmoud ABBAS annonce qu'il démissionnera si le nouveau gouvernement entrave sa recherche d'une paix négociée avec l'Etat d'Israël
- le premier ministre israélien par interim, Ehud OLMER, affirme qu'Israël ne négociera pas avec un gouvernement palestinien qui ne soit pas engagé dans la lutte contre la terreur et le démantèlement des milices armées conformément à la "feuille de route"
- le leader israélien du parti d'opposition *Likud*, Benjamin NETANYAHOU, condamne ce
- fort du double levier de l'aide financière américaine et de l'effet d'entraînement sur les autres donateurs de l'AP, le président George W. BUSH subordonne le contact entre son administration et un gouvernement dirigé par les membres du *Hamas* à l'engagement de ce dernier pour rechercher une paix négociée avec l'Etat d'Israël et exhorte M. ABBAS à conserver son poste présidentiel ([George W. Bush, Press Conference of the President, James S. Brady Briefing Room, 26 janvier 2006](#))
- de Davos en Suisse, le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE fait écho au propos présidentiel contre une formation partisane à laquelle elle reproche "avoir un pied dans la politique et un autre dans la terreur" ([Condoleezza Rice, Statement on Palestinian Elections, Remarks at the World Economic Forum in Davos, Switzerland, 26 janvier 2006](#))
- la Commission européenne annonce qu'elle travaillera avec tout gouvernement palestinien engagé sur la voie de la résolution pacifique des conflits

- le premier ministre italien Silvio BERLUSCONI considère qu'il s'agit d'un "très, très, très mauvais résultat"

Plus largement, cette cinquième victoire du radicalisme à l'occasion d'élections libres au Moyen-Orient (après les gains relatifs enregistrés par les Frères Musulmans en Egypte, le *Hezbollah* au Liban, les partis religieux chiïtes en Irak et un président radical en Iran) pose la question de la compatibilité à court terme, dans un contexte protestataire contre les régimes en place, entre démocratisation et élection, la première ne se réduisant pas à la seconde : plutôt qu'une "révolution démocratique", M. BUSH semble avoir amorcé au Moyen-Orient une "révolution électorale".

## 25 janvier

Le président George W. BUSH déclare devant la National Security Agency (NSA) **prendre au sérieux la menace de nouvelles attaques posée par le numéro un d'al-Qaida**, Oussama BEN LADEN, justifiant ainsi un programme de surveillance intérieure litigieux qui permet des écoutes téléphoniques sur le territoire des Etats-Unis.

**L'Iran, tout à la fois, menace de reprendre l'enrichissement d'uranium** à une échelle industrielle si l'AIEA décide le transfert de son dossier devant le CSNU **et déclare être intéressé par la proposition russe** autorisant la conversion de l'uranium mais externalisant la phase d'enrichissement en Fédération de Russie.

Le président sud-coréen Roh MOO-HYUN **déclare souhaiter un accord avec les Etats-Unis pour que la Corée du Sud récupère le commandement opérationnel de ses forces armées en temps de guerre.**

Le commandement opérationnel des forces sud-coréennes avait été dévolu dès le déclenchement de la guerre de Corée (1950) à un commandement onusien emmené par les Etats-Unis. Si la direction sud-coréenne a récupéré en 1994 le contrôle de ses forces en temps de paix, le chef des forces américaines stationnées en Corée du Sud (32 500 militaires) en conserve jusqu'à présent le contrôle en temps de guerre.

Le président George W. BUSH **rappelle qu'il ne traitera pas avec les représentants élus du parti palestinien Hamas tant que ce dernier n'aura pas changé de position à l'égard de l'Etat d'Israël** (la Charte fondatrice du Hamas appelle à la destruction de l'Etat d'Israël) et renoncer définitivement à la violence terroriste.

Le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD **profite d'un briefing au DoD pour répliquer à deux rapports alertants que l'armée "n'est pas brisée" mais se trouve au contraire être "fonctionnelle" et "aguerrie"**, non pas une simple "force de temps de paix" ([Donald H. Rumsfeld, DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld, 25 janvier 2006](#)).

Co-rédigé par le prédécesseur de M. RUMSFELD, William J. PERRY (1994-97), avec l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine ALBRIGHT, l'ancien conseiller pour la sécurité nationale Samuel BERGER, l'ancien président du comité des chefs d'états-majors John SHALIKASHVILI et l'ancien commandant suprême des forces alliées de l'OTAN Wesley CLARK, un premier rapport dénonce la "surextension visible" de l'U.S. Army et du Marine Corps, causée par le rythme des déploiements en Irak et causant deux conséquences immédiates:

- elle sape (en l'absence de réserve stratégique crédible) la capacité de dissuasion américaine
- elle limite les options stratégiques des Etats-Unis face aux menaces iraniennes et nord-coréennes

Rédigé par l'ancien officier de l'U.S. Army Andrew KREPINEVITCH, un second rapport alerte aussi des conséquences dommageables que le rythme de déploiement des troupes en Afghanistan et en Irak risque d'entraîner pour une institution proche de son "point de rupture" et avertit qu'il ne pourra être tenu jusqu'à la réduction définitive de l'insurrection.

Parce que la nécessité est "mère de l'invention", M. RUMSFELD rend en revanche compte des changements intervenus au sein des forces armées américaines consécutivement aux leçons apprises des opérations *Enduring Freedom* et *Iraqi Freedom* :

- l'augmentation du budget renseignement
- l'amélioration de la formation des troupes (langues étrangères et compréhension du contexte historico-culturel)
- le rôle accru dévolu aux *Special Operations Forces*
- et le renforcement de l'enseignement académique sur la guerre asymétrique/irrégulière non traditionnelle

L'ambassadeur américain en Inde, David **MULFORD**, semble conditionner la finalisation du **Partenariat Stratégique Global américano-indien** (signé le 18 juillet 2005 par le président George W. BUSH et le premier ministre Manmohan SINGH) **au comportement de l'Inde sur le dossier nucléaire iranien**, en déclarant qu'un vote qui désapprouverait devant le CSNU la prise de sanctions contre l'Iran pourrait emporter un effet "dévastateur" sur l'opinion des membres du Congrès.

Le porte-parole du ministre indien des Affaires étrangères, Navtej SARNA, réplique que l'Inde se prononcera en toute indépendance sur des dossiers qui doivent rester séparés.

Le journaliste de l'agence de presse Reuters, Manny MOGATO, rapporte que **les Etats-Unis désapprouvent vivement l'initiative de parlementaires philippins visant à désengager les Philippines du traité de sécurité de Manille** (signé le 8 septembre 1954 entre les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, le Pakistan et la Thaïlande), au prétexte que celui-ci octroierait une protection juridique indue aux membres des forces américaines stationnées sur le territoire philippin responsables d'un crime.

L'irritation des représentants philippins est consécutive au refus américain que quatre *Marines* accusés de viol en réunion soient détenus par les autorités philippines en attendant leur procès.

Le responsable de la cellule du Département du Trésor (DoT) spécialisée dans la lutte contre les crimes financiers et le financement du terrorisme, Daniel **GLASER**, **exhorte les pays asiatiques à empêcher la Corée du Nord de se livrer à la contrefaçon, au blanchiment d'argent et au trafic de drogue**, autant d'activités illégales pour lesquelles le DoT décida en octobre 2005 le gel des avoirs financiers de huit entreprises nord-coréennes officiellement suspectées, lequel hypothèque depuis novembre 2005 la reprise des *Six-Party Talks* (Etats-Unis, Corée du Nord, Corée du Sud, Chine, Japon et Russie) sur le programme nucléaire nord-coréen.

Appréciant le rôle joué par la République Populaire de Chine (RPC) dans le traitement du dossier nucléaire iranien, le secrétaire d'Etat adjoint Robert **ZOELLICK affirme qu'il n'existe pas de "différences majeures" entre les Etats-Unis et la RPC sur la problématique nucléaire iraniennne**, c'est-à-dire que les convergences stratégiques (l'accord de principe sur la menace régionale et globale que pose la nucléarisation de l'Iran) priment les divergences tactiques (le désaccord sur les modalités -- persuasion ou coercition -- pour enrayer la nucléarisation).

A l'occasion de sa tournée chinoise (23-25 janvier 2006), M. ZOELLICK a insisté pour que la RPC convertisse sa puissance économique en influence politique sur la scène internationale.

**1,3 millions de Palestiniens (sur 3,8) de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza sont appelés à élire les 132 membres du Conseil Législatif à l'occasion d'un scrutin opposant principalement le *Fatah* au *Hamas*:**

- parti du président de l'Autorité Palestinienne (AP), Mahmoud ABBAS (ainsi que de l'ancien président Yasser ARAFAT), le *Fatah* est une formation partisane laïque favorable à la cessation de la lutte armée et à la négociation avec l'Etat d'Israël mais discréditée par des affaires d'enrichissement personnel et de corruption, donc menacée par un vote protestataire

- bras politique de l'organisation armée Mouvement de la Résistance Islamique (MRI) favorable à la continuation de la lutte armée et inscrite sur la liste des organisations terroristes du DoS (le MRI a revendiqué 60 attentats contre Israël depuis le déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000), le *Hamass* est une formation partisane religieuse défavorable à la négociation avec l'Etat d'Israël (dont elle nie l'existence) mais créditée pour sa probité et sa compétence en matière d'affaires sociales; tenant un discours plus modéré et pragmatique (son leader a déclaré le 24 janvier 2006 que "la négociation n'est pas un tabou"), d'ores et déjà détenteur de mandats municipaux, le *Hamass* participe pour la première à une élection nationale

L'enjeu de ces élections parlementaires -- reportées à plusieurs reprises en raison de l'occupation israélienne et de la situation sécuritaire (la dernière élection parlementaire date de 1996) -- réside dans l'acceptation (élection du *Fatah*) ou le rejet (élection du *Hamass*) de la stratégie présidentielle de recherche d'une paix négociée avec Israël.

Le journaliste du *Washington Post* Peter **BAKER** considère que l'engagement pris par le président George W. BUSH lors de son second discours d'investiture (20 janvier 2005), de "mettre un terme à la tyrannie dans notre monde", n'a été que partiellement tenu en 2005 ([Peter Baker, "The Realities of Exporting Democracy", \*The Washington Post\*, 25 janvier 2006](#)). L'administration BUSH risque ainsi de se voir reprocher un double discours privilégiant les intérêts matériels tangibles aux intérêts idéologiques intangibles.

Certes, la lutte menée au nom de la "liberté" (terme alors prononcé à 27 reprises) contre le nouvel axe de la tyrannie a été encouragée en 2005 lorsque le rapport coûts/bénéfices de la confrontation avec certains des "avant-postes de la tyrannie" s'est avéré positif:

- contre le régime biélorusse (financement des groupes d'opposition au président Alexandre LUKACHENKO)
- contre le régime birman (encouragement des nations asiatiques à transférer le dossier birman devant le CSNU et renouvellement des sanctions économiques décidées en 2003)
- contre le régime kirghize (financement des groupes démocratiques d'opposition avant la révolution des tulipes de mars 2005)
- et contre le régime zimbabwéen (rhétorique de dénonciation tenue par l'ambassadeur américain Christopher W. DELL)

Au crédit de la seconde administration BUSH, l'organisation *Freedom House* considère que 2005 a été une des années "les plus réussies pour la liberté" depuis 1972.

Mais (même si l'administration allègue que la dénonciation est parfois contre-productive), les pesanteurs de la géopolitique et des intérêts nationaux ont écarté la propagation de la démocratie des préoccupations des Etats-Unis dans leurs relations bilatérales avec:

- la Chine
- l'Égypte (le non respect des standards internationaux lors des élections présidentielle et législatives puis l'emprisonnement de l'opposant politique -- candidat vaincu à l'élection présidentielle -- Ayman NOUR n'ont donné lieu qu'à la suspension de la négociation d'un accord commercial)
- l'Ouzbékistan (la répression des manifestations d'Andijan le 10 mai 2005 n'a donné lieu qu'à une demande d'enquête internationale jusqu'à présent refusée)
- le Pakistan (le président pakistanais, le général Pervez MOUCHARRAF, reste un militaire contrairement au vœu américain)
- et la Russie

En Afrique, il s'agit plus d'indifférence que d'intérêts nationaux, notamment à l'égard de:

- l'Ouganda (le président Yoweri MUSEVENI amenda la Constitution en vue d'un 3ème mandat)
- et de l'Éthiopie

L'objectif de démocratisation est parfois subordonné à une crise pour l'issue de laquelle l'option de l'intervention militaire n'est pas exclue. Cette improbable volonté de démocratie coercitive pourrait concerner:

- la Corée du Nord
- et l'Iran

Enfin, le groupe *Human Rights Watch* reproche à l'administration BUSH certaines pratiques de la torture et la mise en place par la CIA d'un réseau de centres de détention secrets visant à externaliser la détention et l'interrogatoire d'individus suspectés de terrorisme.

## **24 janvier**

A l'occasion de sa tournée asiatique (23-25 janvier 2006), le secrétaire d'Etat adjoint Robert **ZOELLICK réitère son vœu que la République Populaire de Chine (RPC) convertisse sa puissance économique en influence politique sur la scène diplomatique internationale** ([Robert Zoellick, Press Conference in China, U.S. Embassy Beijing, Beijing, China, 24 janvier 2006](#)).

Il reprend le concept, développé par lui dans plusieurs discours en septembre 2005, d'une RPC "partie prenante" du système international en tant que "bénéficiaire majeur" susceptible de jouer un rôle "très positif" dans les domaines politique (les dossiers afghan, irakien et iranien), sécuritaire (la non-prolifération, le contre-terrorisme et l'endiguement de la grippe aviaire), économique (le partenariat Asie-Pacifique), énergétique (la RPC est appelée à devenir le premier consommateur de ressources énergétiques) ou encore climatique.

Une étude privée de 136 pages réalisée par l'ancien officier de l'Army Andrew **KREPINEVICH conclut à l'impossibilité de maintenir l'actuel rythme de déploiement des troupes de l'U.S. Army en Irak jusqu'à ce que l'insurrection soit réduite** et soutient que la prise de conscience par le DoD de ce que cette surextension rapproche l'U.S. Army de son "point de rupture" motiva sa décision en décembre 2005 d'alléger le fardeau par l'amorce d'un retrait.

Deux phénomènes révèlent l'usure de l'U.S. Army selon le directeur du *Center for Strategic and Budgetary Assessments*:

- la non satisfaction des objectifs de recrutement en 2005 (1ère fois depuis 1999)
- l'augmentation des primes au réengagement

Afin de soulager l'institution, M. KREPINEVICH recommande d'abaisser le nombre des soldats engagés en Irak en-deçà de 100 000 d'ici la fin 2006 (136 000 actuellement).

Le président vénézuélien Hugo **CHAVEZ accueille à Caracas le Forum Social Mondial (FSM) -- concomitant au Forum Economique Mondial** qui se tient à Davos en Suisse (25-29 janvier 2006) -- à l'occasion duquel des manifestations altermondialistes sont prévues pour protester contre l'impérialisme américain et promouvoir le commerce équitable.

**Le DoD annonce l'augmentation des effectifs des *Special Operations Forces* (SOF)** pour renforcer les capacités américaines dans le contre-terrorisme et la contre-insurrection: comprenant les *Green Berets* (Army), les SEALs (Navy) et la *Delta Force*, les effectifs des SOF passeront de 52 000 à 60 000 d'ici la fin 2007.

Le professeur de la *Naval Postgraduate School* de Monterey, Douglas A. **BORER, recommande au président George W. BUSH de ne pas écarter la trêve formulée par Oussama BEN LADEN** au prétexte qu'un régime démocratique ne négocie pas avec des terroristes ([Douglas A. Borer, "Why not test bin Laden's 'truce' offer?", The Christian Science Monitor, 24 janvier 2006](#)). Parce qu'il apparaît difficile de capturer ou éliminer le numéro un d'al-Qaïda, que les conséquences qu'emporterait un tel succès restent aléatoires et que la négociation avec les terroristes est "la norme" des relations internationales (négociations israélienne avec l'OLP, colombienne avec les FARC, anglaise avec l'IRA, indonésienne avec le MILF, etc.), M. BORER considère que les Etats-



Unis ont tout à gagner en acceptant de négocier puisque même l'échec de pourparlers apprécierait l'image des Etats-Unis tout en discréditant la capacité de marchandage et la maturité politique de M. BEN LADEN.

Daté de décembre 2005, le document produit par l'**Office de l'Inspecteur Général Spécial pour la Reconstruction en Iraq révèle les cinq principaux facteurs explicatifs de l'échec relatif du programme américain de reconstruction (25 Md\$)** ([James Glanz, "Iraq Rebuilding Badly Hobbled, U.S. Report Finds", \*The New York Times\*, 24 janvier 2006](#)):

- le manque d'effectifs
- le manque d'expertise technique
- les frictions interagences entre DoS et DoD (*i.e.* la dualité de la chaîne de commandement)
- les coûts sécuritaires croissants
- et le manque de transparence

Le secrétaire d'Etat adjoint Robert **ZOELLICK se trouve en Chine** (Beijing) **pour s'entretenir des problématiques nucléaires nord-coréenne et iranienne ainsi que de la relation bilatérale sino-américaine** avec le chef du gouvernement Wen JIAOBAO et son ministre des Affaires étrangères Li ZHAOXING.

### **23 janvier**

A l'occasion d'un discours sur la GWOT précédant d'une semaine son discours annuel sur l'état de l'Union (31 janvier 2006), le président George W. **BUSH attire à nouveau l'attention sur la "stratégie pour la victoire en Irak" formulée par son administration le 30 novembre 2005** ([George W. Bush, \*President Discusses Global War on Terror at Kansas State University, Kansas State University, Manhattan, Kansas, 23 janvier 2006\*](#)).

Il rappelle d'abord la définition donnée du succès dans le cadre de l'OIF:

- une démocratie qui ne soit pas menacée par les insurgés
- une sécurité assurée par les forces de sécurité irakiennes (armée et police)
- un territoire qui ne soit pas une base servant à la fois de sanctuaire et de pas de tir pour le terrorisme transnational

Qualifiant la participation électorale irakienne au scrutin parlementaire du 15 décembre 2005 de "moment magique dans l'histoire de la liberté", M. BUSH maintient ensuite les trois volets (politique, sécuritaire et économique) d'un triptyque stratégique dans lequel le processus de démocratisation est réputé convaincre l'insurrection de ce que son idéologie a perdu la bataille des idées.

A la faveur de récentes dissensions intra-insurrectionnelles trahissant la diversité des agendas, le président maintient également une approche trinitaire de l'insurrection:

1. les "rejectionnistes" sont les sunnites qui, lésés par l'intervention américaine et anxieux pour leur avenir en tant que minorité, peuvent être intégrés au jeu politique
2. les "saddamistes" représentent le noyau dur des loyalistes du régime baathiste qui, arc-boutés sur le pouvoir car nostalgiques d'un âge d'or révolu, doivent être marginalisés
3. les "terroristes" sont les individus appartenant à -- ou se revendiquant de -- al-Qaida dont la seule arme (la "volonté de tuer") impose leur "chasse" puis leur réduction

M. BUSH réaffirme enfin que le centre de gravité de la GWOT en général et de l'OIF en particulier n'est ni militaire, ni économique, mais plutôt psychologique et idéologique: il réside dans la résolution de l'opinion publique américaine à soutenir l'intervention militaire menée en Irak et la croyance dans un lien causal unissant démocratie et paix en passant par la liberté.

**Le Parti Conservateur (PC) dirigé par Stephen HARPER remporte les élections législatives canadiennes**, mettant un terme à 12 années de législature du Parti Libéral (PL), usé par le pouvoir et dont le représentant, le premier ministre Paul MARTIN, a été peu à peu discrédité par les

scandales financiers impliquant son prédécesseur (Jean CHRETIEN) et associé à l'immobilisme politique. M. HARPER devient le premier premier ministre canadien non québécois depuis 1979. Le PC canadien gagne 123 sièges (98 auparavant) sur les 308 que compte la Chambre des Communes contre 102 pour le PL (133), 53 pour le Bloc Québécois (formation séparatiste) et 30 pour le Parti Démocratique National (parti libéral). Ne disposant pas de la majorité absolue à la Chambre des Communes (155 sièges), le PC doit transiger pour former un gouvernement de coalition.

Cette majorité parlementaire conservatrice est réputée améliorer la relation bilatérale américano-canadienne à la faveur d'alignements du Canada en matière de politique étrangère (le développement d'un système de missile anti-missile et le rejet du Protocole de Kyoto).

Daté du 18 janvier 2006 et obtenu par *InsideDefense.com*, **le brouillon de 128 pages de la *Quadrennial Defense Review (QDR) 2005*** (prospective à 20 ans de la taille, de la forme et des capacités des forces armées américaines qui sera publiée le 6 février 2006) **prévoit d'améliorer par deux mesures l'efficacité des forces armées américaines dans "la longue guerre" livrée contre le premier déterminant stratégique des années à venir que sont les réseaux terroristes:**

1. l'augmentation de 15% des effectifs des *Special Operations Forces* (les SOF comprennent les *Army Special Forces*, la *Delta Force*, les *Rangers* et les *Navy SEALs*) capables de coopérer avec les armées étrangères pour combattre des forces irrégulières au cours de conflits non conventionnels: + 33% pour les unités spécialisées dans les affaires civiles et les opérations psychologiques que sont les *Army Special Forces* (de 15 à 20 bataillons d'active); + 33% pour la *Delta Force* et + 400 hommes pour les *Rangers*
2. l'augmentation de 100% du nombre d'escadrons d'UAVs (*Unmanned Aerial Vehicles*), de type *Predator* et *Global Hawk*, à disposition du Commandement des Opérations Spéciales (*U.S. Special Operations Command*)

Pour faire face à l'environnement stratégique incertain qui procède de la variété des menaces militaires -- "traditionnelle" (émanant des puissances étatiques), "irrégulière" (insurrections et terrorismes), "catastrophique" (ADM) et "perturbatrice" (cyber-conflictualité) --, la QDR fixe quatre principaux objectifs aux forces armées américaines:

1. réduire l'extrémisme terroriste
2. défendre l'intégrité du territoire national
3. empêcher les acteurs étatiques ou non-étatiques hostiles d'acquérir des ADM
4. et influencer les Etats qui se trouvent à un "carrefour stratégique" de leur évolution en tant qu'acteurs du système international (Chine, Inde, etc.)

Se prévalant d'un fort consensus de la communauté internationale contre le programme nucléaire d'un pays désormais "vraiment isolé", le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE déclare que le temps des négociations a cédé la place à celui du transfert de la problématique nucléaire iranienne devant le CSNU pour la prise éventuelle de sanctions** et précise que le président des Etats-Unis n'écarte aucune option ([Condoleezza Rice, Remarks With Italian Deputy Prime Minister Gianfranco Fini After Their Meeting, The Benjamin Franklin Room, Washington, D.C., 23 janvier 2006](#)).

**Le quotidien panarabe *Al Hayat* publie une déclaration de six groupes armés irakiens annonçant cesser la coopération avec l'organisation al-Qaida en Irak** et s'unir (au sein du groupe des Révolutionnaires d'Anbar) pour assurer la sécurité de la province sunnite d'Anbar contre les troupes irrégulières du numéro un d'al-Qaida en Irak, Abou Moussab AL-ZARQAWI. Si insurgés nationalistes irakiens et insurgés jihadistes étrangers ont longtemps partagé une communauté d'objectifs stratégiques -- notamment évincer les troupes américaines d'Irak --, les premiers réprouvent de plus en plus des seconds à la faveur de deux évolutions:

1. les tactiques (ou modes opératoires) d'al-Qaida -- visant des innocents -- s'avèrent contre-productives pour mobiliser le soutien de la population civile

2. la consolidation du processus politique renforce la perception de l'utilité d'une intégration au jeu démocratique

L'éditeur adjoint de l'hebdomadaire *Defence Weekly* (groupe Jane's), Robin **HUGHES**, **soutient que l'Iran construit depuis juin 2005, en collaboration avec une délégation nord-coréenne emmenée par l'expert Lyu-Do MYONG, un réseau de tunnels souterrains** destinés à dissimuler et protéger ses installations nucléaires, principalement Natanz et Isfahan ([Robin Hughes, "Tehran takes steps to protect nuclear facilities", \*Jane's Defence Weekly\*, 23 janvier 2006](#)).

A l'occasion de la publication de l'ouvrage de l'ancien administrateur civil pour la reconstruction de l'Irak, l'ambassadeur L. Paul BREMER III (*My Year in Iraq. The Struggle to Build a Future of Hope*), un ancien assistant du secrétaire à la Défense sous l'administration Reagan, Bing **WEST**, **critique le non-respect par l'administration BUSH en Irak du principe de l'unité de commandement**: l'enchevêtrement des "lignes d'autorité, de responsabilité et de communications", produit d'une chaîne de commandement duale entre le DoS (*Coalition Provisional Authority* dirigée par M. BREMER) et le DoD (Combined Joint Task Force-Seven sous la direction de Donald H. RUMSFELD), a selon lui gêné la coopération et les opérations interagences, dysfonctionnement qui se serait posé avec une acuité particulière en avril 2004 lors de la première tentative de réduction de la poche insurgée sunnite de Falloudja ([Bing West, "Fighting Ourselves in Falluja", \*The New York Times\*, 23 janvier 2006](#)).

De même que les débats précédant le déclenchement de l'OIF avait clivé la classe politique américaine jusqu'au coeur de la première administration BUSH, le chroniqueur de l'*International Herald Tribune* David **BROOKS** **distingue les quatre écoles de politique étrangère que catalyse le révélateur du programme nucléaire iranien** ([David Brooks, "An anguished U.S. debate on Iran's bomb", \*International Herald Tribune\*, 23 janvier 2006](#)):

1. les partisans de la préemption ("*Pre-emptionists*") : ce sont les conservateurs (parmi lesquels le sénateur républicain John McCain) qui considèrent que les intentions anti-Israélienne, messianique et subversive de la direction iranienne rendent rédhibitoire sa nucléarisation et imposent l'action militaire préemptive
2. les partisans des sanctions ("*Sanctionists*") : ce sont les démocrates centristes qui considèrent que la nucléarisation de l'Iran provoquerait une course aux armements régionale, discréditerait les organisations internationales, et souhaitent que des sanctions économiques fermes soient prises contre l'Etat proliférant
3. les partisans de la réforme ("*Reformists*") : ce sont les membres de l'administration BUSH qui souhaitent renforcer les réformateurs iraniens sans pour autant susciter une réaction de ralliement nationaliste de la population autour de celui incarnant l'unité nationale (Mahmoud AHMADINEJAD) et privilégient la prise de sanctions intelligentes "chirurgicales"
4. les fatalistes silencieux ("*Silent Fatalists*") : ce sont les démocrates traditionnels pour lesquels la nucléarisation de l'Iran n'est pas si redoutable et qui se contentent de souligner que la marge de manoeuvre des Etats-Unis aurait été plus large s'ils n'avaient pas à conduire l'OIF ainsi que de craindre les conséquences d'une action militaire préemptive des Etats-Unis

Finalement, si l'administration BUSH apparaît unie sur le dossier du nucléaire iranien contrairement aux débats précédant en 2003 le déclenchement de l'OIF, elle se trouve en revanche en porte-à-faux avec sa base conservatrice.

Si son régime n'est pas répressif comme ceux des dictatures biélorusse, birmane, nord-coréenne, ouzbek, turkmène ou encore zimbabwéenne, **la Fédération de Russie est selon Fred HIATT le pays ayant connu sous les mandats du président George W. BUSH la crispation autoritaire (régression "de l'ouverture à l'autoritarisme") la plus importante** ([Fred Hiatt,](#)

["Bush's Big Silence. Will the President Object to Russia's Regression?", \*The Washington Post\*, 23 janvier 2006](#)).

M. HIATT considère que la subordination par l'administration BUSH de l'exigence démocratique aux intérêts des Etats-Unis dans la coopération avec la FR, notamment la GWOT, est à courte vue pour trois raisons:

1. d'abord, la FR alimente sur son propre territoire (Tchéchénie), et entretient sur celui de ses voisins (Biélorussie, Ouzbékistan, Turkménistan), des gouvernements qui exacerbent le ressentiment -- local mais aussi international -- des communautés musulmanes
2. ensuite, les différences de valeurs et d'objectifs qui séparent les Etats-Unis de la FR au sein de la communauté internationale n'autorisent qu'une coopération tactique et non stratégique
3. enfin, alors que l'après-guerre froide nourrissait jusqu'alors la croyance dans l'inévitabilité de la démocratisation à l'échelle internationale, la FR pose un précédent: celui d'un Etat qui, après avoir connu la démocratie, régresse à la faveur d'une crispation autoritaire (restriction de la liberté d'opinion dans les medias, de la liberté d'association pour les ONG et de celle du commerce dans les secteurs d'importance stratégique)

Le négociateur en chef iranien pour le nucléaire, Ali **LARIJANI**, **avertit dans une interview au *Financial Times* que l'Iran reprendra l'enrichissement de l'uranium à une "échelle industrielle" en cas de transfert du dossier** de l'AIEA au CSNU et exhorte l'UE à réouvrir les négociations bloquées depuis le 9 janvier 2006, lorsque l'Iran reprit ses activités de R&D en matière nucléaire ainsi que la conversion de l'uranium.

## 22 janvier

La chaîne satellitaire panarabe *Al-Jazeera* rapporte que le numéro un d'al-Qaida en Irak, Abou Moussab **AL-ZARQAWI**, **se trouverait dans la province irakienne de Diyala** (nord - nord-est de Bagdad) et non dans celle d'Anbar (vallée de l'Euphrate au nord-ouest de Bagdad).

Cette province de Diyala est le lieu d'ancrage du pan nationaliste de l'insurrection irakienne, lequel combat désormais l'intrusion et le mode opératoire du pan jihadiste (néo-salafistes d'origine étrangère).

Trois facteurs expliquent le volume de l'activité insurgée dans la province de Diyala:

1. elle le bastion historique du nationalisme arabe et irakien et dispose d'une situation stratégique à proximité de l'Iran
2. elle est la seule province dans laquelle l'équivalence des représentations chiite et sunnite préfigure un terrain d'expérimentation des luttes ethno-confessionnelles intra-irakiennes
3. elle est la région dans laquelle les présences du Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak (CSRII) et de la *Badr Organization* sont les plus importantes

Le porte-parole de la *Multi-National Force - Iraq* (MNF-I), le général de brigade Donald **ALSTON**, **annonce plusieurs chiffres officiels sur l'activité croissante de l'insurrection irakienne en 2005: [Download evolution de l'insurrection irakienne.emf](#)**

Si le volume de l'activité insurgée comme le nombre total des victimes ont augmenté de 2004 à 2005, la diminution du nombre de militaires américains tués et blessés résulte de l'exposition croissante des forces de sécurité irakiennes (armée et police), qui comptent 227 000 membres fin 2005 et sont des cibles plus faciles que les militaires américains.

Les journalistes du *Washington Post*, **Scott WILSON** et **Glenn KESSLER**, **révèlent que l'administration BUSH procure via l'U.S. Agency for International Development (USAID) une aide financière indirecte au parti présidentiel palestinien *Fatah* à l'approche des élections législatives du 25 janvier 2006** ([Scott Wilson, Glenn Kessler, "U.S. Funds Enter Fray In Palestinian Elections", \*The Washington Post\*, 22 janvier 2006](#)).

L'ancrage politique du *Fatah* risque d'être remis en cause au profit du *Hamass* lors de l'élection des 132 membres du Conseil de la Législature le 25 janvier 2006. Parti du président de l'Autorité Palestinienne (AP) Mahmoud ABBAS, le *Fatah* est une formation partisane laïque favorable à la cessation de la lutte armée et à la négociation avec l'Etat d'Israël, mais discréditée par des affaires d'enrichissement personnel et de corruption. Bras politique de l'organisation armée Mouvement de la Résistance Islamique (MRI) favorable à la continuation de la lutte armée et inscrite sur la liste des organisations terroristes du DoS (le MRI a revendiqué 60 attentats contre Israël depuis le déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000), le *Hamass* est une formation partisane religieuse défavorable à la négociation avec l'Etat d'Israël (dont elle nie l'existence) mais créditée pour sa probité et sa compétence sociale; il participe pour la première fois à une élection nationale. L'enjeu du scrutin réside ainsi dans l'acceptation (élection du *Fatah*) ou le rejet (élection du *Hamass*) de la stratégie présidentielle de recherche d'une paix négociée avec Israël. S'ils ont insisté auprès de l'Etat d'Israël pour qu'il autorise la participation des Palestiniens de Jérusalem Est à une élection à laquelle est candidat le parti du MRI, les Etats-Unis font face au classique dilemme de la démocratisation: le processus démocratique risque de faire accéder au pouvoir des forces politiques opposées à ses fondements même. Les Etats-Unis apparaissent effectivement préoccupés (depuis le désengagement de la Bande de Gaza en août 2005 selon les auteurs) par la popularité croissante du *Hamass*. D'où le financement, *via l'Office of Transition Initiatives* de l'USAID (spécialisé dans la promotion des intérêts américains à l'étranger lors des phases de transition politique), d'un programme de 1,9 md\$ (l'aide publique au développement américaine à destination de l'AP s'est élevée à 400 md\$ en 2005). Mais ce programme est litigieux parce que destiné à la mise en valeur de prestations sociales (distribution de nourriture et d'eau aux passages frontaliers, fourniture d'ordinateurs aux associations communautaires, bibliothèques publiques, parrainage d'un tournoi de football, etc.) présentées comme fournies par la seule AP, laquelle est largement associé au *Fatah* (le logo USAID a rarement été affiché aux côtés de celui de l'AP lors de la quarantaine de projets réalisés).

L'ancien premier ministre de centre-droit, Anibal Cavaco **SILVA**, remporte l'élection présidentielle portugaise avec 50,59% des suffrages exprimés. Economiste renommé, M. SILVA a mené sa campagne contre le candidat du parti socialiste sur le thème de la redynamisation de l'économie la plus faible d'Europe occidentale.

**La Fédération de Russie et la Géorgie s'accusent mutuellement de "sabotage"** (Moscou accuse des insurgés de la province géorgienne séparatiste d'Ossétie du Nord, Tbilissi accuse le pouvoir russe de manœuvres de politique étrangère) après qu'une explosion dans le cis-Caucase a interrompu le fonctionnement du principal gazoduc par lequel transite le gaz à destination de la Géorgie et l'Arménie.

Conduit par le couple Adnan DUALAIMI-Tariq HASHEMI et détenteur de 44 sièges au sein du nouveau parlement irakien, le **Front Irakien de la Concorde** (coalition religieuse sunnite) **accepte des négociations pour la formation d'un gouvernement d'union nationale avec les coalitions majoritaires chiïtes et kurdes** (la coalition religieuse chiïte dite Alliance Irakienne Unifiée qui a remporté 128 sièges sur 275 et la coalition laïque kurde dite Liste de Coalition du Kurdistan qui a remporté 53 sièges) mais exige que des amendements à la Constitution soient votés (notamment sur l'encadrement de l'autonomie provinciale dans le cadre du nouveau système fédéral et la répartition des ressources pétrolières).

Des responsables irakiens déclarent que le numéro un d'al-Qaida en Irak, **Abou Moussab AL-ZARQAWI**, se trouve -- vivant et en bonne santé -- au nord-est de Bagdad dans la province de Diyala.

Les analystes de la *Brookings Institution*, **Ivo DAALDER** et **Philip GORDON**, recommandent **d'être ferme à l'égard d'un Iran qu'il convient de forcer au positionnement pour ou contre la communauté internationale**, un Etat prospère intégré au concert des nations ou un Etat "paria" isolé, certes pourvu de l'arme nucléaire mais indigent ([Ivo Daalder, Philip Gordon, "We Should Strike Iran, but Not With Bombs", \*The Washington Post\*, 22 janvier 2006](#)).

MM. DAALDER et GORDON refusent l'alternative entre la complaisance "inacceptable" à l'égard de la nucléarisation de l'Iran et l'option militaire "erratique" car négligeant la réaction iranienne:

- la complaisance est celle des Etats -- principalement européens selon les auteurs -- qui, constatant à la fois le droit légitime de l'Iran au nucléaire civil et leur propre impuissance, se résignent à la nucléarisation -- même militaire -- de l'Iran, lequel pourrait toujours faire l'objet, d'après eux, d'une politique de *containment*
- la négligence est celle des Etats -- principalement les Etats-Unis selon les auteurs -- convaincus que le temps d'une frappe militaire contre les installations nucléaires iraniennes est venu mais dont l'information est imparfaite

Ni la première ni la seconde option ne satisfait MM. DAALDER et GORDON:

- la résignation occulte le danger que représente une puissance nucléaire iranienne: la remise en cause du régime de non-prolifération nucléaire déjà ébranlé par le précédent nord-coréen, le risque de nucléarisation en chaîne du Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Egypte, Turquie et à terme l'Irak) et la menace que ferait peser un Iran nucléaire à la fois sur la sécurité régionale et globale (la nucléarisation dissuaderait les diplomaties coercitives occidentales)
- la négligence occulte le danger que représente la réaction iranienne à des frappes occidentales: renforcement à la fois du régime iranien (consécutif au phénomène de "ralliement derrière le drapeau") et de la croyance dans la nécessité de la sanctuarisation du territoire, déstabilisation de l'Irak et de l'Afghanistan *via* le levier d'influence des communautés chiites, gêne de l'approvisionnement pétrolier par l'exercice d'une force d'entrave dans le détroit d'Ormuz et augmentation de l'activité terroriste contre les Etats occidentaux; de même, l'option d'une "frappe militaire par procuration" menée par Israël négligerait deux paramètres: une moindre efficacité et son imputation aux Etats-Unis en tant que soutien d'Israël

C'est pourquoi les auteurs recommandent le couple diplomatie coercitive-incitations à la reprise de la négociation:

- un embargo pétrolier doublé d'une interdiction d'investir en Iran
- la proposition de soutenir un programme nucléaire civil, d'accroître le commerce et l'investissement et de restaurer les relations diplomatiques américano-iraniennes

S'ils ne garantissent pas l'efficacité des sanctions, MM. DAALDER et GORDON n'en considèrent pas moins cinq avantages de celles-ci:

1. inciter à l'avenir les dirigeants iraniens à coopérer
2. envoyer un signal aux candidats à la prolifération
3. ralentir le développement du programme nucléaire iranien
4. dresser la classe moyenne iranienne contre sa direction
5. et accroître la puissance de marchandage occidentale si l'Iran décide de reprendre les négociations avec la communauté internationale

## **21 janvier**

Après avoir assuré le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, Nicholas BURNS, de la coopération du Pakistan pour combattre le "militantisme islamiste" dans le cadre de la GWOT, le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Khursheed Mehmood **KASURI**, **exhorte les Etats-Unis à coopérer pleinement avec ses partenaires dans la GWOT pour éviter les incidents contre-productifs**, faisant expressément allusion à la frappe aérienne menée le 13 janvier 2006 par la CIA (au moyen d'un drone Predator) contre un village pakistanais, où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaïda, mais qui tua 15 villageois et seulement trois membres de l'organisation terroriste.

**Les Etats-Unis remettent au Pakistan la première enveloppe (15 md\$) des 200 md\$ promis pour la reconstruction post-tremblement de terre (8 octobre 2005) de la région septentrionale.** La remise des 200 md\$ est échelonnée sur quatre ans en vertu de l'accord signé par le sous-secrétaire d'Etat Nicholas BURNS.

Le tremblement de terre qui frappa le Cachemire pakistanais le 8 octobre 2005 tua 74 000 personnes et fit 3 millions de sans-logis. Les Etats-Unis ont promis un total de 510 md\$ pour l'assistance et la reconstruction post-tremblement de terre du Pakistan.

Parce qu'une insurrection doit être réduite au stade de son enfance tandis que la contre-insurrection doit bénéficier d'une attention particulière au même moment, le représentant démocrate Harold **FORD soutient que la situation sécuritaire afghane en devenir devrait être prioritaire par rapport à une situation sécuritaire irakienne d'ores et déjà largement établie** ([Harold Ford Jr., "Keeping The Progress Going", \*The Washington Post\*, 21 janvier 2006](#)).

Les leçons apprises des erreurs réalisées dans la phase de stabilisation et reconstruction de l'Irak post-baathiste (notamment la double décision de 2003 qui alimenta l'embryon insurrectionnel -- la débaathification de la société irakienne et le démantèlement de l'armée baathiste ainsi que des services de sécurité irakiens -- ainsi que la politisation tardive de la contre-insurrection) devraient inciter à une réduction précoce réfléchie de l'insurrection afghane.

## **20 janvier**

Dans une cassette audio diffusée par un site Internet, l'idéologue savant numéro 2 d'al-Qaida, Ayman **AL-ZAWAHIRI, félicite les combattants islamiques engagés contre les forces étrangères en Afghanistan.**

Ce message confirme l'échec de la frappe aérienne conduite par la CIA le 13 janvier 2006 contre un village pakistanais.

Dans un article de *l'Intelligence Review* du groupe Jane's, Michael **KNIGHTS avertit que les forces conventionnelles iraniennes restent dissuasives d'une frappe aérienne occidentale contre les installations nucléaires iraniennes** ([Michael Knights, "Iran's conventional forces remain key to deterring potential threats", \*Jane's Intelligence Review\*, 20 janvier 2006](#)).

Si le système de défense iranien est principalement situé aux points déterminants (Téhéran, Esfahan et Bushehr: il ne vise pas un système de défense aérienne national et intégré), ses forces conventionnelles n'en comprennent pas moins des intercepteurs aériens, des missiles sol-air SAM (déployés par défense mobile) et l'appui aérien de chasseurs couplés à des F-14 A rendant difficile une frappe aérienne des sites nucléaires.

**Le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques, Nicholas BURNS, et le ministre des Affaires étrangères indien, Shyam SARAN, s'entretiennent du Partenariat Stratégique Global américano-indien** signé le 18 juillet 2005 par le président George W. BUSH et le premier ministre indien Manmohan SINGH, notamment à l'occasion d'une réunion du groupe de travail conjoint pour la coopération en matière d'énergie nucléaire civile qu'ils co-président (*Joint Working Group on Civil Nuclear Energy Cooperation*).

Avec celui qu'il qualifie de "partenaire global", M. BURNS déclare avoir l'impression que les "fondations" d'une nouvelle relation bilatérale ont été jetées ces dernières années en matière énergétique aussi bien qu'économique, scientifique, technologique, agricole et d'éducation. MM. BURNS et SARAN s'entendent enfin sur les principales problématiques internationales: Etats-Unis et Inde s'affirment préoccupés par la dégradation de la situation au Sri Lanka (degré élevé de violence et rupture du cessez-le-feu), critiquent la violation par le roi népalais des libertés publiques de ses sujets et qualifient l'Iran de menace à la fois pour le Moyen-Orient et globalement pour la communauté internationale.

**La Commission Electorale Indépendante de l'Irak (CEII) proclame officiellement la victoire de la coalition des formations religieuses chiïtes aux élections parlementaires du 15 décembre 2005** (pour lesquelles le taux de participation s'est élevé à 75%):

- l'Alliance Irakienne Unifiée (coalition religieuse chiïte) conduite par Abdul Aziz HAKIM remporte 128 sièges sur 275
- la Liste de Coalition du Kurdistan (coalition laïque kurde) conduite par Massoud BARZANI et Jalal TALABANI remporte 53 sièges
- le Front Irakien de la Concorde (coalition religieuse sunnite) conduite par Adnan DUALAIMI et Tariq HASHEMI remporte 44 sièges
- la Liste Nationale Irakienne (coalition laïque chiïto-sunnite) conduite par l'ancien premier ministre intérimaire Ayad ALLAWI remporte 25 sièges

Ne disposant pas de la majorité absolue des sièges du parlement (10 sièges manquent), la coalition religieuse chiïte doit rallier l'adhésion d'autres formations partisans pour former un gouvernement de coalition.

Le directeur du *Task Force Program* du *Council on Foreign Relations*, Lee FEINSTEIN, estime que la menace de transférer le dossier du nucléaire iranien de l'AIEA au CSNU ne présente d'autre utilité que de menacer en l'absence de consensus entre les membres permanents du CSNU sur le comportement à adopter face à l'Iran ([Lee Feinstein, "Russian Offer to Iran Best Hope Out of Current Nuclear Crisis", 19 janvier 2006](#)). Les divergences opposent les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne d'un côté, à la Russie et -- principalement -- la Chine de l'autre. C'est pourquoi M. FEINSTEIN considère que l'option de la proposition russe (autoriser l'Iran à convertir l'uranium mais externaliser en Fédération de Russie la phase de son enrichissement) reste un moindre mal.

Le directeur du *Center for Peace and Security Studies* à l'Université Georgetown de Washington, Daniel BYMAN, recommande aux Etats-Unis de considérer l'expérience israélienne en matière d'assassinats ciblés dans le cadre d'une lutte contre le terrorisme pour prendre en compte les avantages et maîtriser les inconvénients d'une telle politique étatique ([Daniel Byman, "Targeted killing, American-style", Los Angeles Times, 20 janvier 2006](#)).

S'il souligne l'efficacité de la campagne d'assassinats ciblés menée par Israël depuis le déclenchement de la deuxième *Intifada* en septembre 2000 (le nombre d'Israéliens tués par des organisations terroristes palestiniennes est passé de 172 à 40 entre 2002 et 2005 alors même que le volume de l'activité terroriste augmentait: la campagne israélienne a donc réduit la capacité de nuisance terroriste), M. BYMAN n'en souligne pas moins les limites générales d'une telle politique étatique d'assassinats ciblés:

1. elle implique d'abord de trouver un équilibre entre d'un côté l'efficacité dans la lutte contre le terrorisme et de l'autre le respect des standards démocratiques
2. elle reste ensuite inférieure -- du point de vue de l'efficacité -- à l'arrestation qui permet l'interrogatoire, partant l'obtention de renseignement

D'autant qu'une politique d'assassinats ciblés peut s'avérer contre-productive pour les Etats-Unis en particulier car, à la différence d'Israël:

1. ils opèrent à un niveau global dans des régions où ils disposent d'un renseignement imparfait
2. ils coopèrent avec des alliés qu'ils ne peuvent s'aliéner par une politique réprouvée (alliés aux gouvernements desquels incombe la mission de perturber les réseaux terroristes et d'en arrêter les leaders)
3. ils agissent dans un secret insusceptible de mobiliser suffisamment le soutien de l'opinion publique pour affronter les échecs (par exemple la frappe aérienne menée le 13 janvier 2006 par la CIA contre un village pakistanais où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaida, le docteur Ayman AL-ZAWAHIRI, et qui a tué 18 villageois)



La politique d'assassinats ciblés des Etats-Unis a permis depuis le 11 septembre 2001 la neutralisation de Mohammed ATEF, Qaed Sinan HARITHI et Abou Hamza RABIA.

## **19 janvier**

Alors que la campagne des élections législatives italiennes (9 avril 2006) s'annonce difficile pour le gouvernement du premier ministre Silvio BERLUSCONI, le ministre de la Défense Antonio **MARTINO détaille le plan du retrait des troupes italiennes mobilisées en Irak.**

Le retrait du 4ème contingent (2 600 militaires) participant à l'OIF (après ceux américain, britannique et sud-coréen) doit s'effectuer en trois vagues:

- d'abord le retrait de 300 militaires d'ici la fin de janvier 2006
- puis celui de 1 000 militaires d'ici juin 2006
- enfin celui de la totalité des forces mobilisées d'ici décembre 2006

Après les retraits espagnol, bulgare et ukrainien, la diminution britannique et les maintiens allégés polonais et sud-coréen, le retrait italien confirme la réduction du nombre des troupes non-américaines en Irak.

**Deux attentats simultanés tuent 22 personnes à Bagdad** la veille de la publication par la Commission Electorale Indépendante d'Irak des résultats définitifs des élections parlementaires du 15 décembre 2005, dans l'ensemble considérées comme équitables.

**La chaîne satellitaire panarabe Al-Jazeera diffuse une cassette audio d'Oussama BEN LADEN dans laquelle le leader d'al-Qaida annonce que des opérations contre les Etats-Unis sont "en cours de préparation".**

Ce message vise à démentir les conjectures des analystes sur la direction et la santé de M. BEN LADEN après qu'aucun propos n'ait été diffusé depuis le 27 décembre 2004 (seul s'était exprimé le numéro deux d'al-Qaida, Ayman AL-ZAWAHIRI, les 10 février, 20 février, 17 juin, 4 août, 19 septembre, 23 octobre et 24 décembre 2005 ainsi que le 6 janvier 2006). Il vise peut-être aussi à raffermir un leadership souvent occulté (notamment dans la conduite des opérations) par l'action médiatique d'Abou Moussab AL-ZARQAWI en Irak.

De même qu'il avait proposé en avril 2004 à l'Europe une trêve conditionnée, le numéro un d'al-Qaida rappelle que son action terroriste poursuit un agenda politique en offrant directement à l'opinion publique américaine une "trêve à long terme" à de "justes conditions" (non précisées) qui favorise "sécurité et stabilité" si les Etats-Unis se retirent d'Irak, tout en avertissant de représailles à l'image du 11 septembre 2001 s'ils prolongent leurs "agressions" en Irak et en Afghanistan.

La proposition d'une trêve armée présente trois avantages pour M. BEN LADEN:

1. se présenter comme un homme politique doué de raison et capable de miséricorde alors même qu'il se présente comme gagnant la guerre contre les infidèles
2. anticiper le retrait des troupes américaines d'Irak sans reconnaissance américaine explicite d'une défaite
3. et justifier à l'avance (sachant que la trêve sera sûrement refusée) la prochaine attaque terroriste

A ces propos vraisemblablement enregistrés après novembre 2005 (il est fait référence à la révélation -- le 22 novembre 2005 -- de l'intention prétendue du président George W. BUSH de bombarder la chaîne Al-Jazeera), la Maison-Blanche réagit en déclarant que les Etats-Unis "ne négocient pas avec les terroristes".

**Les envoyés spéciaux américain et nord-coréen pour la négociation des Six-Party Talks** (les SPT comprennent les Etats-Unis, les deux Corées, la Chine, le Japon et la Russie), **Christopher HILL et Kim KYE-GWAN, se rencontrent en Chine à Beijing.**

Visant à démanteler le programme nucléaire de la Corée du Nord en contrepartie d'avantages politiques (garanties de sécurité et reconnaissance diplomatique) et économiques (aide économique

et fourniture de deux *Light-Water Reactors*), les SPT sont hypothéqués depuis novembre 2005 suite au gel des avoirs financiers d'entreprises nord-coréennes officiellement suspectées par les Etats-Unis de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue. Cette rencontre jugée "positive" des deux côtés pourrait toutefois favoriser la reprise des SPT dès le mois d'avril 2006.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE rappelle à la fois à l'Iran et à la Corée du Nord que la communauté internationale ne tolèrera pas l'exécution de leurs programmes nucléaires militaires**. Relativement au dossier nucléaire iranien, Mme RICE estime que le temps est venu de le transférer au CSNU.

Marquant une inflexion dans la perception du terrorisme et à l'appui du maintien de la doctrine nucléaire française de dissuasion, le président Jacques **CHIRAC déclare que la France se tient prête à employer l'arme atomique dans le cadre d'une réponse "ferme et adaptée" contre le "centre de pouvoir" et la "capacité à agir" de tout Etat qui livrerait une attaque terroriste ou au moyen d'armes de destruction massive** contre ses intérêts.

Une source gouvernementale syrienne déclare à l'agence de presse Reuters que **le gel par les Etats-Unis des avoirs financiers du beau-frère du président Bachar AL-ASSAD, Asef SHAWKAT, trahit le biais américain pour Israël**.

Décidé dans le cadre de la politique américaine de sanctions ciblées contre certains responsables militaires et décideurs politiques syriens, ce gel est motivé par l'accusation de soutien au terrorisme contre Israël ainsi qu'à l'ingérence syrienne au Liban portée contre M. SHAWKAT.

Le chroniqueur de l'*International Herald Tribune* Philip **BOWRING soutient que la crainte de l'Occident quant à la probable nucléarisation de l'Iran ne fait que révéler l'érosion de son emprise sur la région du Moyen-Orient au profit des influences chinoise, indienne et russe** ([Philip Bowring, "Who's afraid of big, bad Iran?", \*International Herald Tribune\*, 19 janvier 2006](#)).

Le statut de consommateur énergétique en devenir des puissances chinoise et indienne non seulement multiplie leurs leviers d'influence au Moyen-Orient en général et en Iran en particulier, mais encore fait qu'elles ont intérêt à limiter l'escalade de la crise du nucléaire iranien pour qu'elle n'évolue pas en crise pétrolière après d'éventuelles sanctions du CSNU. M. BOWRING souligne par ailleurs un point commun qu'entretiennent avec l'Iran les trois puissances nucléaires asiatiques (la Chine, l'Inde et le Pakistan): la démarche nucléaire comme ciment nationaliste (le nationalisme nucléaire).

C'est pourquoi, des trois options de la nucléarisation inéluctable trahissant l'impuissance occidentale, de l'attaque préventive américaine portant en germe le risque d'un nouveau Suez ou d'une gestion indo-russo-chinoise de la crise qui ôte à la démarche iranienne son caractère provocateur et l'inscrit dans le temps long d'un processus, M. BOWRING avance que la Chine, l'Inde et la Russie préféreront ce qu'elles perçoivent comme un moindre mal: le management de la nucléarisation de l'Iran.

Relativement à la frappe aérienne menée le 13 janvier 2006 par la CIA (au moyen d'un drone Predator) contre un village pakistanais où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaida, le docteur Ayman AL-ZAWAHIRI, et qui a tué 18 villageois, **les services de renseignement pakistanais confirment avoir identifié trois membres d'al-Qaeda parmi les victimes**:

- Abdul Rehman AL-MISRI AL-MAGHRIBI, beau-fils de M. AL-ZAWAHIRI responsable du service média et propagande au sein de l'organisation
- Abu Khabab AL-MASRI, directeur d'un camp d'entraînement d'al-Qaida pour la capture duquel une récompense de 5 md\$ était offerte
- Khalid HABIB, chef des opérations d'al-Qaida au Pakistan et en Afghanistan

## 18 janvier

Le secrétaire de l'U.S. Army Francis HARVEY rend compte des progrès (et/ou prouesses) réalisés en 2005 par l'U.S. Army: ([Francis Harvey, News Briefing with Secretary of the Army Francis Harvey, 18 janvier 2006](#)):

- le nombre de réengagements est le plus élevé depuis 2001 avec 69 500 soldats
- le nombre de recrutement satisfait les objectifs des sept derniers mois avec 73 000 soldats (25% plus élevé en janvier 2006 qu'en janvier 2005)
- la projection de 50 000 soldats (dont 42 000 membres de la Garde Nationale) en 10 jours en Louisiane (ouragan Katrina) et la réponse au tsunami du 26 décembre 2004 en Asie
- l'acheminement en Irak et en Afghanistan de 4 400 nouveaux *Humvees* au blindage renforcé et de 16 000 compléments de blindage
- l'acheminement en Irak et en Afghanistan de 700 000 jeux de gilets pare-balles et de 170 000 protections complémentaires (épaules et aisselles)

Après l'attentat suicide qui a tué 23 personnes à Spin Boldak le 16 janvier 2006 (13ème depuis 10 semaines) et l'assassinat d'un diplomate canadien le 15 janvier 2006, **le commandant taliban DADULLAH déclare dans une interview accordée à l'agence de presse Reuters que des centaines de guérilleros se tiennent prêts à commettre des attentats suicides** afin d'expulser les forces étrangères hors d'Afghanistan. Le commandant promet l'aggravation de la violence contre des "infidèles" qu'il qualifie de "lâches" aux prises avec les attentats suicides.

Cette déclaration confirme:

- soit le transfert d'expérience en matière de modes opératoires en provenance d'Irak
- soit le mimétisme encouragé par ce que les Taliban perçoivent comme des succès stratégiques d'al-Qaida en Irak

Après avoir rappelé que l'Iran a franchi un seuil en reprenant le 9 janvier 2006 ses activités de recherche-développement en matière nucléaire ainsi que la production de combustible nucléaire, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE exhorte le conseil des 35 gouverneurs de l'AIEA à prendre une décision qui signifie expressément à l'Iran que la communauté internationale n'accepte pas la conduite d'activités susceptibles de mener à une situation nucléaire contraire à son intérêt** ([Condoleezza Rice, Remarks With European Union Commission High Representative Javier Solana, Washington, D.C., 18 janvier 2006](#)).

A l'occasion de son discours devant la *Georgetown School of Foreign Service*, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE précise l'objectif de la "diplomatie transformationnelle" inscrite à l'agenda de la politique étrangère américaine par le président George W. BUSH** lors de son second discours d'investiture le 20 janvier 2005 ([Condoleezza Rice, Remarks at Georgetown School of Foreign Service, Georgetown University, Washington, D.C., 18 janvier 2006](#)). Le président réélu avait alors déclaré:

"Il appartient à la politique des Etats-Unis de chercher et soutenir la croissance des mouvements et institutions démocratiques dans toute nation et culture, avec comme objectif ultime de mettre un terme à la tyrannie dans notre monde"

Mme RICE constate une triple évolution de l'environnement sécuritaire:

1. l'érosion du concept de souveraineté étatique
2. la détermination croissante de la conflictualité par l'insécurité intra-étatique plutôt qu'inter-étatique (par le manque plutôt que le trop-plein de puissance)
3. et la mondialisation technologique qui avantage les acteurs non-étatiques

Elle en déduit que, désormais, le régime politique d'un Etat importe plus que la répartition internationale de la puissance. C'est pourquoi la "diplomatie transformationnelle" adhère au postulat de l'école de la *pax democratica* dont elle attend des effets vertueux sur les plans interne

comme externe: son objectif est de "construire et soutenir des Etats démocratiques convenablement gouvernés qui ...

- ... satisferont les besoins de leurs peuples ...
- ... et se conduiront de manière responsable au sein du système international"

Afin de parvenir à l'objectif de démocratisation de la "diplomatie transformationnelle", cinq réformes doivent être menées:

1. recentrer la politique étrangère (redéployer l'effort diplomatique) dans les nouvelles zones stratégiques clefs: par exemple la Chine, l'Inde, le Nigeria ou le Liban
2. construire des partenariats régionaux (articulés autour de "pays-clefs": par exemple l'Indonésie, le Nigeria, le Maroc ou le Pakistan) pour lutter contre les menaces transnationales (terrorisme, prolifération des ADM, trafic de drogue et de personnes)
3. déconcentrer les représentations diplomatiques hors des capitales des Etats hôtes afin de mieux quadriller leur territoire (implanter des *American Presence Posts* dans chacune des 200 villes de plus d'un million d'habitants)
4. améliorer la conduite des opérations de stabilisation et de reconstruction post-conflit désormais coordonnée par l'*Office of the Coordinator for Reconstruction and Stabilization* du DoS (améliorer les compétences de police militaire et multiplier le nombre de *Political Advisors to Military Forces* -- POLAD)
5. enfin développer de nouvelles aptitudes et compétences chez le personnel diplomatique

Le chroniqueur du *Washington Post* Charles **KRAUTHAMMER** dresse le **bilan critique des négociations menées du 21 octobre 2003 au 9 janvier 2006 sur le programme nucléaire iranien par l'UE-3** (Allemagne, France et Grande-Bretagne): non seulement, l'Iran est désormais gouverné par une direction "islamiste fanatique" peu sensible à la dissuasion mais encore il se trouverait à quelques mois du seuil de nucléarisation militaire ([Charles Krauthammer, "The Iran Charade, Part II", \*The Washington Post\*, 18 janvier 2006](#)).

Décriant l'opposition sino-russe et la réticence européenne à la prise de sanctions contre l'Iran, produits des intérêts économiques en jeu (la Chine importe 17% de son pétrole d'Iran) et de la crainte de la réaction iranienne aux sanctions (l'Iran est le 4ème producteur mondial de pétrole), M. KRAUTHAMMER souligne chez les Etats européens une peur de l'après-frappe militaire contre les installations nucléaires iraniennes alimentée par deux hypothèses:

- le risque d'interruption des exportations iraniennes de pétrole
- et la menace de blocus du détroit d'Ormuz (passage maritime stratégique entre le Golfe persique et le Golfe d'Oman puisque 15% de la production mondiale de pétrole y transitent)

## **17 janvier**

Le chef des opérations de maintien de la paix (OMP) de l'ONU, Jean-Marie **GUEHENNO**, **déclare à l'issue d'une réunion à huit clos du CSNU que ce dernier est "pleinement conscient de la gravité de la situation" en Côte-d'Ivoire** et prêt à se réunir à tout moment pour modifier le mandat de l'OMP de l'ONU en Côte-d'Ivoire (ONUCI, 7 000 casques bleus chargés de surveiller le cessez-le-feu avec les 4 000 militaires français de la force Licorne).

Des partisans du président ivoirien Laurent GBAGBO ("patriotes") paralysent effectivement la capitale Abidjan depuis le 16 janvier 2006, se livrant notamment à des "violences orchestrées" contre l'ONU, tandis que le Front Populaire Ivoirien (FPI, parti présidentiel) annonce son retrait du gouvernement de transition, donc du processus de paix.

L'envoyé spécial des Nations Unies pour l'Afghanistan, Jean **ARNAULT**, **déclare qu'une conférence internationale sur l'Afghanistan se tiendra à Londres les 31 janvier et 1er février 2006**. Co-présidée par le secrétaire général des Nations Unies Kofi ANNAN, le président afghan Hamid KARZAI et le premier ministre britannique Tony BLAIR, cette conférence aura pour objectif l'élaboration d'un plan quinquennal pour la reconstruction de la paix en l'Afghanistan.

Les domaines qui feront l'objet d'un calendrier des progrès à réaliser sont:

- la sécurité (alors qu'un regain de violence se traduit par la perpétration de 13 attentats suicides ces 10 dernières semaines, l'assassinat d'un diplomate canadien le 15 janvier 2006 et une activité talibane croissante dans la province afghane occidentale du Balouchistan et les provinces à la frontière afghano-pakistanaise)
- la fonctionnalité du parlement afghan (entré en fonction le 19 décembre 2005)
- les droits de l'homme (consolidation de l'Etat de droit)
- la lutte contre le trafic de drogue (le développement de cultures alternatives par la mise en place d'une économie de substitution; le développement économique général)

Alors que les Etats-Unis sont déjà privés depuis 2005 d'une base aérienne en Ouzbékistan, le président du parlement kirghize, Omurbek **TEKEBAYEV annonce l'augmentation à 50 md\$/an du montant du bail que les Etats-Unis paient au Kirghizstan pour l'utilisation de la base aérienne de Manas** (1 000 hectares), pas de tir pour les opérations menées dans le cadre de l'OEF.

A l'occasion d'un discours organisé par l'*American Enterprise Institute* à l'ambassade australienne de Washington, le **sous-secrétaire à la Défense chargé de la politique de défense, Ryan HENRY, annonce que la *Quadrennial Defense Review*** (la QDR sera transmise au Congrès le 6 février 2006) **s'inscrit dans la continuité de la *National Defense Strategy* publiée par le DoD en mars 2005.**

Parce que l'environnement stratégique demeure incertain et que le DoD continue d'ignorer les modalités à venir de l'emploi de la force armée, la QDR conserve le *capabilities-based model* (prenant en compte les capacités d'une menace générique: menace traditionnelle, irrégulière, catastrophique et perturbatrice), qui avait officiellement succédé en mars 2005 au *threat-based model* (considérant l'intention d'un adversaire spécifique: terrorisme, prolifération ou crises régionales), afin de disposer d'un jeu capacitaire flexible qui couvre:

- l'ensemble du spectre de la menace : de l'acteur non-conventionnel anti-étatique (le radicalisme terroriste) à l'acteur conventionnel hyper-étatique (la *People's Liberation Army* chinoise), avec toutefois une insistance particulière sur le traitement des menaces asymétriques
- et l'ensemble du spectre de la conflictualité: de l'opération de stabilité et de soutien (basse intensité) à l'opération de combat majeure (haute intensité), avec toutefois une insistance particulière sur les stratégies non conventionnelles

Principalement articulée autour des ADM, des menaces terroristes, de la coopération inter-alliée et des nouvelles capacités technologiques, la QDR fixe quatre objectifs:

1. lutter avec les alliés contre les terrorismes
2. protéger le territoire américain
3. traiter avec les Etats situés à un "carrefour stratégique"
4. et empêcher les acteurs -- étatiques comme non-étatiques -- de se procurer des ADM

Après l'attentat suicide qui a tué 20 personnes le 16 janvier 2006 à Spin Buldak, le **journaliste du *Christian Science Monitor* Tom REGAN évoque la "re-talibanisation" rampante d'un Afghanistan où al-Qaida s'efforce de se réimplanter** ([Tom Regan, "Violence increasing in Afghanistan", \*The Christian Science Monitor\*, 17 janvier 2006](#)).

Alors que le transfert de la mission de stabilisation du sud de l'Afghanistan de l'OEF américaine à la FIAS otanienne (cette phase 3 prévoit l'augmentation des troupes de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité de 9 000 à 15 000 militaires, principalement britanniques, canadiens et néerlandais) cause l'hésitation de membres de l'OTAN (Pays-Bas), le regain de la violence insurrectionnelle (Taliban) et jihadiste (jihadistes étrangers) est confirmé par:

- l'absence (pour la première fois) de trêve hivernale
- la multiplication du volume d'actions terroristes (25 attentats suicides depuis les élections parlementaires et provinciales du 18 septembre 2005)

- et le transfert d'expérience en provenance d'Irak (attentat suicide et *Improvised Explosive Device*)

Ce regain de violence est d'autant plus problématique que:

- le nouveau parlement afghan n'est pas encore fonctionnel
- le trafic de drogue reste florissant
- l'Armée Nationale Afghane manque d'efficacité opérationnelle
- les forces de police sont peu fiables et corrompues (conflits de loyautés entre nouvelle appartenance gouvernementale et ancienne solidarité milicienne)
- le processus de désarmement, démobilisation et réintégration des anciens combattants est inachevé

La cause de cette "re-talibanisation" de l'Afghanistan réside selon M. REGAN dans la sur-extension de la GWOT consécutive au déclenchement de l'OIF, laquelle s'avère préjudiciable à l'OEF.

Conscient de la détérioration de la situation sécuritaire, le président afghan Hamid KARZAI exhorte la communauté internationale à ne pas abandonner une seconde fois l'Afghanistan.

Alors que des manifestations de protestation contre les Etats-Unis se déroulent encore à travers le Pakistan après la frappe aérienne menée le 13 janvier 2006 par la CIA (contre un village pakistanais où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaida, le docteur Ayman AL-ZAWAHIRI, et qui a tué 16 villageois), l'agence de presse Reuters rapporte qu'un haut responsable provincial pakistanais, Fahim WAZIR, **affirme qu'au moins quatre des 16 victimes étaient des "militants étrangers"** dont les corps ont été retirés après l'attaque afin de délégitimer l'action américaine ([Reuters, "Pakistan official: US strike killed foreign militants", 17 janvier 2006](#)).

### **Le président George W. BUSH s'entretient avec le premier ministre belge Guy**

**VERHOFSTADT** de "l'importance" des relations transatlantiques (notamment aux prises avec les problématiques iranienne et syrienne), de l'avenir de l'OTAN (notamment son articulation avec la Politique Européenne de Sécurité et de Défense) et du Congo où la communauté internationale doit être mobilisée après les scrutins d'avril et juin 2006 ([George W. Bush, President Welcomes Belgian Prime Minister to the White House, The Oval Office, Washington, D.C., 17 janvier 2006](#)).

L'ancienne assistante du secrétaire au Commerce, Linda **BILMES**, et le Prix Nobel d'économie de l'Université de Columbia, Joseph **STIGLITZ**, rendent compte de leur **estimation des coûts probables de la guerre en Irak (entre 1 et 2 milliard(s) de milliard de \$) très supérieure à celle réalisée par l'administration BUSH avant le déclenchement de l'OIF** ([Linda Bilmes, Joseph Stiglitz, "War's stunning price tag", Los Angeles Times, 17 janvier 2006](#)).

Cette étude présentée à la réunion annuelle de l'*American Economic Association* tient compte:

- des coûts passés et futurs de la guerre en Irak pour le budget fédéral: non seulement les opérations de combat mais encore la prise en charge fédérale de la couverture maladie (particulièrement pour les 16 500 soldats d'ores et déjà blessés) et de l'indemnisation des infirmités des vétérans, le renouvellement du matériel militaire (le taux d'usure en temps de guerre est cinq fois plus élevé qu'en temps de paix) et les incitations financières sous forme de bonus au réengagement des soldats
- des coûts passés et futurs causés par l'impact de la guerre sur l'économie et la société américaines: non seulement le coût économique des blessures et des morts (l'indemnisation versée pour manque à gagner par l'armée américaine aux familles des tués au combat est fixée à 500 000 \$) mais encore certains coûts macro-économiques (montée du cours du pétrole)

Devant l'hésitation des Pays-Bas à participer en Afghanistan à l'opération de stabilisation et de reconstruction de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) dans le cadre de l'OTAN, le chroniqueur de l'*International Herald Tribune* John **VINOCUR diagnostique la crise d'identité de l'OTAN, laquelle plongerait ses racines dans les bouleversements géostratégiques**

**consécutifs à la chute du Mur de Berlin et la disparition de l'URSS** ([John Vinocur, "A Question of nerve close to NATO's heart", \*International Herald Tribune\*, 17 janvier 2006](#)).

La crise d'identité de l'OTAN s'est traduite dès la perte de l'ennemi soviétique par un double élargissement destiné à retrouver la raison d'être d'une organisation initialement régionale à vocation militaire:

- de la compétence *ratione loci* avec la déseuropéanisation des missions et la mise en place de la *NATO Response Force* rapidement déployable en tout endroit du globe
- de la compétence *ratione materiae* avec la politisation des préoccupations et la diversification des missions (principalement la lutte contre le terrorisme et la prévention des crises)

Cette difficulté à maintenir une "culture d'alliance" se traduirait désormais par la tendance des Etats membres -- le "mini-unilatéralisme" illustré par les Pays-Bas selon l'auteur -- à opter pour un degré d'engagement à la carte au gré des contraintes domestiques.

La disparition du ciment de la menace au fondement de l'identité culturelle de l'Alliance Atlantique fera vraisemblablement l'objet de la réunion des ministres de la Défense des Etats membres prévue à Riga (Lettonie) en novembre 2006.

## **16 janvier**

Le vice-président Richard D. **CHENEY** entame une tournée au Moyen-Orient au cours de laquelle il doit s'entretenir avec le président égyptien Hosni MOUBARAK puis le roi saoudien ABDALLAH du processus politique irakien, du dossier nucléaire iranien et des réticences syriennes à l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic HARIRI.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** (accompagné de Mme Laura BUSH) assiste à Monrovia à l'investiture du président du Liberia, Ellen JOHNSON-SIRLEAF, première femme à exercer la fonction présidentielle sur le continent africain, et confirme la "relation spéciale" qui lie le Liberia aux Etats-Unis ([Condoleezza Rice, \*Remarks En Route Monrovia, Liberia\*, 16 janvier 2006](#)) et fait de l'aide au premier une priorité de l'administration américaine avec 840 md\$ d'aide publique en 2005, dont 639 md\$ au titre du soutien pour les programmes démocratiques répartis de la manière suivante ([U.S. Department of State, \*Liberia: Building a Future of Peace and Security\*, 11 janvier 2006, 1 p.](#)):

- 481 md\$ pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU
- 75 md\$ pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants
- 60 md\$ pour l'entraînement et l'équipement des forces de sécurité nationales (armée et police)
- 23 md\$ pour l'instauration de l'Etat de droit
- et 10 md\$ pour l'organisation de l'élection présidentielle d'octobre 2005

**Les Etats membres du CSNU** (Chine, Etats-Unis, Fédération de Russie, France et Grande-Bretagne) ainsi que l'Allemagne se réunissent à Londres afin de dégager un consensus sur l'attitude à adopter sur la problématique nucléaire iranienne avant la réunion extraordinaire d'urgence du conseil des 35 gouverneurs de l'AIEA prévue le 2 février 2006.

Parce que la Chine et la Russie se sont jusqu'alors opposées au transfert du dossier nucléaire iranien devant le CSNU (jusqu'à présent, la première craint une complication du problème tandis que la seconde formule une option alternative rejetée par l'Iran), le principal objet de la réunion londonienne consiste pour les Etats-Unis et l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne) à convaincre les puissances chinoise et russe de subordonner leurs intérêts économiques avec l'Iran au maintien de la stabilité (a-)nucléaire du Moyen-Orient.

Si la Chine et la Russie s'accordent finalement avec les Etats-Unis et l'UE-3 pour exhorter l'Iran à suspendre "complètement" son programme nucléaire, elles restent en revanche réticentes au transfert du dossier devant le CSNU.

Etats-Unis et UE-3 s'efforcent dans le même temps de mobiliser le soutien de trois autres membres influents du conseil des gouverneurs de l'AIEA: l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE déclare que les Etats-Unis ne peuvent se permettre de traiter "à la légère" le problème d'al-Qaida à la frontière afghano-pakistanaise** tout en se préoccupant des griefs du gouvernement pakistanais à l'égard des frappes aériennes menées par l'armée américaine ou la CIA contre des villages pakistanais ([Condoleezza Rice, Remarks En Route Monrovia, Liberia, 16 janvier 2006](#)).

Alors qu'une majorité de l'opinion publique pakistanaise réproouve la coopération dans la GWOT nouée entre les Etats-Unis et le Pakistan au lendemain du 11 septembre 2001, à l'initiative des présidents George W. BUSH et Pervez MOUCHARRAF, l'image des Etats-Unis est dégradée par une série de frappes aériennes causant la mort de civils. De nombreuses manifestations de protestation contre les Etats-Unis se sont déroulées le 15 janvier 2006 à travers le Pakistan à l'initiative d'organisations religieuses radicales (10 000 manifestants défilent à Karachi en chantant "mort à l'Amérique"), après la frappe aérienne menée le 13 janvier 2006 par la CIA (au moyen d'un drone) contre un village pakistanais où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaida, le docteur Ayman AL-ZAWAHIRI, et qui a tué 17 villageois. Le gouvernement pakistanais a convoqué le 15 janvier 2006 l'ambassadeur américain Ryan CROCKER pour protester contre la frappe aérienne tandis que le parti au pouvoir du premier ministre Shaukat AZIZ (*Pakistan Muslim League-Q*) exhorte les Etats-Unis à présenter leurs excuses officielles.

Mme RICE dit comprendre la situation délicate et "difficile" du président Pervez MOUCHARRAF à l'égard de l'opinion publique pakistanaise.

Le journaliste du *New York Times* Eric **SCHMITT rapporte que 2 500 membres des unités de police militaire (*military police*) américaines supplémentaires seront affectés à la formation et l'entraînement des forces de police irakiennes en 2006** ([Eric Schmitt, "2,000 More M.P.'s Will Help Train the Iraqi Police", The New York Times, 16 janvier 2006](#)). Alors que 80 000 officiers de police irakiens sont actuellement certifiés entraînés et équipés, l'objectif est fixé à 135 000 fin 2006 en vue d'amorcer le transfert final de la mission sécuritaire aux autorités civiles.

La police irakienne est réputée manquée de professionnalisme car à la fois sensible à la corruption, agitée par les conflits de loyautés entre nouvelle allégeance gouvernementale et ancienne appartenance milicienne qui sapent sa crédibilité (la police de Mosul pourtant forte de 5 000 hommes a par exemple déserté en novembre 2004 face à un soulèvement insurgé) et infiltrée par les miliciens. C'est pourquoi "l'année de la police" annoncée pour 2006 par le commandant des troupes américaines en Irak, le général George W. CASEY, vise la moralisation, la désethnicisation et le filtrage de la police irakienne.

Le porte-parole du major général Joseph PETERSON (responsable de l'entraînement des forces de police irakiennes), Ann BERTUCCI, déclare que la principale difficulté que rencontreront les unités de police militaire américaines est l'intimidation dont fait l'objet le candidat à la profession puisque 1 497 officiers de police ont été tués et 3 256 blessés en 2005 par des attentats suicides.

L'ancien conseiller pour la sécurité nationale des présidents Gerald FORD puis George H. BUSH, Brent **SCOWCROFT, préconise les voies du succès en Irak à un coût acceptable du point de vue de l'intérêt national américain** ([Brent Scowcroft, "Focusing on 'Success' In Iraq", The Washington Post, 16 janvier 2006](#)). L'enjeu irakien est selon lui "énorme" puisqu'il s'agit de l'avenir d'un Etat important d'une région déterminante pour le bien-être du système international: sa faillite déstabiliserait le Moyen-Orient et serait une "calamité" pour le monde.

M. SCOWCROFT considère deux éléments comme "essentiels" pour le succès de la coalition en Irak:

- un gouvernement central capable d'assurer la sécurité et d'intégrer les minorités
- et un établissement militaire et sécuritaire discipliné dont l'allégeance gouvernementale supplante l'appartenance ethno-confessionnelle (désethnicisation)



Les voies recommandées jusqu'à présent se ventilent selon lui en propositions de "retrait" (du retrait immédiat au retrait daté) et de "succès" (de "*staying the course*" à l'engagement militaire accru): mais, tandis que les premières (préoccupées par les coûts humains et matériels) négligent l'enjeu d'un Etat irakien viable pour la région, les secondes (préoccupées par la victoire des Etats-Unis) négligent l'érosion du soutien de l'opinion publique américaine à l'intervention militaire. C'est pourquoi M. SCOWCROFT recommande une "option du succès" soucieuse à la fois de l'intérêt national américain et de la réduction du couple coût/risque pour les Etats-Unis.

Afin de réussir à un coût acceptable du point de vue de l'intérêt national américain, l'intervention en Irak doit être internationalisée sur le modèle afghan en:

- impliquant politiquement l'ONU pour relégitimer l'après-conflit
- impliquant militairement l'OTAN pour garantir la sécurité post-conflit

L'internationalisation de l'intervention signifierait qu'une force internationale comprenant les Etats arabes et/ou musulmans compétents en matière de maintien de la paix (Inde, Pakistan, Bangladesh, Maroc et Egypte) pourrait dans un premier temps participer au développement d'un "Irak stable et progressiste" (entraînement des forces de sécurité irakiennes, protection des infrastructures et "maintien" des zones nettoyées des insurgés) avant d'assurer une classique mission de maintien de la paix.

Le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques, Nicholas R. **BURNS**, **entame un voyage de neuf jours au Royaume-Uni, en Inde, au Pakistan puis au Sri Lanka (16-25 janvier 2006)**. Les objets des déplacements sont les suivants:

- au Royaume-Uni: décider avec les Britanniques, les Allemands, les Français, les Russes et les Chinois de la voie diplomatique à suivre dans la crise du nucléaire iranien
- en Inde: s'entretenir du Partenariat Stratégique Global signé par le président George W. BUSH et le premier ministre Manmohan SINGH le 18 juillet 2005
- au Pakistan: s'entretenir des progrès de la démocratie au Pakistan, des moyens d'améliorer la coopération régionale et des efforts américains dans l'assistance post-tremblement de terre
- au Sri Lanka: discuter du statut actuel des efforts de paix

## **15 janvier**

**La Multi-National Force - Iraq (MNF-I) relâche plus de 500 prisonniers détenus à Abou Ghraïb** pour des infractions délictuelles et non des crimes "sérieux ou violents" (attentat, torture, kidnapping ou meurtre selon les autorités).

Le candidat du parti socialiste chilien (centre gauche), ancien prisonnier politique torturé sous le régime du général Augusto PINOCHET (dont le père, général de l'Armée de l'Air, également torturé, est mort en prison), Michelle **BACHELET**, **remporte le second tour de l'élection présidentielle avec 53% des suffrages exprimés** contre 47% pour son adversaire de centre droit, l'homme d'affaires milliardaire Sebastian PINERA (Mme BACHELET avait remporté 46% des suffrages contre 26% pour M. PINERA lors du premier tour le 11 décembre 2005).

Après avoir été la première femme ministre de la Défense, Mme BACHELET devient pour quatre ans la première femme élue à diriger un Etat latino-américain. Elle prolonge l'exercice socialiste du pouvoir après la présidence de Ricardo LAGOS dans la continuité de laquelle elle s'inscrit. Sa victoire confirme le basculement à gauche de l'Amérique latine après les élections présidentielles brésilienne, vénézuélienne, argentine, uruguayenne et bolivienne.

S'il s'opposa au déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom* en 2003 (le Chili vota contre l'autorisation de la guerre au CSNU), le gouvernement du président Ricardo LAGOS n'en fut pas moins le premier d'Amérique du Sud à signer un traité commercial bilatéral avec les Etats-Unis. La présidence de Mme BACHELET ne devrait pas modifier la relation bilatérale chilo-américaine.

**De nombreuses manifestations de protestation contre les Etats-Unis se déroulent à travers le Pakistan à l'initiative d'organisations religieuses radicales** (10 000 manifestants défilent à Karachi en chantant "mort à l'Amérique"), après la frappe aérienne menée le 13 janvier 2006 par la CIA (au moyen d'un drone) contre un village pakistanais où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaida, le docteur Ayman AL-ZAWAHIRI, et qui a tué 17 villageois. Le gouvernement pakistanais convoque l'ambassadeur américain Ryan CROCKER pour protester contre la frappe aérienne. Alors qu'une majorité de l'opinion publique pakistanaise réproouve la coopération dans la GWOT nouée entre les Etats-Unis et le Pakistan au lendemain du 11 septembre 2001, à l'initiative des présidents George W. BUSH et Pervez MOUCHARRAF, l'image des Etats-Unis est dégradée par une série de frappes aériennes causant la mort de civils.

**Plusieurs sénateurs américains** (le républicain John McCain sur CBS dans "Face the Nation", le démocrate Chuck SCHUMER sur Fox News dans "Fox News Sunday", le démocrate Evan BAYH et le républicain Trent LOTT sur CNN dans "Late Edition") **soutiennent que la menace de représailles iraniennes à d'éventuelles sanctions économiques prises contre le 4ème exportateur mondial de pétrole** (2ème des pays membres de l'OPEP) **ne doit pas dissuader** la communauté internationale d'une conduite ferme, le cas échéant sans le soutien de la Chine et de la Russie.

Quant à la frappe aérienne menée le 13 janvier 2006 par la CIA (au moyen d'un drone) contre un village pakistanais où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaida, le docteur Ayman AL-ZAWAHIRI, et qui a tué 17 villageois, les sénateurs invoquent que le renseignement disponible justifiait cette action.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr **MOTTAKI, reproche à l'UE-3** (Allemagne, France et Grande-Bretagne) **une sur-réaction** consécutive à la reprise par l'Iran le 9 janvier 2006 de ses activités de recherche-développement en matière nucléaire ainsi que la conversion d'uranium.

M. MOTTAKI exhorte l'UE-3 à renouer les négociations -- unique moyen selon lui de désamorcer la crise -- et avertit que la prise de sanctions économiques contre le 4ème exportateur mondial de pétrole se traduirait par l'augmentation des cours.

### **14 janvier**

Le président iranien Mahmoud **AHMADINEJAD continue d'ignorer les menaces de sanctions formulées par la communauté internationale**: tandis que son ministre des Affaires étrangères invite l'Europe et l'AIEA à revenir à la table des négociations, il rappelle que l'Iran n'a pas violé le Traité de Non Prolifération (TNP, 1er juillet 1968), lequel autorise tout Etat signataire à produire du combustible nucléaire à des fins civiles.

Le ministre pakistanais de l'Information, Cheik Rashid **AHMED, condamne la frappe aérienne menée le 13 janvier 2006 par la CIA** (au moyen d'un drone) **contre un village pakistanais où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaida**, le docteur idéologue Ayman AL-ZAWAHIRI, et qui a tué 17 villageois.

M. AHMED rappelle que le Pakistan refuse aux forces mobilisées en Afghanistan le droit de suite dans la traque des Taliban et des combattants d'al-Qaida tandis que plusieurs hauts responsables pakistanais avancent que la CIA a agi sur la base d'une information erronée.

### **13 janvier**

Le président vénézuélien Hugo **CHAVEZ critique le refus de licence d'exportation signifié par les Etats-Unis à l'Espagne pour la vente au Venezuela de 12 avions militaires** de transport et de surveillance maritime contenant de la technologie américaine.

**La CIA mène une frappe aérienne (au moyen d'un drone) contre un village pakistanais où elle cible le numéro deux d'al-Qaida, le docteur idéologue Ayman AL-ZAWAHIRI.** 17 villageois sont tués.

Tandis que les deux "terroristes les plus recherchés" (selon la liste établie par le FBI) ne sont pas apparus ensemble dans une vidéo depuis le 10 septembre 2003, la dernière vidéo du numéro 1 d'al-Qaida remonte au 30 octobre 2004 et nourrit les conjectures sur son existence (notamment depuis le tremblement de terre qui frappa le Pakistan le 8 octobre 2005). L'apparition la plus récente de M. AL-ZAWAHIRI date du 6 janvier 2006.

Le commandant du *Multinational Corps Iraq* et du *VXIII Airborne Corps*, le lieutenant général John VINES, déclare de Bagdad à l'occasion d'une conférence de presse pour le DoD que les "jihadistes" et les "extrémistes religieux" continueront d'attaquer les forces de sécurité du gouvernement irakien (FSI), l'armée prévoyant un pic de violence terroriste lors de la publication des résultats des élections parlementaires du 15 décembre 2005 ([John Vines, News Briefing with Lt. Gen. John Vines, 13 janvier 2006](#)). Le lieutenant général VINES considère que la nature du gouvernement mis en place -- son caractère ou non inclusif -- déterminera le niveau futur de la violence.

Maintenant que la présence de l'armée irakienne est rétablie à la frontière syrienne (l'ensemble des opérations menées pour cela a tué ou blessé 800 militaires de la coalition et 1 500 des FSI), la *Multi-National Force - Iraq* doit employer 2006 à consolider/sécuriser les gains démocratiques réalisés par l'Irak.

Le chroniqueur de l'*International Herald Tribune*, Roger COHEN, distingue, au sein du mouvement de guérilla irakien, "résistance" et "insurrection" ([Roger Cohen, "Why Iraq's resistance differs from insurgency", International Herald Tribune, 13 janvier 2006](#)).

Tandis que le premier terme recouvre les irakiens sunnites (20% de la population) lésés par l'intervention américaine (les "rejectionnistes" du président George W. BUSH), le second désigne le noyau dur des loyalistes du régime baathiste (les "saddamistes" de M. BUSH) ainsi que les individus liés à -- ou se réclamant de -- al-Qaida (les "terroristes" du président).

Tandis que le premier terme recouvre des individus qui peuvent être intégrés au processus politique à condition de résorber l'insatisfaction économique-sécuritaire à la source de leur résistance et de leur soutien -- actif ou passif -- à l'insurrection, le second recouvre des individus qui doivent être marginalisés voire réduits car insusceptibles d'infléchir une conduite insurrectionnelle mue par la dynamique de l'idéologie.

Le changement de régime provoqué par les Etats-Unis en Irak peut être assimilé à une "révolution" car il a sécrété, comme toute révolution selon M. COHEN, à la fois une résistance contre-révolutionnaire et un mouvement de terreur. Et tandis que la première est généralement peu à peu réintégrée au jeu politique, le second est souvent décapité.

Le ministre soudanais des Affaires étrangères, Lam AKOL, rejette la proposition du Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi ANNAN, d'envoyer des troupes mandatées par l'ONU dans la province soudanaise du Darfour afin d'y surveiller l'observation du cessez-le-feu à la place des 7 000 militaires de l'Union Africaine (UA).

Si M. AKOL qualifie la médiation de l'UA de "bon travail" et suggère que des fonds supplémentaires lui soient procurés pour qu'elle puisse prolonger son action après mars 2006 (contraintes budgétaires), l'UA -- ainsi que le groupe rebelle *Sudan Liberation Army* (SLA) -- est favorable au transfert de l'opération de maintien de la paix à l'ONU tandis que l'assistant du secrétaire d'Etat américain pour les Affaires africaines, Jendayi FRAZER, annonce que les Etats-Unis soutiennent l'envoi de troupes mandatées par les Nations Unies en renfort -- non en remplacement -- de l'UA.

Les conflits d'intérêts qu'occasionnera la présidence prochaine de l'UA par le Soudan semble étayer la proposition de M. ANNAN.

**Les autorités judiciaires libanaises annoncent que 13 individus** (sept Syriens, trois Libanais, un Saoudien, un Jordanien et un Palestinien) **suspectés d'appartenir à l'organisation terroriste al-Qaida ont été arrêtés** il y a deux semaines par les forces de sécurité.

Après la revendication par le groupe al-Qaida en Irak du tir de trois roquettes Katyusha à partir du Liban sud vers Israël le 27 décembre 2005, les autorités judiciaires enquêtent sur l'éventuelle planification d'attaques à partir du -- ou sur le -- territoire libanais.

**Les universitaires Dariush ZAHEDI et Omid MEMARIAN analysent les déterminants internes et externes de l'action du président iranien Mahmoud AHMADINEJAD en matière nucléaire** ([Dariush Zahedi, Omid Memarian, "A firebrand in Iran's house of cards", \*International Herald Tribune\*, 13 janvier 2006](#)):

- au titre des déterminants internes:
  - la sécurisation de la position des institutions (et de l'élite) de sécurité au sein du régime
  - la crise comme moyen de détourner l'attention vers un bouc émissaire extérieur
  - et la marche à la guerre comme vecteur d'une "union sacrée nationale"
- au titre des déterminants externes:
  - la perception de la faiblesse américaine (les Etats-Unis sont préoccupés par l'Irak, l'Afghanistan et la Corée du Nord) qui procède de deux croyances erronées selon les auteurs: la possibilité pour l'Iran d'appliquer sa capacité de nuisance en certains points géographiques (Afghanistan, Irak, Liban et Israël) et l'alignement de la politique étrangère irakienne sur celle de l'Iran depuis l'avènement des chiïtes au pouvoir en Irak
  - la volonté de sanctuariser le territoire iranien contre un *regime change*
  - et l'hypothèse selon laquelle les liens commerciaux noués avec la Chine et la Russie garantissent leur soutien passif et paralyseront l'action du CSNU

Cependant, les auteurs avancent la thèse de la vulnérabilité du régime iranien, laquelle serait plus importante qu'il n'est communément admis:

- d'abord les tensions ethno-confessionnelles (principalement localisées aux marges de l'Iran) pourraient être instrumentalisées afin de provoquer non seulement le renversement du régime mais encore le démembrement de l'Iran
- ensuite la détérioration de la situation économique iranienne pourrait être accélérée par les éventuelles sanctions économiques prises par le CSNU

Aussi les auteurs recommandent-ils pour sortir de l'impasse du nucléaire iranien:

- à l'Iran de regagner la confiance de la communauté internationale en acceptant le compromis de la proposition russe (réalisation en Iran de la conversion de l'uranium mais externalisation de la phase d'enrichissement)
- aux Etats-Unis de faciliter le compromis iranien en proposant une solution acceptable pour les dirigeants iraniens et en levant les sanctions unilatérales prises contre l'Iran (lesquelles sont préjudiciables à la seule population civile)

L'ancien directeur de la *Coalition Provisional Authority* (CPA) en Irak (6 mai 2003-28 mai 2004) et auteur d'un ouvrage récemment paru intitulé *My Year in Iraq: The Struggle to Build a Future of Hope*, L. Paul BREMER III, considère que la présence de la **Multi-National Force - Iraq** (MNF-I) emmenée par les Etats-Unis, en dépit d'erreurs originelles (la délégation à un organe irakien de la mise en oeuvre des mesures de débaathification de la société et de démantèlement des forces de sécurité irakiennes ou le choix de macro-projets de reconstruction), est favorable au progrès politique et économique réalisé en Irak ([L. Paul Bremer III, "In Iraq, Wrongs Made a Right", \*The New York Times\*, 13 janvier 2006](#)).

Il recommande pour la conduite à venir d'opérations de stabilisation et de reconstruction post-conflit la création d'un Corps Civil de Réserve composé d'experts en *nation-building* (individus spécialisés dans les affaires civiles, la santé publique, les infrastructures électriques et celles des télécommunications).

Enfin, M. BREMER critique l'option d'un retrait daté des militaires américains mobilisés en Irak dont la décision serait une "erreur historique": tout à la fois une "trahison" des sacrifices endurés, une "victoire" des terroristes et un pas de plus vers l'insécurisation de l'environnement stratégique.

Après une attaque à la roquette contre Israël en décembre 2005 revendiquée pour la première fois 2005 par *al-Qaida en Irak*, les journalistes du *Christian Science Monitor*, **Ilen R. PRUSHER** et **Nicholas BLANFORD**, avancent que l'organisation terroriste dirigée par Moussab AL-ZARQAWI a pu changer de stratégie en décidant d'attaquer "l'ennemi proche" (les régimes moyen-orientaux "apostats" et/ou pro-occidentaux), en plus de l'ennemi lointain (les régimes occidentaux, principalement les Etats-Unis), conformément à l'appel du 23 février 1998 pour créer un "Front islamique mondial de lutte contre les croisés et les Juifs" signé par Oussama BEN LADEN et Ayman AL-ZAWAHIRI ([Ilene R. Prusher, Nicholas Blanford, "Al Qaeda takes aim at Israel", \*The Christian Science Monitor\*, 13 janvier 2006](#)). Il n'est toutefois pas exclu que des activistes palestiniens (du *Hamas* ou du *Jihad Islamique*) aient souhaité arrimer leur agenda terroriste à celui d'al-Qaida en Irak.

Cet empiètement de l'organisation sunnite al-Qaida en Irak sur les traditionnelles activités terroristes de l'organisation libanaise chiite *Hezbollah* fait craindre à cette dernière une érosion de son emprise territoriale dans le sud-Liban.

**Le président George W. BUSH reçoit le Chancelier allemand Angela MERKEL en voyage aux Etats-Unis les 12 et 13 janvier 2006** avec lequel il s'entretient de l'Iran, de la GWOT, de l'Europe de l'Est comme des Balkans, de l'Irak, du conflit israélo-palestinien et de l'OTAN ([George W. Bush, \*President Welcomes German Chancellor Merkel to the White House, East Room, Washington, D.C.\*, 13 janvier 2006](#)).

Si une amélioration de la relation bilatérale – un "nouveau chapitre" – entre les Etats-Unis et l'Allemagne post-SCHRÖDER est attendue (Mme MERKEL pourrait par exemple désamorcer les tensions de l'après-crise irakienne en renforçant la participation allemande à l'entraînement de la police irakienne), favorisée par un volontarisme politique commun des deux dirigeants en certains domaines (démocratisation, nouvelle "*ostpolitik*", développement économique et lutte contre le SIDA) et la reconnaissance de Mme MERKEL en tant qu'Allemande de l'Est à l'égard des Etats-Unis, elle devrait néanmoins rester de surface. Le caractère superficiel de l'amélioration résulte de ce qu'elle ne saurait ni infléchir la tendance lourde à l'approfondissement du fossé transatlantique (scepticisme américain quasi-irréversible à l'égard de l'utilité de la relation transatlantique) ni occulter les frictions persistantes entre Washington et Berlin:

- les séquelles de l'opposition allemande à la guerre livrée en Irak
- le refus américain de la juridiction de la Cour Pénal Internationale
- la réticence américaine à la limitation des gaz à effet de serre prévue par le Protocole de Kyoto (changement climatique)
- certains aspects de la conduite de la GWOT, notamment la politique américaine de détention des individus suspectés de terrorisme et de lien avec al-Qaida (Mme MERKEL a critiqué le centre de Guantanamo dans une interview parue dans *Der Spiegel* le 9 janvier 2006)
- et la conséquence -- en même temps que la cause -- de ces irritants: l'image dégradée des Etats-Unis au sein de l'opinion publique allemande

Enfin, l'atlantisme du Chancelier allemand est contrebalancé par la présence au sein du gouvernement de coalition qu'elle dirige d'un ministre des Affaires étrangères plus réservé car issu du Parti Social Démocrate (SPD): Walter STEINMEIER, ancien conseiller de Gerhard SCHRÖDER.

Les analystes de la *Heritage Foundation* John C. HULSMAN et Nile GARDINER ([John C. Hulsman, Nile Gardiner, After Schroeder: U.S.-German Relations in the Merkel Era, Washington, Backgrounder n° 1907, 11 janvier 2006, 9 p.](#)) soutiennent que la période post-SCHRÖDER ne sera pas celle d'une "renaissance" de la relation bilatérale américano-allemande. Ils soulèvent trois irritants supplémentaires entre les Etats-Unis et l'Allemagne:

- l'opposition allemande à l'intégration de la Turquie au sein de l'UE
- les divergences quant à la réforme du CSNU
- et, récemment, le refus allemand d'extrader un membre du Hezbollah condamné à la prison à vie pour le meurtre d'un marin américain en 1985 mais relâché après 19 ans d'emprisonnement (l'Allemagne refuse généralement d'extrader des individus dans les Etats américains où la peine de mort est en vigueur).

## 12 janvier

**L' *Intelligence Digest* du groupe Jane's propose une analyse prospective pour 2006 concernant le Pakistan, l'Irak, l'Iran et la Syrie:**

- Pakistan: le gouvernement de Pervez MOUCHARRAF fera l'objet d'une pression croissante de la part des radicaux islamiques (ils récusent l'alliance avec les Etats-Unis et leurs alliés dans la GWOT) et de l'armée (elle critique la gestion de l'après-tremblement de terre du 8 octobre 2005)
- Irak: la faiblesse des forces de sécurité irakiennes hypothèque la stabilisation à court et moyen terme; les FSI seront véritablement opérationnelles (capables de se substituer aux forces américaines) dans 2-3 ans au mieux tandis que le maintien de la présence américaine incite l'Iran à continuer de s'immiscer dans la gouvernance irakienne pour renforcer son influence régionale
- Iran: le dossier du nucléaire iranien sera probablement transféré devant le CSNU alors qu'une frappe préventive emmenée par Israël est vraisemblable
- Syrie: le gouvernement de Bachar AL-ASSAD fait l'objet d'une pression croissante de la part de la Commission d'enquête internationale indépendante et cette pression se traduira par un effort de *containment* plutôt qu'une volonté de *regime change* qui porte en germe le risque d'une déstabilisation régionale

Le ministre syrien de l'Information Madhi DAKHL-ALLAH annonce que la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic HARIRI ne sera pas autorisée à interroger le président Bachar AL-ASSAD, lequel peut néanmoins rencontrer les inspecteurs.

**Le secrétaire d'Etat américain et les ministres allemand, britannique et français mettent un terme à des négociations avec l'Iran sur son programme nucléaire qui se trouvent désormais dans une "impasse"** et recommandent le transfert du dossier devant le CSNU.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter STEINMEIER, annonce que le temps de l'implication du CSNU est venu tandis que le secrétaire d'Etat américain, Condoleezza RICE, évoque l'attitude "de défi" de la part de l'Iran qui a franchi un "seuil très important" et "fait désormais l'objet de la défiance de la communauté internationale dans son ensemble".

Le terme des négociations entamées le 21 octobre 2003 pour mettre un terme au programme nucléaire iranien est imputable selon eux:

- à la rupture continue des engagements
- à l'échec dans la démonstration du caractère civil/pacifique des activités nucléaires

Les reporters du *New York Times*, Sabrina TAVERNISE et Dexter FILKINS, rendent compte d'une enquête sur le terrain irakien quant aux antagonismes entre insurgés d'origine irakienne (les "rejectionnistes" -- sunnites lésés par l'intervention américaine -- et les "saddamistes")

-- noyau dur des loyalistes du régime baathiste) **et insurgés d'origine étrangère** (les "terroristes" c'est-à-dire les individus liés à -- ou se réclamant de -- al-Qaida) ([Sabrina Tavernise, Dexter Filkins, "Local Insurgents Tell of Clashes With Al Qaeda's Forces in Iraq", \*The New York Times\*, 12 janvier 2006](#)).

Ces antagonismes qui lézardent le front insurrectionnel se traduisent principalement par des affrontements armés opposant l'organisation al-Qaida en Irak aux groupes d'insurgés irakiens tels que l'Armée Islamique en Irak ou l'Armée de Mohammed. Ils se traduisent parfois par la réaction de la population locale: une tribu de la ville de Samarra aurait ainsi jugé puis exécuté des membres d'al-Qaida condamnés pour l'assassinat d'un cheik local.

Si les insurgés conservent à court terme un objectif opératif commun (bouter les Etats-Unis hors d'Irak), la désagrégation de l'insurrection sur les objectifs stratégiques à long terme (l'exercice du pouvoir au sein d'un Irak souverain d'un côté, la sanctuarisation d'un Etat à la fois base arrière et pas de tir du terrorisme jihadiste de l'autre) comme sur les modes opératoires de niveau tactique (la définition des victimes -- civiles et/ou militaires -- du terrorisme) ouvre une fenêtre d'opportunité pour la *Multi-National Force - Iraq* (MNF-I): engager le dialogue avec les "rejectionnistes" et les "saddamistes" pour séparer le bon grain (insurgés nationalistes) de l'ivraie (insurgés jihadistes).

## **11 janvier**

Le Secrétaire Général des Nations Unies Kofi ANNAN **souhaite qu'une opération de maintien de la paix soit conduite par l'ONU dans la province soudanaise du Darfour**. Une telle initiative doit encore être approuvée par le gouvernement du Soudan, le CSNU et l'Union Africaine.

Le président George W. BUSH **explique et justifie la politique étrangère mise en oeuvre par son administration depuis le 11 septembre 2001** (Opération *Enduring Freedom*, action préventive et Opération *Iraqi Freedom*) à l'occasion de sa participation à une émission sur la GWOT ([George W. Bush, President Participates in Discussion on the Global War on Terror, Kentucky International Convention Center, Louisville, 11 janvier 2006](#)).

S'il reconnaît que le renseignement concernant les ADM irakiennes s'est avéré erroné, le président n'en maintient pas moins avoir "vu une menace en Saddam Hussein" et considéré que la crédibilité de l'ONU était mise en jeu par les provocations du dirigeant irakien. Quelque soit la pertinence des buts de guerre ayant justifié le déclenchement de l'OIF, M. BUSH pense désormais qu'il n'existe d'autre option que la victoire en Irak définie comme:

- un Etat qui ne soit plus un havre terroriste (à la fois sanctuaire et pas de tir)
- un Etat dont la sécurité soit assurée par ses propres forces (armée et polices)

Dans le cadre d'une "lutte idéologique" livrée contre un ennemi diversifié ("rejectionnistes" à engager, "saddamistes" à marginaliser et "terroristes" à réduire) recherchant à ébranler la résolution américaine, le président rappelle que la stratégie américaine pour la victoire en Irak est un triptyque -- politique, sécuritaire et économique -- dont l'objectif final est l'amorce d'une démocratisation car le régime démocratique est, selon lui, le principal producteur de paix.

Revenant sur l'autorisation israélienne du vote des Palestiniens de Jérusalem Est, le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE **rappelle les devoirs des individus comme des organisations partisans candidats aux élections législatives du 25 janvier 2006**: (1) renoncer au recours à la violence, notamment terroriste, (2) désarmer et (3) reconnaître le droit de l'Etat d'Israël à exister ([Condoleezza Rice, Security and the Palestinian Elections, Washington, D.C., 11 janvier 2006](#)).

Elle souligne incidemment que la communauté internationale condamne à l'unanimité:

- les propos anti-israéliens tenus par le président iranien Mahmoud AHMADINEJAD
- les parrainages iranien et syrien de la terreur

Après la révélation le 7 janvier 2006 par le journaliste du *New York Times* Michael MOSS ([Michael Moss, "Pentagon Study Links Fatalities to Body Armor", \*The New York Times\*, 7 janvier 2006](#)) des

résultats d'une étude secrète du DoD pour le *Marine Corps* ([Marine Lethal Torso Injuries: Preliminary Findings 8/29/2005, 3 p.](#)) quantifiant les pertes humaines dues à l'inefficacité des gilets pare-balles (80% des *Marines* qui ont été tués des suites de blessures au torse aurait pu survivre s'ils avaient été équipés d'une protection supplémentaire), **le DoD défend devant la Commission des Forces Armées du Sénat les gilets pare-balles employés en Irak, lesquels concilient selon lui protection et liberté de mouvement dans un environnement opérationnel aux températures élevées.** Il accepte toutefois l'envoi de milliers de plaques de céramique latérales supplémentaires et annonce que 230 000 gilets pare-balles répondant à des normes plus récentes seront fournis en 2006.

**Le négociateur en chef des Etats-Unis pour les Six-Party Talks** (les SPT portent sur le démantèlement du programme nucléaire de la Corée du Nord), **Christopher HILL, rencontre ses homologues japonais et sud-coréen** après la déclaration nord-coréenne du 9 janvier 2006 selon laquelle Pyongyang ne pourra pas reprendre les SPT tant que les Etats-Unis maintiendront le gel des avoirs financiers d'entreprises nord-coréennes officiellement suspectée de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue.

Parce qu'ils craignent qu'un vote au CSNU ne trahisse un désaccord avec la Chine et la Russie sur le comportement à adopter **suite à la reprise par l'Iran de ses activités de recherche-développement en matière nucléaire et d'enrichissement d'uranium sur le site de Natanz, les Etats-Unis et l'Europe tempèrent en organisant une réunion extraordinaire du conseil des 35 gouverneurs de l'AIEA** qui doit décider d'en référer -- ou non -- au CSNU.

Face aux hésitations chinoise et russe, les Etats-Unis et l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne) sont confrontés à un dilemme: leur volonté de fermeté (passer du dialogue de crise à la prise de sanctions: de la suspension des relations économiques à la frappe militaire contre les installations nucléaires en passant par la suspension des relations diplomatiques) pourrait être préjudiciable à l'unité de réaction de la communauté internationale (la défection des deux membres permanents du CSNU que sont la Chine et la Russie). Chacune des options coercitives présente un inconvénient:

- l'augmentation du cours du pétrole en cas de rupture des relations économiques
- la perte du droit de regard international sur le développement du programme nucléaire iranien en cas de rupture des relations diplomatiques
- l'action du levier d'influence iranien en Irak que sont les chiites irakiens insurgés en cas de frappe militaire contre les installations nucléaires

C'est pourquoi les Etats-Unis et l'UE-3 se contentent de convoquer d'urgence le conseil de l'AIEA en espérant par ailleurs le déblocage de la situation. Lors de cette réunion de crise, la Chine et la Russie ne devraient pas bloquer (abstentions) le transfert du dossier nucléaire iranien au CSNU:

- le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei LAVROV, assure le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE que la Russie ne bloquera pas devant l'AIEA les efforts américano-européens pour le transfert du dossier au CSNU tandis que le ministre russe de la Défense, Sergei IVANOV, déclare qu'il est "déçu et ennuyé" par la provocation iranienne
- le président du Congrès National du Peuple chinois, Wu BANGGUO, déclare que son gouvernement est disposé à travailler avec les Etats-Unis et l'UE-3 sur le dossier nucléaire iranien

Si les abstentions chinoise et russe sont acquises au conseil des gouverneurs de l'AIEA, les hypothèques ne sont pas levées devant le CSNU.

## **10 janvier**

Le président vénézuélien Hugo **CHAVEZ impute aux Etats-Unis le blocage du projet d'achat d'un avion militaire brésilien** destiné à moderniser l'armée nationale. Client régulier de la Russie,



de l'Espagne et du Brésil en matière d'armements, le Venezuela menace par conséquent d'acquiescer des avions militaires auprès de la République Populaire de Chine.

L'assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires de l'Hémisphère occidental, Thomas **SHANNON**, **déclare qu'il recherchera le dialogue avec Evo MORALES** -- le président bolivien récemment élu qui sera investi le 22 janvier 2006 -- en dépit de son opposition initiale aux politiques américaines en matière de commerce et de lutte contre la drogue.

Le journaliste du *Christian Science Monitor* Tom **REGAN** **rapporte une étude du Prix Nobel d'économie 2001, professeur à l'Université de Columbia, Joseph E. STIGLITZ, selon laquelle le coût total de l'Opération Iraqi Freedom pourrait dépasser les 2 000 milliards de dollars** ([Tom Regan, "Report: Iraq war costs could top \\$2 trillion", \*The Christian Science Monitor\*, 10 janvier 2006](#)). Le seul volet militaire de l'Opération *Iraqi Freedom* est généralement estimé à 4,5 Md\$ par mois.

Ce chiffre intègre le coût de la prise en charge par la protection sociale des 16 000 militaires américains jusqu'à présent blessés. Les hypothèses de travail sont:

- le maintien des troupes américaines en Irak jusqu'en 2010
- l'augmentation du cours du pétrole
- l'accroissement de l'insécurité globale en Irak
- le manque à gagner économique des vétérans blessés
- et le coût croissant du recrutement

Le président George W. **BUSH expose les accomplissements des Etats-Unis pour l'année 2005, les défis de l'année à venir et les trois volets -- politique, sécuritaire et économique -- du triptyque stratégique pour la victoire en Irak**, pays qualifié de "front central de la guerre contre la terreur". Il avertit qu'un regain de violence trahira vraisemblablement les résistances aux progrès enregistrés ([George W. Bush, \*President Addresses Veterans of Foreign Wars on War on Terror\*, Omni Shoreham Hotel, Washington, D.C., 10 janvier 2006](#)).

Sur le plan politique, le processus irakien de démocratisation a connu en 2005 trois élections nationales qualifiées de succès. Pour autant, la pleine démocratie, laquelle est plus que la tenue d'élections libres au scrutin majoritaire, ne s'enracinera en 2006 qu'à deux conditions préservant de la guerre civile et de l'effondrement politique:

1. la désethnicisation de la vie politique favorisant les droits des minorités et l'égalité devant la loi (selon M. BUSH, la vie politique sera désethnicisée lorsque les clivages politiques s'ordonneront le long des lignes de partage du débat d'idées et non des rivalités intercommunautaires)
2. la réalisation par le futur gouvernement d'union nationale de progrès tangibles dans la vie quotidienne des Irakiens

Sur le plan sécuritaire, le nombre des forces de sécurité irakiennes (FSI) -- armée et police -- formées et entraînées -- opérationnelles -- a régulièrement augmenté en 2005 tandis que les éléments de renseignement fournis par la population civile sont passés de 400 en mars à 4 700 en décembre 2005. Mais la police n'en manque pas moins de professionnalisme, d'entraînement et de capacités. Le principal objectif sécuritaire pour 2006 vise dès lors à accélérer la formation de la police spéciale du ministère de l'Intérieur, de la police des frontières et des polices locales (notamment celles des foyers insurrectionnels: Bagdad, Baquba, Falloudja, Kirkuk, Mosul, Najaf, Ramadi et Tal Afar). Plus généralement, l'intégration des FSI doit être renforcée.

Sur le plan de la reconstruction économique, des "décennies de négligence" et plusieurs années de sabotages terroristes ont freiné la restauration des infrastructures pétrolière et électrique ainsi que des niveaux de production d'avant-guerre. C'est pourquoi les Etats-Unis exhortent les membres de la communauté internationale non seulement à honorer leurs promesses de dons mais encore à se joindre à eux (à l'image de la Slovaquie et Malte) en annulant la dette dont ils sont créanciers auprès de l'Irak.

Enfin, évoquant les échéances électorales américaines de novembre 2006 (*midterm elections*), le président BUSH plaide pour la dépolitisation du débat irakien et le maintien des controverses sur la GWOT hors du champ des stratégies partisans.

Le chroniqueur de l'*International Herald Tribune*, John VINOCCUR, avance quatre indices révélant d'ores et déjà selon lui l'atlantisme -- la vision positive des Etats-Unis -- du Chancelier allemand Angela MERKEL et la volonté de l'Allemagne de renouer avec son double rôle, à la fois transatlantique et européen ([John Vinocur, "From this German, a positive view of U.S.", \*International Herald Tribune\*, 10 janvier 2006](#)):

1. la prise de distance à l'égard de la Fédération de Russie du président Vladimir POUTINE, rompant avec l'axe Paris-Berlin-Moscou entretenu par le Chancelier SCHRÖDER
2. la promotion active de la démocratie et son corollaire, la dénonciation de ses transgressions (notamment à l'égard de la Biélorussie et de la Russie)
3. le démarcage par rapport à la volonté française de lever l'embargo sur les exportations d'armements à destination de la Chine
4. la volonté de consolider l'OTAN comme principal forum stratégique occidental et son corollaire, ne plus percevoir l'UE comme une alternative à l'Alliance Atlantique

Le directeur adjoint de l'Organisation Iranienne de l'Energie Atomique, Mohammad SAEEDI, annonce que l'Iran a ôté les scellés apposés par les inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) et repris ses activités de recherche et développement (R&D), en matière de technologie nucléaire, à l'usine de Natanz.

M. SAEEDI rappelle deux choses quant à la R&D iranienne en matière de technologie nucléaire:

1. son objet est strictement civil (programme nucléaire civil de production d'électricité)
2. son objectif exclut la production de combustible nucléaire

Les réactions de la communauté internationale n'en sont pas moins fermes:

- le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McCLELLAN, avertit l'Iran que la continuation d'un tel comportement ne laissera d'autre choix à la communauté internationale que d'en référer au CSNU pour décider d'une action; il ajoute que la reprise de l'enrichissement de l'uranium constituerait une "sérieuse escalade"
- la porte-parole de l'UE, Cristina GALLACH, dénonce un "pas dans la mauvaise direction" transgressant l'Accord de Paris du 15 novembre 2004

L'analyste de l'*American Enterprise Institute* (AEI), Reuel Marc GERECHT, soutient les opérations psychologiques conduites par l'armée américaine en Irak -- plus généralement la mise en oeuvre des instruments du *soft power* américain ([Reuel Marc Gerecht, "Hearts and Minds in Iraq", \*The Washington Post\*, 10 janvier 2006](#)).

Si, historiquement, il est difficile d'évaluer les effets des opérations de propagande (le fait que leurs effets contreproductifs soient souvent mieux connus que leurs effets productifs ne doit pas occulter ces derniers), M. GERECHT confirme que le centre de gravité dans la *Global War on Terrorism* est de nature idéologique et que la bataille des idées peut seule permettre de gagner "les coeurs et les esprits" des opinions publiques -- irakienne, moyen-orientale, américaine et internationale.

## 9 janvier

Le président bolivien récemment élu, Evo MORALES, rencontre le président Hu JINTAO et qualifie la Chine d'"allié idéologique" avec lequel la Bolivie souhaite multiplier les coopérations aussi bien commerciales, que technologiques, éducatives ou encore médicales. La Bolivie représente du point de vue chinois une nouvelle source d'approvisionnement énergétique de même qu'un débouché aux exportations.

**Le président palestinien Mahmoud ABBAS se prévaut de l'assurance des Etats-Unis selon laquelle Jérusalem-Est sera autorisé à voter** lors des élections législatives du 25 janvier 2005 en dépit. Les dirigeants israéliens se sont jusqu'à présent opposés à la participation électorale du *Hamas*.

**La Corée du Nord déclare ne pas pouvoir reprendre les *Six-Party Talks*** (portant sur le démantèlement de son programme nucléaire) tant que les Etats-Unis maintiennent le gel des avoirs financiers d'entreprises nord-coréennes officiellement suspectée de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue.

**Deux attentats suicides**, perpétrés au sein même du ministère irakien de l'Intérieur par deux individus revêtus de l'uniforme policier et revendiqués par al-Qaida en Irak, **tuent 28 personnes et en blessent 25** le jour de la célébration d'une Journée de la Police Nationale.

L'ancien ministre de la Défense du régime taliban, le mollah Obaidullah AKHUND, **désormais adjoint du mollah Mohamed OMAR, rejette l'offre formulée le 8 janvier 2006 par le président afghan Hamid KARZAI au chef des Taliban** (en fuite depuis le renversement du régime taliban en octobre 2001, M. OMAR est réputé mener l'actuelle rébellion contre le régime afghan). Cette offre invitait le mollah à se réconcilier avec le gouvernement issu des élections provinciales et provinciales du 18 septembre 2005. Mais, qualifiant M. KARZAI de "pantin américain qui devrait être jugé devant un tribunal islamique", M. AKHUND invoque l'obligation islamique pour le leadership taliban de lutter contre "l'Amérique et les forces infidèles".

Au moment où l'Iran s'apprête à reprendre ses activités de recherche et développement en matière nucléaire, le chroniqueur du *Washington Times* Arnaud de **BORCHGRAVE dresse la liste des trois principaux faits qui, selon lui, justifient le "ciblage" de l'Iran** ([Arnaud de Borchgrave, "Target Iran", \*The Washington Times\*, 9 janvier 2006](#)):

- d'abord l'antagonisme stratégique fondamental entre d'un côté la détermination iranienne à la nucléarisation et de l'autre la doctrine de défense israélienne interdisant la présence d'ADM au sein d'un arsenal moyen-oriental
- ensuite l'acquisition d'une capacité balistique renforcée (extension de la portée du missile Shahab-3)
- enfin les discours anti-israéliens tenus par le président Mahmoud AHMADINEJAD et le révisionnisme latent provocateur à l'égard de l'Holocauste

Dans une colonne du *Washington Post*, le président de la République de Géorgie, Mikhaïl **SAAKASHVILI, considère qu'il ne saurait y avoir de sécurité des approvisionnements énergétiques lorsque le fournisseur n'est pas fiable et manifeste à la fois la volonté et la capacité "d'utiliser ses ressources énergétiques comme une arme d'influence politique"** ([Mikhaïl Saakashvili, "The Path to Energy Security", \*The Washington Post\*, 9 janvier 2006](#)).

Le président géorgien qualifie la récente crise du gaz russo-ukrainienne (30 décembre 2005-2 janvier 2006) d'ultime tentative par la Fédération de Russie d'influencer politiquement ses voisins, principalement ceux dont les politiques étrangères opèrent un recentrage occidental (candidatures à l'OTAN et à l'UE) à la suite de "révolutions colorées" ("des roses" en Géorgie en novembre 2003 puis "orange" en Ukraine en décembre 2004).

Parce que la Russie s'est déjà efforcée d'exercer une pression politique sur la Géorgie en actionnant le levier énergétique (l'auteur avance que la diplomatie des hydrocarbures russe se traduit notamment par l'approvisionnement à un cours avantageux des provinces géorgiennes séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud), M. SAAKASHVILI exprime son soutien aux Ukrainiens et exhorte l'UE à diversifier non seulement ses sources d'approvisionnements (le bassin énergétique de la Mer Noire) mais encore ses routes d'approvisionnements (l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan

ouvert le 25 mai 2005). Réduire le monopole de fait exercé par la Russie sur l'approvisionnement en hydrocarbures de l'Europe occidentale devrait favoriser la dépolitisation de ce commerce.

L'ancien envoyé spécial des Nations Unies pour le Myanmar, le malais Razali **ISMAIL**, **déclare que les dirigeants de la junte militaire du Myanmar** (le Conseil pour la paix et le développement de l'Etat) **pourrait se trouver sur une trajectoire de collision à long terme avec le CSNU** en raison de leur résistance aux réformes politiques, notamment aux demandes des dix Etats membres de l'*Association of South-East Asiatic Nations* (ASEAN) en matière de droits de l'homme. Toutefois, l'Algérie, la Chine, le Japon et la Russie continuent de s'opposer à l'implication du CSNU dont le mandat ("la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales" selon l'article 24 de la Charte des Nations Unies) exclut toute immixtion dans la vie politique intérieure du Myanmar.

## **8 janvier**

Le leader d'al-Qaida en Irak, Abou Moussab **AL-ZARQAWI**, **diffuse un message audio de 57 minutes intitulé "Allah Will Suffice You as Against Them"** visant à remobiliser le soutien des **sunnites irakiens à l'insurrection** menée contre le gouvernement irakien et les troupes de la *Multi-National Force - Iraq* (MNF-I).

Tandis qu'il critique le soutien apporté aux élections parlementaires du 15 décembre 2005 par la Ligue Arabe et le Parti Islamique d'Irak, M. AL-ZARQAWI rappelle que la trêve des attentats observée pendant le déroulement du scrutin avait pour objectif la protection des sunnites.

Il présente enfin l'"inévitable" victoire en Irak des "moudjahidins" contre les "croisés" comme la première étape du retrait des "infidèles" des terres musulmanes et de l'établissement de la *Charia*.

Le président afghan Hamid **KARZAI invite le chef des Taliban, le mollah OMAR, à se réconcilier avec le gouvernement** issu des élections parlementaires et provinciales du 18 septembre 2005. En fuite depuis le renversement du régime taliban en octobre 2001, M. OMAR est réputé mener l'actuelle rébellion contre le régime afghan.

Le président recherche un consensus politique afin de mieux réduire ce qu'il estime être la véritable menace pour l'Afghanistan, reléguant le terrorisme à une simple "nuisance" en dépit de la récente escalade des attentats (notamment suicides): la criminalisation/"mafiaisation" de l'économie, provoquée par le trafic de drogue (opium), qui risque de faire du pays un "narco-Etat".

Il exhorte également les troupes de l'OEF comme de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) à ne pas user de procédés violents (notamment les bombardements) sans l'accord du gouvernement afghan.

**L'exécutif français -- le président Jacques CHIRAC et le premier ministre Dominique de VILLEPIN -- remercie les soldats américains de la *Multi-National Force - Iraq* (MNF-I) "qui ont rendu possible [la] libération" de l'ingénieur français retenu en otage en Irak depuis le 5 décembre 2005, Bernard PLANCHE.**

M. PLANCHE est le quatrième otage français survivant à sa captivité, après les journalistes Christian CHESNOT, Georges MALBRUNOT et Florence AUBENAS.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hamid Reza **ASEFI, déclare que les inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) vont permettre à l'Iran de reprendre ses activités de recherche et développement dans le domaine nucléaire en ôtant dès le 9 janvier 2006 les scellés posés sur certaines installations nucléaires.**

M. ASEFI rappelle que l'enrichissement de l'uranium est un droit, garanti à l'Iran en tant que signataire du Traité de Non Prolifération nucléaire (TNP), afin de produire de l'énergie nucléaire civile.

En dépit d'essais divers (âge "de l'anxiété", "de la terreur sacrée" ou "de l'information"), le président du *Council on Foreign Relations*, Richard N. HAASS, constate que la période nous séparant de la chute du Mur de Berlin et de l'effondrement de l'URSS reste qualifiée "d'après-guerre froide" car son caractère saillant n'a pas été identifié ([Richard N. HAASS, "This Isn't Called the \[Blank\] Era for Nothing", \*The Washington Post\*, 8 janvier 2006](#)). S'agit-il:

- de la technologie, après les âges de pierre, du bronze ou encore nucléaire, ...
- ... de la politique, avec la Réforme, la Révolution et les Guerres mondiales, ...
- ... de la philosophie, suite au siècle des Lumières, ...
- ... ou bien de l'économie, dans la lignée des Années folles ou de la Grande dépression?

M. HAASS rejette les critères de la mondialisation et de l'unipolarité, le premier englobant donc flou tandis que le second confond primauté et unipolarité (la primauté américaine n'est pas synonyme de structure unipolaire du système international), pour suggérer trois hypothèses:

- "*Age of Integration*": libre marché et démocratie favoriseraient la coopération interétatique, notamment dans le maintien de l'ordre international
- "*inter-Cold War era*": la mauvaise gestion des relations sino-américaines ferait de la période 1989-20xx un intermède entre la confrontation passée américano-soviétique et celle à venir opposant Etats-Unis et Chine (vraisemblablement révélée à l'occasion d'un conflit dans le détroit de Taiwan)
- "*Second Dark Ages*": la conjonction de la nucléarisation en chaîne en Asie (nord-est) et au Moyen-Orient, du radicalisme terroriste et des pandémies ferait du conflit une constante du système international

En faveur de la première hypothèse, l'ancien directeur de la planification politique du DoS rappelle que la puissance des Etats-Unis leur permet, précisément, de définir une stratégie internationale dont la mise en oeuvre puisse modeler la période actuelle en favorisant la coopération, non le conflit.

L'ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Jimmy CARTER, Zbigniew BRZEZINSKI, tempère les définitions de la "victoire" et de la "défaite" proposées par l'administration BUSH pour préconiser un désengagement militaire qui ne soit pas synonyme de défaite ([Zbigniew Brzezinski, "The Real Choice in Iraq", \*The Washington Post\*, 8 janvier 2006](#)).

D'un côté, la victoire en Irak telle que définie par l'administration BUSH (un régime démocratique "stable et séculier" exerçant son pouvoir sur un territoire unitaire et dont l'armée nationale appuie les Etats-Unis dans la réduction de l'insurrection) est "improbable" pour trois raisons :

1. l'engagement des forces armées américaines est insuffisant
2. le soutien de l'opinion publique irakienne aux opérations de contre-insurrection est érodé
3. les appartenances ethno-confessionnelles supplantent le sentiment national (seul garant de l'unité territoriale contre le fédéralisme et du professionnalisme des forces de sécurité irakiennes contre le communautarisme milicien)

De l'autre, la défaite en Irak telle que définie par l'administration BUSH (la déstabilisation en chaîne du Moyen-Orient selon une théorie des dominos inversée, l'installation du jihadisme global dans un Irak à la fois base arrière et pas de tir et le discrédit jeté sur la politique étrangère américaine) est tout autant improbable.

Il en résulte selon M. BRZEZINSKI que le choix stratégique pour les Etats-Unis en Irak ne se situe pas entre une victoire et une défaite absolues, mais plutôt entre:

- le "désengagement militaire" rapide dévoilant au cours de l'année 2006 une réalité post-baathiste complexe et mitigée
- la prolongation d'une "occupation militaire" visant un objectif inaccessible

A partir du moment où les termes de "victoire" et de "défaite" pour les Etats-Unis en Irak sont définis de manière plus réaliste, l'ancien conseiller pour la sécurité nationale opte pour le désengagement militaire avec maintien d'une présence militaire américaine résiduelle et en alerte au Koweït ainsi que dans les provinces kurdes d'Irak (présence largement souhaitée par les hôtes éventuels), lequel n'est plus pour lui synonyme de défaite. Même, les Etats-Unis pourraient parvenir

à une "mission accomplie" en se désengageant dès lors que des décideurs irakiens le leur demanderont.

Encore faudrait-il pour cela que M. BUSH élargisse un cercle de conseillers qui, loin d'affiner son jugement selon M. BRZEZINSKI, renforcent au contraire par leurs croyances les propres convictions du président.

**Le week-end des 7-8 janvier 2006 est un plus léthal pour les soldats américains depuis le déclenchement de l'OIF:** tandis que 5 *Marines* ont été tués le 7, le crash d'un hélicoptère *Blackhawk* américain dans la nuit du 7 au 8 près de Tal Afar tue ses 12 passagers.

## 7 janvier

**Une cassette video préparée par l'idéologue n°2 d'al-Qaida, le Dr. Ayman AL-ZAWAHIRI, intitulée "The Letter to the Americans - Why Do We Fight and Resist You?", est diffusée sur l'Internet.**

Présentant son combat comme la légitime riposte à l'agression occidentale sur les terres musulmanes (la Palestine, la Tchétchénie, le Cachemire et le Liban sont cités), M. AL-ZAWAHIRI justifie l'attaque des populations civiles en les tenant responsables -- en tant que citoyens de régimes démocratiques -- des politiques étrangères mises en oeuvre par leurs gouvernements élus.

L'idéologue d'al-Qaida reproche en particulier aux Etats-Unis leur pratique "hypocrite" des droits de l'homme et de la loi déconnectée des discours tenus ainsi que leur "déification de la démocratie" qui en font la "pire civilisation dans l'histoire de la race humaine".

Relativement à la constante bataille de l'innovation entre le bouclier (coalition) et l'épée (insurgés) qui se déroule en Irak, le journaliste du *New York Times* Michael MOSS ([Michael Moss, "Pentagon Study Links Fatalities to Body Armor", The New York Times, 7 janvier 2006](#)) révèle les résultats d'une étude secrète du DoD pour le *Marine Corps* ([Marine Lethal Torso Injuries: Preliminary Findings 8/29/2005, 3 p.](#)) quantifiant les pertes humaines dues à l'inefficacité des gilets pare-balles. 80% des *Marines* qui ont été tués des suites de blessures au torse aurait pu survivre s'ils avaient été équipés d'une protection supplémentaire:

- 42% auraient été sauvés s'ils avaient bénéficié d'une protection supplémentaire en-dessous des plaques de céramiques qui composent le gilet pare-balles
- 23% auraient été sauvés s'ils avaient bénéficié d'une protection latérale supplémentaire courant des hanches aux aisselles
- 15% auraient été sauvés s'ils avaient bénéficié d'une protection supplémentaire aux épaules

526 *Marines* ont été tués en Irak depuis le déclenchement de l'OIF le 19 mars 2003. Si des gilets pare-balles améliorés sont disponibles depuis fin 2003, le délai de latence est imputable aux dysfonctionnements dans l'approvisionnement du DoD (sous-estimation de l'adaptabilité de l'insurrection, incapacité des fournisseurs de produire en masse et rivalités interarmées, notamment entre l'*Army* et le *Marine Corps*). De même, l'étude révélée ne débuta qu'en décembre 2004 et ses résultats ne parvinrent qu'en juin 2005 au *Marine Corps* alors qu'elle avait été commandée dès août 2004.

Celle-ci renseigne enfin sur la localisation de(s) la blessure(s) mortelle(s) tuant 401 *Marines* entre le 19 mars 2003 et le 30 juin 2005:

- 33,7% à la tête ou au cou
- 25,2% "multiple"
- 23,2% au torse
- et 14,0% "catastrophique" (ne peut être localisée ou mesurée étant donné l'état du corps)

**L'hebdomadaire *Times* rapporte que des responsables américains ont mené -- en Irak et à l'extérieur -- des pourparlers avec des leaders insurgés d'origine irakienne de niveau local (les**

sunnites lésés par l'intervention américaine et le noyau dur des loyalistes du régime baathiste; probablement le leadership de l'Armée *Islamique en Irak* et de l'Armée de Mohammed) visant:

1. à exploiter les divergences qui opposent les insurgés nationalistes d'origine irakienne aux insurgés néo-salafistes d'origine étrangère (terroristes étrangers liés à -- ou se réclamant de -- al Qaida) ...
2. ... puis à intégrer les premiers au processus politique

## 6 janvier

L'analyste du *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) ayant autorité sur le conflit irakien, Anthony H. CORDESMAN, considère que les insurgés -- à condition d'admettre que leurs buts sont limités (dénier la victoire au gouvernement en cours de formation et bouter la coalition emmenée par les Etats-Unis hors d'Irak) -- peuvent être optimistes pour 2006 ([Anthony H. Cordesman, Casualties, the Election, and Insurgency - A "Red Team" View, 6 janvier 2006, 2 p.](#)) car:

- l'activité terroriste augmente (selon le critère du nombre d'attaques)
- le clivage entre arabes sunnites et chiites s'élargit (le fossé s'approfondit notamment au sein des ministères de la Défense -- armée irakienne -- et de l'Intérieur -- police irakienne)
- les résultats des élections parlementaires du 15 décembre 2005 sont largement récusés par une minorité sunnite qui avait déjà rejeté le projet de Constitution le 15 octobre 2005
- le gouvernement en formation sera nécessairement instable car de coalition et ayant à traiter des dossiers polarisants (degré de fédéralisme, répartition des ressources pétrolières, pouvoir de lever l'impôt, etc.)

Le vice-président Richard D. CHENEY félicite les membres des forces armées engagées dans la GWOT en Afghanistan et en Irak, bataille "pour le futur de la civilisation" livrée contre le "barbarisme" dans laquelle il promet la victoire ([Richard D. Cheney, Vice President's Remarks at a Rally for the Troops, 6 janvier 2006](#)).

Au vu des progrès politiques (élections provinciales et parlementaires du 18 septembre 2005, intégration des femmes dans la vie publique) et économique (économie de marché) réalisés par l'Afghanistan depuis 2001, M. CHENEY qualifie la nation d'"ascendante".

Il rappelle que la décision du retrait des troupes américaines mobilisées en Irak dans le cadre de l'OIF sera conditionnée par la situation politico-militaire sur le terrain telle qu'estimée par le commandement militaire et critiquée des promoteurs du retrait prompts à conclure, selon lui, que la lutte est d'ores et déjà perdue.

Enfin, le vice-président justifie les mesures présidentielles -- principalement le *Patriot Act* et la décision d'autoriser des écoutes téléphoniques en l'absence de mandat judiciaire -- prises pour lutter contre le terrorisme sur le front domestique en rappelant que la Commission d'enquête sur les attentats du 11 Septembre a précisément recommandé de mieux articuler lutte extérieure et intérieure contre le terrorisme global.

La chaîne NBC rapporte que l'ancien administrateur civil qui dirigea du 6 mai 2003 au 28 mai 2004 la *Coalition Provisional Authority* (CPA) chargée de la reconstruction civile post-conflit de l'Irak, L. Paul BREMER, déclare (dans une émission qui sera diffusée le 8 janvier 2006) que les Etats-Unis n'ont pas anticipé l'ampleur de l'insurrection en Irak.

A l'occasion de la sortie de son ouvrage intitulé *My Year in Iraq: The Struggle to Build a Future of Hope*, M. BREMER attribue à ce défaut d'anticipation la décision -- largement critiquée -- prise le 23 mai 2003 de démanteler l'armée et les services de sécurité irakiens. Il souligne également avoir toujours été préoccupé par la volonté du DoD de limiter le nombre de troupes mobilisées en Irak pour la stabilisation et la reconstruction post-conflit (en dépit de son mémo du 18 mai 2004 requérant 2 divisions -- 30 000 militaires -- supplémentaires).

**La chaîne de télévision panarabe *Al-Jazeera* diffuse une cassette vidéo de l'idéologue numéro 2 d'al-Qaida, Ayman AL-ZAWAHIRI**, dans laquelle il qualifie de "victoire de l'islam" l'annonce du retrait partiel au cours de l'année 2006 des troupes américaines mobilisées en Irak, événement pour lequel il félicite la "nation islamique".

M. AL-ZAWAHIRI justifie le qualificatif de "victoire" en ce que la décision a été selon lui arrachée au président des Etats-Unis sous couvert de la conditionnalité prétextée de la formation et de l'entraînement des forces de sécurité irakiennes: l'idéologue considère celle-ci comme le prétexte à un retrait qui n'est autre qu'une défaite.

L'idéologue établit par ailleurs un lien causal entre la mise en oeuvre du jihad et la propagation de la liberté dans le monde arabe en déclarant que seul le terme de l'occupation du Moyen-Orient par les "croisés-sionistes et les gouvernements corrompus" permettra la tenue d'élections libres et l'instauration de gouvernements responsables au Moyen-Orient.

Ce message du numéro deux d'al-Qaida révèle la capacité de l'organisation à adapter son discours non seulement à l'audience visée (jihadiste, musulmane, arabe, américaine ou bien internationale) mais encore à la conjoncture politique en vue de mobiliser les masses, centres psychologique d'un conflit essentiellement idéologique.

Le commandant de la *Multi-National Force - West* (MNF-W, c'est-à-dire la *Multi-National Force - Iraq* dans l'ouest du pays), le major général Stephen JOHNSON, **annonce dans une interview que les forces de police locales irakiennes seront réinvesties dans leurs fonctions dans la province sunnite d'Anbar** (réputée pour son activité insurrectionnelle) dès 2006 en vue d'un triple objectif ([Stephen Johnson, News Briefing with Maj. Gen. Johnson, 6 janvier 2006](#)):

1. délégitimer la lutte insurrectionnelle
2. renforcer la confiance des autochtones dans les forces et les institutions de la sécurité
3. décharger les troupes américaines mobilisées en Irak d'une partie du fardeau sécuritaire

Le major général JOHNSON conjecture une année 2006 "décisive pour l'Irak et son peuple" au cours de laquelle ils devraient récolter les fruits du double processus politico-militaire engagé:

- d'un côté le processus électoral (taux de participation élevé dans la province aux élections parlementaires du 15 décembre 2005)
- de l'autre le processus de formation et d'entraînement des forces de sécurité irakiennes (FSI), avec notamment la triple croissance des effectifs, des capacités et du professionnalisme de l'armée comme de la police irakiennes qu'il qualifie de "remarquable"

Ainsi s'attend-il à des progrès réguliers aussi bien pour le quadrillage sécuritaire de la province d'Anbar que pour les opérations conjointes américano-irakiennes.

## 5 janvier

**L'équipe iranienne de négociation sur le programme nucléaire annule sans explication son déplacement au siège viennois de l'AIEA**, au cours duquel elle devait expliquer aux membres de l'agence onusienne la décision de l'Iran de reprendre ses activités de recherche et développement (R&D) en matière nucléaire dès le 9 janvier 2006.

Trois hypothèses ont été avancées pour expliquer le comportement iranien. L'Iran:

- ne prendrait pas la peine d'expliquer et de justifier ses intentions
- ou bien réviserait sa décision de reprendre ses activités R&D
- ou encore modifierait le calendrier de la reprise de ses activités R&D

Lors d'une conférence de presse au DoD, le président du comité des chefs d'états-majors des armées, le général Peter PACE, **analyse le pic de violence des 4 et 5 janvier en Irak comme l'aveu par al-Qaida du succès des élections parlementaires du 15 décembre 2005** et sa volonté subséquente de perturber un processus politique (formation du nouveau gouvernement de coalition) désormais reconnu comme le centre de gravité de la lutte ([Peter Pace, DoD News Briefing by General Peter Pace, USMC, Chairman of the Joint Chiefs of Staff, 5 janvier 2006](#)).



Imputant la persistance de la violence principalement aux terroristes étrangers liés à -- ou se réclamant de -- al-Qaida, le général PACE conjecture que les arabes sunnites lésés par l'intervention américaine de même que le noyau dur des loyalistes du régime baathiste abandonneront l'insurrection à mesure de la prise de conscience que leur l'intérêt réside dans l'intégration au processus politique pour "faire partie du futur de l'Irak et non du passé". Cet apprentissage serait accéléré si une fraction de la population irakienne cessait de soutenir -- même passivement -- l'insurrection.

Le *Chairman of the Joint Chiefs of Staff* rappelle que la décision de retirer les troupes américaines mobilisées en Irak sera prise par le président et conditionnée par la situation politico-sécuritaire sur le terrain telle qu'évaluée par le commandant des forces américaines en Irak, le général George CASEY.

Le général PACE déclare enfin que la remarque du représentant démocrate John MURTHA, selon laquelle il ne s'engagerait pas actuellement dans l'armée s'il le pouvait, est préjudiciable au moral des troupes et de leur famille ainsi qu'à l'effort de recrutement de l'armée.

M. MURTHA réplique dans une déclaration que l'effort de recrutement mené par l'armée -- un temps facilité par la culture de guerre de l'immédiat après-11/09 -- est désormais compliqué par:

- la prolongation et la répétition des déploiements
- l'inadéquation de l'équipement
- la brièveté des permissions
- la déconnexion entre l'OIF et la GWOT
- le constant remodelage des objectifs de l'OIF par l'administration

**Un attentat suicide tue 10 personnes et en blesse 10** à Tarin Kot, capitale de la province afghane centrale de l'Uruzgan.

Au lendemain des trois attentats du 4 janvier 2006 qui tuèrent 58 personnes, **trois séries d'attentats tuent au total 130 personnes et en blessent 186**. Il s'agit de la journée la plus létale depuis le 14 septembre 2005 lorsque une série d'attentats avait tué 112 personnes, principalement chiites.

Un premier attentat suicide tue 63 personnes et en blesse 120 dans la ville sainte chiite de Kerbala (110 km au sud de Bagdad). Il s'agit de l'attentat le plus létal depuis le 18 juillet 2005 lorsque l'explosion d'un camion citerne tua 98 personnes dans la ville de Musayyib (sud de Bagdad). C'est à Kerbala que la série d'attentats la plus létale depuis le déclenchement de l'OIF tua 181 personnes en mars 2004.

Un deuxième attentat suicide tue ensuite 56 personnes et en blesse 60 (principalement des policiers) dans la ville sunnite de Ramadi (130 km à l'ouest de Bagdad).

Puis trois attentats -- dont un suicide véhiculaire -- tuent 6 personnes et en blessent 6 dans la ville de Bagdad.

Enfin, un *Improvised Explosive Device* tue 5 soldats américains dans la région de Bagdad.

Le président George W. **BUSH réunit les secrétaires d'Etat et à la Défense des précédentes administrations -- ainsi que ceux de l'actuelle administration** (le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE et le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD) -- **pour un briefing par l'ambassadeur américain en Irak** (Zalmay KHALILZAD) **et le commandant des forces américaines mobilisées sur le théâtre irakien** (le général George CASEY) **sur le thème de l'OIF**. Parmi les anciens secrétaires d'Etat sont présents Harold BROWN, James A. BAKER III, Lawrence EAGLEBURGER, Alexander HAIG, George SCHULTZ, Madeleine K. ALBRIGHT et Colin POWELL. Les anciens secrétaires à la Défense comptent Robert McNAMARA, Frank CARLUCCI, James SCHLESINGER, Melvin LAIRD, William COHEN et William PERRY. Cet exposé est destiné à convaincre les principaux leaders d'opinion démocrates et républicains (consensus bipartisan) en matière de politiques étrangère et de défense que l'administration BUSH met en oeuvre une stratégie (dite "*dual-track*": politique et sécuritaire) cohérente pour la victoire en Irak.

Le Premier ministre israélien Ariel **SHARON**, qui a du subir une opération d'urgence dans la nuit du 4 au 5 janvier 2006 suite à une hémorragie cérébrale, se trouve dans un "état grave". Le chef de gouvernement âgé de 77 ans ayant été déclaré dans l'incapacité d'exercer sa fonction, les pouvoirs ont été transférés à son Premier ministre adjoint Ehud OLMERT. Ce dernier pourrait assumer la fonction primo-ministérielle pendant 100 jours après lesquels le président israélien choisirait avec les leaders politiques un Premier ministre pour former un nouveau gouvernement de coalition.

La détérioration de l'état de santé de M. SHARON ne devrait pas remettre en cause la tenue des élections législatives prévues le 28 mars 2006 mais pourrait porter préjudice à la formation politique qu'il a récemment créée, *Kadima*, principalement organisée autour de sa personnalité charismatique.

Le journaliste du *Christian Science Monitor*, Howard LaFRANCHI, rapporte que les comportements de la Corée du Nord et de l'Iran peuvent être rationnellement expliqués comme ceux à la fois idéologiques et pragmatiques d'Etats déjà stigmatisés par la diplomatie américaine et dont les politiques étrangères sont confortées par une ascension de la puissance chinoise sur la scène internationale qui remet en cause le *statu quo* international et limite l'efficacité de la politique américaine de dénonciation ([Howard LaFranchi, "For pariah nations, rogue status pays off", \*The Christian Science Monitor\*, 5 janvier 2006](#)).

Les déterminants de la volonté d'aggraver la crise du programme nucléaire et des discours anti-israéliens tenus par le président iranien Mahmoud AHMADINEJAD sont à la fois extérieur (l'anti-sionisme pour rénover le rôle de l'Iran au sein de l'espace arabo-musulman) et intérieur (le nationalisme pour mobiliser la base électorale). Les déterminants de la posture diplomatique nord-coréenne sont également largement intérieur (inculquer une mentalité d'assiégés par la désignation d'un bouc-émissaire extérieur en vue de se maintenir au pouvoir).

Dans les deux cas, le soutien tacite d'une puissance chinoise ascendante limite l'efficacité de la rhétorique américaine de dénonciation des *rogue states* (jusqu'en 2001) puis membres de l'*evil axis* (depuis 2002).

#### **4 janvier**

Le commandant opérationnel des forces américaines mobilisées en Iraq, le général John R. VINES, avertit dans une interview que le couple incompétence--clivages ethno-confessionnels risque de saper l'efficacité des ministères irakiens de la Défense et de l'Intérieur et de transformer les forces de sécurité irakiennes (FSI) en milices dépourvues de professionnalisme.

D'où l'importance selon lui de renforcer l'aide à l'effectivité de la gouvernance et à la reconstruction des infrastructures ainsi que de professionnaliser les FSI par la désethnicisation et la valorisation (financière) du recrutement.

**Le président George W. BUSH nomme Gordon ENGLAND** secrétaire adjoint à la Défense en remplacement de Paul WOLFOWITZ et **J. Dorrance SMITH** assistant du secrétaire à la Défense pour les affaires publiques (*i.e.* principal porte-parole du DoD).

Gordon ENGLAND a été à deux reprises secrétaire de la *Navy* (mai 2001-janvier 2003 puis octobre 2003-29 décembre 2005) ainsi que secrétaire adjoint du *Department of Homeland Security* (DHS). Il exerçait *de facto* la fonction de secrétaire adjoint à la Défense depuis le départ de Paul WOLFOWITZ à la direction de la Banque mondiale le 13 mai 2005.

J. Dorrance SMITH a été conseiller médiatique auprès du directeur de la *Coalition Provisional Authority* Paul BREMER (mai 2003-juin 2004) ainsi que pour la *Federal Emergency Management Agency* (FEMA). Il était auparavant producteur exécutif des émissions "*This Week*" et "*Nightline*" sur ABC News.

Le vice-président Richard D. **CHENEY** **confirme les propos tenus par le président George W. BUSH** à l'issue d'une réunion de membres du *National Security Council* ainsi que de commandants sur le thème de la GWOT, en déclarant lors d'un discours à la *Heritage Foundation* que les Etats-Unis sont déterminés à remporter des victoires complètes en Irak et en Afghanistan qui non seulement démontreront la puissance de changement dont la liberté est porteuse mais encore inspireront les réformateurs démocrates au Moyen-Orient et en Asie, renforçant par-là même la sécurité des Etats-Unis ([Richard D. Cheney, Remarks by the Vice-President on Iraq and the War on Terror, The Heritage Foundation, Washington, D.C., 4 janvier 2006](#)).

Le président George W. **BUSH réunit des membres du National Security Council** (le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD et le président du comité des chefs d'états-majors des armées le général Peter PACE) **ainsi que des commandants** (les généraux ABIZOID, CASEY et DEMPSEY) **sur le thème de la Global War on Terrorism** ([George W. Bush, President Discusses War on Terror Following Pentagon Briefing, 4 janvier 2006](#)), ses aspects préoccupants (la résilience d'un ennemi qui, ayant pour idéologie "la haine" et pour désir "le meurtre", doit être "poursuivi en justice") comme les succès enregistrés, selon M. BUSH, sur ses deux principaux fronts, l'Afghanistan et l'Irak.

Des progrès ont été enregistrés en Irak sur les plans politique et sécuritaire:

- le processus de démocratisation a été consolidé avec les consultations électorales et référendaire des 30 janvier, 15 octobre et 15 décembre 2005
- les effectifs opérationnels des forces de sécurité irakiennes (armée et police) ont progressé de 130 000 à 215 000 depuis janvier 2005 (50 des 125 bataillons de combat irakiens mènent désormais les opérations conjointes américano-irakiennes)
- le président annonce par conséquent la diminution en 2006 du nombre des troupes américaines mobilisées en Irak (de 17 à 15 brigades, c'est-à-dire en deçà du seuil -- non franchi depuis 2003 -- de 138 000 soldats) à mesure que des progrès sont réalisés dans la formation et l'entraînement des FSI (tout en admettant que le professionnalisme de la police irakienne doit être amélioré)

Des progrès ont également été enregistrés en Afghanistan sur les plans politique et sécuritaire:

- les élections parlementaires et provinciales du 18 septembre 2005 se sont déroulées de manière satisfaisante
- les effectifs opérationnels de l'Armée Nationale Afghane comptent désormais 27 000 soldats et ceux de la police 55 000 hommes
- là aussi, le président annonce par conséquent la diminution du nombre des troupes américaines mobilisées en Afghanistan (de 19 000 à 16 500 soldats) à mesure que les effectifs de la Force Internationale [otanienne] d'Assistance à la Sécurité (FIAS) augmentent (de 9 000 à 15 000 soldats)

**Le ministère de l'Intérieur irakien publie pour la première année les chiffres des victimes des attaques terroristes:** 2 880 attaques terroristes ont tué 7 430 Irakiens (4 021 civils, 1 225 policiers, 475 soldats et 1 709 insurgés) en 2005. Les chiffres publiés par l'*Iraq Coalition Casualties* à partir des dépêches d'agences de presse sont plus élevés: les attaques terroristes ont tué 8 305 Irakiens (5 712 civils et 2 593 militaires) en 2005.

La fourchette établie par l'*Iraq Body Count* des civils irakiens tués depuis mars 2003 est comprise entre 27 707 et 31 232. 2 183 soldats américains ont été tués depuis mars 2003 (1 712 au cours d'une "action hostile"), dont 845 en 2005.

**Un attentat suicide tue 32 civils chiites et en blesse 36** lors de funérailles dans la ville de Muqdadiah à 60 km au nord de Bagdad. Cet attentat, le plus létal depuis les élections parlementaires du 15 décembre 2005, intervient au moment où les trois principales coalitions électorales (l'*United Iraqi Alliance* chiite, l'*Iraqi Accordance Front* sunnite et la coalition kurde) annoncent s'entendre sur la formation d'un gouvernement d'union nationale.

L'émir de Dubaï, également vice-président et Premier ministre des Emirats Arabes Unis (EAU), le Cheik Maktourn ben Rashid **AL MAKTOUM, décède à l'âge de 62 ans.**

Un deuil de 40 jours est décrété à la mémoire de celui réputé avoir modernisé les EAU depuis 1990.

Le quotidien britannique *The Guardian* publie les fuites d'un **Rapport de renseignement de 55 pages, daté du 1er juillet 2005 et en provenance d'une agence de renseignement européenne non nommée, selon lequel l'Iran essaie secrètement d'obtenir la technologie et l'expertise requises pour la fabrication de l'arme nucléaire.** Elaboré à partir de renseignements allemands, belges, britanniques et français, ce Rapport aurait été utilisé pour briefer les membres du Conseil des ministres de l'UE.

Outre la révélation d'un programme iranien avancé visant à acquérir l'expertise, l'entraînement et l'équipement nucléaires, le Rapport:

- alerte sur l'acquisition d'une capacité iranienne en matière balistique (tunnels à vent, technologie pour la navigation des missiles, etc.)
- dénonce le marché global illégal d'armements et de technologies requises pour l'enrichissement d'uranium auxquels participent la Corée du Nord, le Pakistan et la Syrie
- souligne que les plans d'acquisition nucléaire iraniens impliquent des entreprises aussi bien de Corée du Nord que d'Europe ou des anciens Etats soviétiques

Le journaliste du *Washington Post*, Jonathan **FINER, rapporte que le gouvernement irakien refuse la nomination du colonel sunnite Mohammed Wasif TAHA comme chef de la 5ème brigade et de la 6ème division de l'armée irakienne** qui doivent être chargées de la sécurité dans le centre de Bagdad, notamment la Zone Verte, ainsi que sur la route reliant cette dernière à l'aéroport international ([Jonathan Finer, "Iraq Wants U.S. Choice Out as Chief of Brigade", \*The Washington Post\*, 4 janvier 2006](#)).

Appuyée par le commandement américain de Bagdad qui souligne les compétences du colonel arabe sunnite originaire de Bagdad et âgé de 42 ans (dont 23 années passées dans l'armée), cette nomination visait aussi l'amélioration de la représentativité des rangs supérieurs des forces de sécurité irakiennes (FSI), principalement occupés par les Chiites et les Kurdes.

Face à un refus qui alimente la perception de FSI ethno-confessionnalisées et porte en germe la politisation du leadership militaire (donc des conflits de loyautés entre allégeance nationale et appartenance partisane), le commandement américain a déclassé la brigade du niveau 1 (capacité à opérer sans assistance américaine) au niveau 3 (incapacité à opérer sans assistance américaine), la rendant ainsi inapte au maintien de l'ordre dans la capitale.

### **3 janvier**

**Consécutivement à la "crise du gaz" russo-ukrainienne, l'analyste du Congressional Research Service Bernard A. GELB publie un rapport pour le Congrès ([Bernard A. Gelb, \*Russian Oil and Gas Challenges\*, Washington, CRS Report for Congress, Code RL33212, 3 janvier 2006, 12 p.](#)):**

- il rappelle la puissance énergétique de la Fédération de Russie (FR): 1er exportateur mondial de gaz naturel, 2ème producteur et exportateur mondial de pétrole, 3ème consommateur mondial de ressources énergétiques, 1 700 milliards de milliard de mètres cubes de réserves de gaz naturel et 60 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole
- il souligne la dépendance énergétique (principalement au gaz naturel) des voisins de la FR: 100% du gaz consommé en Slovaquie provient de la FR, 97% en Bulgarie, 79% en République tchèque et 68% en Hongrie
- enfin, il présente la société Gazprom comme le principal outil de la politique étrangère russe

**L'Iran annonce dans une lettre adressée à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA, agence onusienne) sa décision de reprendre la recherche-développement sur son "programme d'énergie nucléaire pacifique" dès le 9 janvier 2006.**

Si l'Iran avait déjà repris la conversion d'uranium en août 2005, il a rejeté le 2 janvier 2006 la proposition russe l'autorisant à convertir l'uranium en contrepartie de l'externalisation en Fédération de Russie de la phase d'enrichissement tandis que le président radical Mahmoud AHMADINEJAD multiplie les discours anti-israéliens. C'est pourquoi cette décision, qui remet en cause l'Accord de Paris signé en novembre 2004 avec l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne), précipite les réactions de la communauté internationale:

- le directeur de l'AIEA Mohamed EL BARADEI exhorte l'Iran à maintenir la suspension de son activité d'enrichissement -- gage de la confiance de la communauté internationale -- et invite les décideurs iraniens à expliquer leurs intentions le 4 janvier 2006 à Vienne
- la porte-parole de l'UE Cristina GALLACH qualifie la décision de "pas dans la mauvaise direction"
- le porte-parole du DoS Sean McCORMACK avertit l'Iran des "mesures additionnelles" que prendra la communauté internationale pour contrecarrer les ambitions nucléaires iraniennes ([Sean McCormack, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 3 janvier 2006](#))

Le porte-parole du DoS, Sean McCORMACK, soutient que la **Commission d'Enquête Internationale Indépendante chargée d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic HARIRI doit prendre en compte l'allégation de l'ancien vice-président syrien, Abdul-Halim KHADDAM**, selon lequel le président syrien Bachar AL-ASSAD aurait menacé HARIRI au cours de l'année 2004 (s'il s'opposait à la prolongation du mandat du président libanais pro-syrien, Emile LAHOUD) et ne pouvait pas ne pas être au courant du projet d'attentat ([Sean McCormack, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 3 janvier 2006](#)).

Dans une interview accordée à l'*Associated Press*, le chef d'état-major des armées (*Chairman of the Joint Chiefs of Staff*), le général Peter PACE, exhorte les **organisations représentatives des communautés irakiennes:**

- **à régler leurs différends partisans** afin de pouvoir former un nouveau gouvernement de coalition
- **et à favoriser l'intégration de la minorité sunnite au sein des forces de sécurité irakiennes** afin d'assurer leur représentativité et donc leur légitimité

Le général PACE précise que la participation de l'ensemble des groupes ethno-confessionnels irakiens au processus politico-sécuritaire n'est pas un jeu à somme nulle -- dans lequel l'un perd ce que l'autre gagne -- mais un jeu à somme positive car chacun des groupes bénéficie de la légitimité de l'organe auquel il appartient.

Sean McCORMACK se déclare préoccupé par l'annonce de la **guérilla maoïste népalaise (2 janvier 2005) selon laquelle elle interrompt unilatéralement le cessez-le-feu**. Non seulement cette interruption est inutile, mais encore elle est contraire à l'objectif des Etats-Unis qu'est l'abandon de la violence selon le porte-parole du DoS, lequel exhorte par ailleurs le gouvernement népalais à favoriser une démocratie multipartite et respectueuse des libertés civiles comme des droits de l'homme ([Sean McCORMACK, Nepal: Maoists End Cease-Fire, 3 janvier 2006](#)).

**Les présidents du Venezuela (Hugo CHAVEZ) et de la Bolivie (Evo MORALES) s'entretiennent de la coopération économique et énergétique bilatérale** en vue de contrebalancer l'influence des politiques libre-échangistes et énergétiques des Etats-Unis en Amérique latine. Sur fond d'opposition régionale au "néolibéralisme" et à "l'impérialisme" de "l'empire" américain, les deux présidents socialistes -- associés au leader cubain Fidel CASTRO -- entendent promouvoir une intégration économique régionale orientée à gauche, notamment par le financement des

programmes sociaux que permet la nationalisation du secteur énergétique (le Venezuela et la Bolivie sont respectivement les première et deuxième réserves de gaz naturel d'Amérique latine).

Le gouvernement et le conseil de sécurité japonais annoncent formellement que le **Japon développera avec les Etats-Unis une capacité navale de défense anti-missile** (*sea-based ballistic missile defence*) afin de se prémunir contre les menaces régionales.

Le chercheur de l'*American Enterprise Institute* (AEI) Michael **RUBIN souligne que les discours anti-israéliens récemment tenus par le président radical Mahmoud AHMADINEJAD s'inscrivent dans la continuité d'une rhétorique iranienne officielle** pratiquée du leader la révolution islamique, l'ayatollah Ruhollah KHOMEINI, à celui que l'Europe présentait comme un président modéré, Hashemi RAFSANJANI, en passant par l'actuel leader suprême Ali KHAMENEI ([Michael Rubin, "Iran Means What It Says", American Enterprise Institute, 3 janvier 2006](#)).

M. RUBIN allègue que le "dogme de la république islamique" qu'est l'éradication d'Israël fait du problème iranien un problème idéologique et non politique, comme l'appréhende selon lui une Union européenne qui -- sous prétexte d'*engagement* -- triple son commerce avec l'Iran entre 2000 et 2005 (période qui correspondrait à la mise à l'écart du mouvement réformateur iranien). Dès lors, si elle a vocation à régler des problèmes politiques, la diplomatie en général et celle de l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne) en particulier ne saurait résoudre une situation aux fondements idéologiques. D'autant que la volonté de nucléariser l'Iran est mue par des considérations de politique intérieure (pouvoir réprimer la dissidence à l'ombre de la dissuasion nucléaire) et que le processus décisionnel en matière d'armement et de défense reste verrouillé par la Garde Révolutionnaire.

Le quotidien du Parti des Travailleurs nord-coréen, *Rodong Sinmun*, publie un commentaire de l'Agence d'information officielle du régime selon lequel **la Corée du Nord ne peut reprendre les Six-Party Talks** (portant sur le démantèlement de son programme nucléaire) **hypothéqués depuis novembre 2005 tant que les conditions qui ont provoqué leur suspension persistent**. Ces dernières sont, selon la Corée du Nord, le gel des avoirs financiers d'entreprises nord-coréennes officiellement suspectées par les Etats-Unis de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue.

Pyongyang soupçonne principalement les Etats-Unis de continuer de chercher -- derrière les apparences d'un dialogue renoué -- le changement de régime dans le nord de la péninsule coréenne.

Le **transfert à la Force Internationale d'Aide à la Sécurité de l'OTAN** (FIAS, chargée de missions de stabilisation et dont les effectifs doivent passer de 9 000 à 15 000 soldats) **de la responsabilité des provinces du sud de l'Afghanistan**, jusqu'alors impartie à l'*Operation Iraqi Freedom* menée par les Etats-Unis (OEF, opérations de lutte anti-terroriste), doit permettre à ces derniers en 2006 ([Griff Witte, "U.S. Cedes Duties in Rebuilding Afghanistan", The Washington Post, 3 janvier 2006](#)):

- de réduire les forces américaines mobilisées de 13% (de 19 000 à 16 500 soldats)
- et de fixer le budget de l'USAID (*U.S. Agency for International Development*) à 623 md\$ au lieu d'1 Md\$ en 2005

Toutefois, le développement encore embryonnaire de l'Armée Nationale Afghane (ANA) et le manque d'aguérissement des troupes de la FIAS à la contre-insurrection pourraient obliger les Etats-Unis à maintenir des forces (*Special Operations Forces*) chargées de la lutte anti-terroriste.

## 2 janvier

Le représentant démocrate qui -- après avoir passé 37 ans dans l'U.S. Marine en tant que colonel -- a exhorté en novembre 2005 l'administration BUSH à un retrait daté des forces américaines

mobilisées en Irak, John P. MURTHA, déclare sur ABC (*Nightline*) qu'il ne s'engagerait pas aujourd'hui dans l'armée américaine et que l'OIF était "absolument" une mauvaise guerre.

Au moment où l'Iran rejette une proposition russe l'autorisant à convertir l'uranium en contrepartie de l'externalisation de la phase d'enrichissement, le magazine allemand *Der Spiegel* rapporte plusieurs indices d'une préparation par les Etats-Unis de frappes aériennes contre les installations nucléaires iraniennes.

S'il peut s'agir d'une opération psychologique contre l'Iran, l'hebdomadaire indique notamment que le directeur de la CIA Porter GOSS a sollicité -- lors d'un voyage en Turquie le 12 décembre 2005 -- le soutien du Premier ministre turque Recep Tayyip ERDOGAN (notamment l'échange de renseignement) en cas de frappes aériennes contre les installations militaires et nucléaires iraniennes

Critiquée pour avoir coupé l'approvisionnement de l'Ukraine en gaz suite à un différend commercial portant sur les prix (notamment par l'Allemagne la prévenant du préjudice à long terme porté à sa crédibilité de fournisseur énergétique), la société **Gazprom** -- acteur géoéconomique contrôlé par l'Etat russe (51%), détenteur de 16% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel et contrôlant 20% de la production mondiale -- s'engage à restaurer l'approvisionnement en gaz de l'Europe occidentale tout en imputant le dommage occasionné à l'attitude ukrainienne.

Le président émérite du *Council on Foreign Relations*, Leslie H. GELB, soutient que la conjecture sur le retrait massif des troupes américaines d'Irak à l'approche des *midterm elections* de novembre 2006 néglige les croyances du président George W. BUSH et surestime la pression des jeux partisans ([Leslie H. Gelb, "The politics of troop cuts", \*Los Angeles Times\*, 2 janvier 2006](#)).

Les facteurs individuels et nationaux qui déterminent selon M. GELB la mobilisation présidentielle pour conduire l'OIF jusqu'à son terme (nécessairement victorieux du point de vue de M. BUSH) sont les suivants:

- la croyance selon laquelle le processus de démocratisation de l'Irak, non seulement est pensable, mais encore est entamé et doit jouir dans son enfance d'un environnement sécurisé, les troupes américaines réduisant le risque de guerre civile ethno-confessionnelle
- la croyance selon laquelle la démocratisation de l'Irak fera de celui-ci un allié des Etats-Unis dans la GWOT
- la croyance selon laquelle le retrait conditionné par un calendrier saperait la crédibilité américaine sur la scène internationale
- la liberté d'action accrue dont M. BUSH dispose en tant que président de second mandat moins sensible aux pressions partisans (la contrepartie réside toutefois dans une moindre marge de manoeuvre en raison de l'érosion du soutien partisan: "lame-duck president")
- les faibles coûts humain (2 179 tués) et sacrificiel (non recours à la conscription), c'est-à-dire autre que financier, que subit l'opinion publique américaine pour la conduite de l'OIF

Mais, contrairement au président, M. GELB considère que la situation objective sur le terrain commande pour la victoire le retrait daté accéléré des troupes américaines d'Irak (avec toutefois le maintien d'une présence américaine en alerte au Kurdistan et au Koweït) qui lèverait les deux hypothèques pesant sur la pacification/stabilisation de l'Irak:

- la perception d'une occupation américaine, laquelle alimente l'insurrection
- et la tentation pour les forces de sécurité irakiennes de se reposer sur l'effort américain de sécurisation, laquelle retarde leur formation/entraînement

Le correspondant pour la sécurité nationale de l'United Press International (UPI), Martin SIEFF, interview le directeur de la Missile Defense Agency (général Henry A. OBERING III; MDA) sur les réalisations de l'agence en matière de programmes *Ballistic Missile Defense* (BMD) pour 2005 ([Martin Sieff, "Interview: Missile defense achievements", \*United Press International\*, 2 janvier 2006](#)).

Face à la menace croissante que représentent pour les forces déployées et la liberté d'action (déli d'accès à un -- et coercition au retrait d'un -- conflit régional) américaines plus de 20 Etats dotés de capacités de missiles balistiques (notamment la Corée du Nord et l'Iran), et conformément à la directive présidentielle du 20 mai 2003, la MDA a atteint ses objectifs de développement des programmes *Terminal High Altitude Area Defense* (THAAD), *Aegis Sea-based System* (ASS), *Ground-based Midcourse Interceptor System* (GMIS) et *Airborne Laser* (ABL), avec notamment des tests d'interception réussis en novembre pour THAAD ainsi qu'Aegis et en décembre 2005 pour GMIS.

Le système de défense anti-missile balistique est "*multi-layered*" c'est-à-dire développé par la MDA à chacune des phases du vol d'un missile balistique:

- *boost phase*: les deux programmes *Kinetic Energy Interceptor* (KEI) et ABL
- *midcourse phase*: ASS, GMIS et *Multiple Kill Vehicle Programs* (MKVP)
- *terminal phase*: *Patriot Advanced Capability* (PAC) -- 3 et THAAD

Les prévisions capacitaires pour 2008 comprennent:

- 38 GMIS
- 15 ASS
- et 24 THAAD

Au moment où l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Irak, Stuart BOWEN, parle de "*reconstruction gap*" entre les attentes et les réalisations de l'effort américain de reconstruction, le journaliste du *Washington Post* Ellen KNICKMEYER rapporte le propos du général William McCOY (commandant des ingénieurs de l'US Army supervisant la reconstruction) selon lequel **l'administration BUSH n'exigera pas du Congrès qu'il vote en février 2006 une augmentation du budget américain pour la reconstruction en Irak**, fixé à 18,4 Md\$ pour la période mai 2003-décembre 2006 ([Ellen Knickmeyer, "U.S. Has End in Sight on Iraq Rebuilding", \*The Washington Post\*, 2 janvier 2006](#)). L'effort de reconstruction (réseaux d'eau, d'électricité et de pétrole, système éducatif, infrastructures publiques, etc.) devra alors être relayé par le gouvernement irakien et les donateurs étrangers.

Mais la vigueur insoupçonnée de l'insurrection a largement amputé le budget de 18,4 Md\$ voté au titre de l'effort de reconstruction américain:

- en moyenne, 18% du coût de chaque projet non militaire de reconstruction concerne les mesures de sécurité (l'*Office of the Special Inspector General for Iraq Reconstruction* estime le coût sécuritaire à 25% de chaque projet)
- 2,5 Md\$ ont été réalloués à la formation et à l'entraînement des forces de sécurité irakiennes (FSI. Tandis que l'armée est deux fois plus importante qu'initialement prévu, des unités spéciales ont du être créées: Forces Spéciales Irakiennes chargées de la protection des réseaux électriques et pétroliers contre le sabotage; *Special Operations Forces*, Forces de Réaction Rapide et commandos paramilitaires pour réduire l'insurrection, etc.) ainsi qu'à la construction d'un réseau de 10 prisons (moyenne et haute sécurité) et de nombreux centres de détention conformes aux standards internationaux
- 437 md\$ ont été réalloués au contrôle des frontières
- 107 md\$ ont été réalloués à la sécurisation du réseau de communication des FSI
- 7,8 md\$ ont été réalloués à l'achat de gilets pare-balles
- la protection des logements et véhicules des juges fait également partie des dépenses au titre de l'effort de reconstruction

Les sabotages perpétrés par l'insurrection empêchent notamment d'atteindre les niveaux de production électrique et pétrolière d'avant-guerre (4 000 megawatts d'électricité -- soit 12 heures/jour -- au lieu de 4 400, 2 millions de barils de pétrole par jour au lieu de 2,6).

En dépit du coût non prévu de la sécurité, 3 600 projets de reconstruction auront été achevés entre mai 2003 et décembre 2006, dont:

- 900 écoles et hôpitaux
- 160 centres de soins et cliniques



- 1 500 km de routes et autoroutes

Après la révélation par le *Los Angeles Times* fin novembre 2005 d'opérations d'information consistant à publier contre rémunération dans certains journaux irakiens des articles favorables à l'action des Etats-Unis en Irak, les journalistes du *New York Times* **David S. CLOUD** et **Jeff GERTH** révèlent que l'entreprise de relations publiques **Lincoln Group** est également chargée d'un programme d'identification des savants religieux sunnites susceptibles d'aider à définir le contenu souhaitable des campagnes de propagande menées par l'armée américaine dans la province d'Anbar en vue de convaincre la majorité silencieuse sunnite de préférer la participation électorale au soutien -- même passif -- à l'insurrection ([David S. Cloud, Jeff Gerth, "Muslim Scholars Were Paid to Aid U.S. Propaganda", \*The New York Times\*, 2 janvier 2006](#)).

Les dépenses réalisées par Lincoln Group dans le cadre du contrat "*Western Missions*" signé avec le DoD (informations concernant la province d'Anbar, publicités diffusées à la télévision, à la radio et sur l'Internet, etc.) s'élèvent à 144 000\$ pour la période mai-septembre 2005. Un nouveau contrat faisant des leaders religieux sunnites un "public cible" de l'effort de propagande américain en Irak a été signé entre l'entreprise de relations publiques et le DoD en octobre 2005.

### 1<sup>er</sup> janvier

L'ancien secrétaire à la Défense William **COHEN** considère sur CNN (*Late Edition*) que les propos anti-israéliens tenus par le président iranien Mahmoud **AHMADINEJAD** jouent en sa défaveur et, paradoxalement, en faveur de la communauté internationale (la crédibilité internationale de l'Iran est remise en cause) comme du couple UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne) -- Etats-Unis (la position commune est renforcée).

Si l'option militaire contre l'Iran reste l'ultime recours, après avoir vainement utilisé l'ensemble des outils diplomatico-stratégiques à disposition (notamment les sanctions économiques), M. COHEN n'en considère pas moins qu'elle doit rester sur la table des négociations.

Après avoir visité à San Antonio des soldats blessés au cours des opérations *Enduring Freedom* (OEF) et *Iraqi Freedom* (OIF), le président George W. **BUSH** confirme que le retrait des troupes américaines mobilisées en Irak sera déterminé par les conditions politico-sécuritaires sur le terrain telles qu'estimées par le commandement militaire ([George W. Bush, Remarks by the President to the Travel Pool, Brooke Army Medical Center San Antonio, Texas, 1er janvier 2006](#)).

M. BUSH souligne à nouveau la relation de causalité entre démocratisation du Moyen-Orient et paix régionale et justifie la nécessité du programme NSA d'écoutes téléphoniques en rappelant qu'il est commandant en chef en temps de guerre.

Dans des journaux publiant généralement les orientations politiques du régime, le gouvernement nord-coréen accuse les Etats-Unis de vouloir déclencher une nouvelle guerre sur la péninsule coréenne et demande -- parallèlement à l'engagement d'accroître ses capacités militaires (l'armée nord-coréenne compte 1,1 million de soldats) -- le retrait des troupes américaines stationnées en Corée du Sud, dont la présence serait la "cause profonde de la guerre".

Alors qu'elle entame la présidence du G 8 (groupe des huit nations industrialisées), la Fédération de Russie coupe l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine (07 00 GMT) suite au refus de cette dernière de s'acquiescer de l'augmentation du prix du gaz russe (indexation sur les tarifs européens: de 50\$ à 230\$ le mètre cube).

Les Etats-Unis et l'Europe occidentale (Gazprom fournit 25% du gaz consommé par l'Europe occidentale, lesquels transitent à 80% par l'Ukraine; contrôlée par l'Etat russe, l'entreprise détient 16% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel et contrôle 20% de la production mondiale) regrettent cette décision et se disent préoccupés par l'insécurisation des approvisionnements qui

résulte d'une diplomatie énergétique tentée de regagner de l'influence dans l'espace post-soviétique *via* le levier des hydrocarbures.

En dépit des récents efforts de l'administration pour remobiliser le soutien de l'opinion publique à l'OIF et dégager une nouvelle marge de manoeuvre (quatre discours des mois de novembre-décembre 2005), le journaliste du *New York Times* David E. **SANGER considère que la problématique irakienne continuera de contraindre l'action présidentielle en 2006** de deux manières ([David E. Sanger, "President Uses a Quiet Vacation to Prepare His Agenda for 2006", \*The New York Times\*, 1er janvier 2006](#)):

- en faisant peser – à mesure que se rapprochent les *midterm elections* – l'hypothèse d'un clivage *intra*-républicain entre promoteurs et pourfendeurs du retrait des troupes américaines
- en reléguant les dossiers prioritaires de politique intérieure (restructuration de la sécurité sociale et réforme du système de l'immigration)

Ainsi le président George W. BUSH réunira-t-il le 5 janvier 2005 les anciens secrétaires d'Etat et à la Défense en vue de trouver un dénominateur commun sur la stratégie irakienne des Etats-Unis (formation/entraînement des forces de sécurité, mise en place d'un gouvernement de coalition représentatif, etc.) susceptible de réduire les dissensions du leadership politique.